

**L'OTAN va retirer  
mille quatre cents armes  
nucléaires tactiques  
du théâtre européen**

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Ab-  
soud, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ;  
Canada, 1,16 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark,  
6,60 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B.,  
50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ;  
Liban, 378 p. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 fr. ;  
Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,76 fl. ; Portugal, 200  
esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ;  
Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 27  
S. RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Le retour des civils en Argentine

La sagesse populaire le dit : il est plus facile de faire sortir les militaires de leurs casernes que de les y faire rentrer. L'adage vaut pour l'Argentine comme pour bon nombre d'autres pays qui connaissent ou ont connus des régimes où les généraux font la loi. Dimanche 30 octobre, dix-sept millions d'électeurs argentins vont pourtant tenter de remettre les généraux à la place qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Ils sont appelés à élire six cents grands électeurs qui désigneront ensuite le président de la République.

Si tout se passe selon le calendrier prévu, le président prendra ses fonctions le 30 janvier 1984, mettant fin ainsi à huit ans de dictature militaire. Les généraux n'abandonnent pas de gaieté de cœur le pouvoir, mais les quelque 30 000 morts ou disparus dont fidèlement, les « folles de la place de Mai », rappellent chaque jour le souvenir, la malheureuse aventure des Malvinas ont totalement discrédité l'armée.

Le scrutin s'annonce très serré entre les candidats des deux principales formations : l'Union civique radicale de M. Raúl Alfonsín et le parti justicialiste de M. Ítalo Luder, héritier du général Peron et plus encore de son mythe, indissociable de celui de ses épouses - Evita, morte prématurément, et Isabelita, qui devait devenir elle-même présidente de la République.

Les derniers sondages confirment la poussée du radicalisme dans l'ensemble du pays et en particulier dans le Grand-Buenos-Aires, fief traditionnel du péronisme. Le « phénomène Alfonsín » ne s'explique pas seulement par l'intelligence et le dynamisme de sa campagne électorale. Le chef radical a profité des divisions de ses adversaires et de la présence dans leurs rangs de personnes contestées. En Raúl Alfonsín, les classes moyennes se sont découvert un nouveau « líder », mais, malgré les efforts déployés en direction des couches moins favorisées, le radicalisme n'est pas parvenu à mobiliser la classe ouvrière, qui reste attachée au populisme péroniste.

M. Ítalo Luder n'est certainement pas le général Peron. Mais il a su compenser le handicap des comparaisons défavorables en offrant une image de sérieux, de modération et de compétence qui peut lui attirer les faveurs des indécis. Radicaux et péronistes ont rivalisé d'humour et d'imagination pour présenter le meilleur spectacle, mais il n'a guère été question de programmes.

Si aucun des deux principaux partis n'obtient la majorité absolue, le choix des grands électeurs peut réserver des surprises. Traditionnellement, ils désignent le candidat arrivé en tête, mais il est possible que cette fois les alliances avec les petites formations jouent un rôle plus important.

Rien ne serait pire pour l'Argentine qu'une période d'incertitude, ou qu'un président « mal élu ». Les militaires qui ont accepté de quitter le pouvoir seraient trop tentés d'en tirer profit. Ils veulent déjà utiliser la période de transition pour « sonder » les nouvelles autorités sur leurs intentions quant aux séquences de la lutte contre le terrorisme et aux nominations dans la haute hiérarchie militaire. Le nouveau président aura besoin d'une forte autorité pour que les généraux ne ressortent pas de leurs casernes.

## M. Reagan accuse Moscou de soutenir le terrorisme au Liban et à la Grenade

*Le président américain a prononcé un discours  
de chef d'État en guerre  
pour la défense du « monde libre »*

De notre correspondant

Washington. - Le monde entier ou à peu près condamne l'invasion de la Grenade ou la décapitation. L'opinion américaine, stupéfaite de se découvrir en guerre à Beyrouth et dans les Caraïbes, ne comprend pas pourquoi les « marines » meurent au Liban et ne sait que penser de leur débarquement à la Grenade.

M. Reagan prend la parole, trente minutes télévisées en direct de la Maison Blanche et, sur un ton de détermination et d'ardente conviction, dit que, oui, la défense des États-Unis, de leurs alliés et de la liberté exige « responsabilité » et « sacrifices ». Nous sommes en guerre, suggère-t-il, même s'il n'emploie pas le mot, car « les événements de la Grenade et du Liban sont, malgré les océans, étroitement liés. Moscou a non seulement aidé et encouragé la violence dans les deux pays, mais leur apporte aussi un soutien direct à travers un réseau d'agents et de terroristes ». En clair, l'incendie est partout, il nous touche, et nous avons à le combattre. Comme c'est ce dont il veut convaincre, il commence par le dossier, plus solide, du Liban et laisse pour la fin celui de cette petite île « grande comme deux fois Washington ».

À la Grenade, le bilan provisoire des pertes américaines se monte officiellement à huit morts, trente-neuf blessés et huit disparus. Plusieurs centaines de nouveaux soldats américains - le chiffre exact n'a pas été communiqué - ont été débarqués jeudi dans l'île, reléguée toute la journée à la Barbade par un incessant va-et-vient d'avions militaires. La dernière grande « poche de résis-

tance » autour de la prison de Richmond-Hill, où se seraient trouvés une centaine de prisonniers politiques tenus en otages, aurait été résorbée dans la journée, selon le Pentagone.

Dans l'après-midi de jeudi, le conseiller de sécurité pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, a affirmé que « les opérations étaient en train de s'achever ».

Des informations non confirmées font état de quarante-deux morts parmi les Cubains, qui, selon des officiels américains, auraient entrepris dans l'île un bataillon de génie. Pour preuve de cette forte présence militaire castriste, le Pentagone a présenté à la presse un film de huit minutes tourné dans un des six entrepôts d'armes cubains qui auraient été découverts et montrant d'importants stocks d'armes de fabrication soviétique ou cubaine. Ces armes et ces munitions (fusils d'assaut soviétiques AK47, mitrailleuses à quatre canons, obus de mortier de 120 millimètres et armes anti-

aériennes portables) auraient permis à un bataillon de résister, a-t-il affirmé, pendant près d'un mois et demi. Sur une caisse de cartouches filmée en gros plan, on lisait en espagnol : « Bureau économique cubain » ; d'autres portaient des inscriptions en lettres cyrilliques.

Aux États-Unis, pendant ce temps, l'invasion de la Grenade suscite un mouvement de protestation évoquant les grandes heures de la guerre du Vietnam, dans lequel on retrouve Joan Baez, parlant du « déjà vu » des images actuelles, des défenseurs des droits civiques, des organisations hispaniques opposées à la politique latino-américaine de M. Reagan, et l'Association des étudiants des États-Unis (trois millions de membres). Un mot d'ordre de marche sur Washington a été lancé pour le 12 novembre prochain. À l'inverse, les étudiants évacués de la Grenade, qui disent partout leur reconnaissance pour le président et les « marines », l'approbation totale aussi de M. Kissinger, font contre poids. Le sentiment majoritaire est bien difficile à cerner.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 6.)

## Charbonnages : le déficit s'accroît

*En dépit d'une subvention  
de 6,5 milliards de francs,  
les pertes atteindront 1,8 milliard en 1983  
Qui osera annoncer les choix inéluctables ?*

Comme ces « longues et douloureuses » maladies qu'on tente trop longtemps d'oublier parce que le vérité est parfois pire que le mal, le dossier charbon, volontairement étouffé pendant des mois par le gouvernement, menace d'éclater bientôt au grand jour. La tension monte dans les mines où, après la semaine d'action de la C.G.T., tous les syndicats de mineurs se mobiliseront en Lorraine la semaine prochaine.

La tension monte dans les régions charbonnières sur lesquelles les pouvoirs publics avaient tenté depuis l'été de déplacer le problème, en laissant aux instances régionales le soin de décider de leur avenir. La tension monte enfin entre l'État-major des Charbonnages de France, mis dans une situation désormais intenable, et le gouvernement, soucieux de préserver au-delà du raisonnable, les apparences et qui persiste à ne pas vouloir laisser annoncer les conséquences inéluctables de ses choix.

Les échéances, inévitables, approchent. L'Etat des comptes est venu. Dans les régions, dans l'habillage, comme au niveau national. La semaine prochaine, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, réuni en session extraordinaire, exa-

minera les conclusions de la commission d'évaluation régionale, lesquelles doivent servir de base aux décisions de poursuite ou de ralentissement de l'activité charbonnière.

Dans la nuit du 15 au 16 novembre, l'Assemblée nationale débatera du projet de budget pour 1984 du ministère de l'Industrie et de la Recherche, où figure une ligne Charbonnages de France. Enfin, l'établissement devra, dans les semaines à venir, remettre au gouvernement un projet de budget pour l'an prochain.

Il faudra bien finir par annoncer des chiffres : chiffres de subventions, chiffres de déficit, chiffres de production et d'effectifs. C'est là que le bât blesse, car les chiffres, hélas, font apparaître une situation inextricable. Il faudra faire des choix. Tout le monde le reconnaît, mais personne ne veut prendre la responsabilité de les annoncer.

Charbonnages de France, en dépit d'une subvention publique énorme, se trouve en état de quasi-faillite. En 1983, C.D.F. a reçu une aide de l'Etat de 6,5 milliards de francs. Il devrait pourtant annoncer un déficit global de 1,8 milliard de francs, soit près du triple de l'an passé (591 millions de francs). La seule activité charbonnière a vu ses pertes multipliées par huit (800 millions de francs contre 116 en 1982), et la chimie, « renforcée » par l'apport d'une partie des activités de P.C.U.K. et de Rhône-Poulenc, devrait quasiment doubler les siennes (1 milliard de francs imputables dans les comptes de C.D.F. contre 575 millions de francs). Résultat : un endettement insoutenable pour une activité en déclin : 17 milliards de francs fin 1983 (pour un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs), contre 9 milliards trois ans auparavant ! 1984 s'annonce pire encore. Le budget est impossible à « boucler ». Il fallait, à production constante, 9,5 milliards de francs d'aide publique pour équilibrer les comptes. Or le gouvernement a prévu dans le projet de loi de finances pour 1984 une subvention à C.D.F. de 6,5 milliards de francs, soit la même somme qu'en 1983, auxquels s'ajoutent 325 millions de francs, destinés aux actions de conversion, notamment sur le plan régional.

Il est difficile, en effet, d'imaginer que l'Etat augmente au-delà son aide : 6,5 milliards de francs c'est déjà presque la moitié du budget du ministère de l'Industrie (15 milliards de francs), ce qui signifie que toutes les aides à l'industrie, hors charbon, ne s'élèvent qu'à 7,5 milliards ! Or avec 6,5 milliards de francs, C.D.F. ne pourra pas maintenir en l'état l'exploitation charbonnière.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 9.)

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 26.)

## Le nouveau langage du P.C.F.

*Les communistes modèrent leurs critiques  
mais le souhait de M. Fiterman  
de quitter le gouvernement au prochain remaniement  
relance l'incertitude sur leurs intentions*

Les socialistes ont acquis une longue pratique de l'alliance avec les communistes : dans l'union de 1972 à 1977, dans la désunion de 1977 à 1981, au pouvoir depuis deux ans et demi. Le congrès de Bourg-en-Bresse coïncide avec le tournant de la législature, le « mi-parcours », comme dit M. Georges Marchais, à partir duquel la perspective va être de plus en plus dominée par les élections législatives de 1986. Quel que soit le mode de scrutin qui s'appliquera lors de ces élections, une chose est sûre : on ne voit pas, aujourd'hui, par quel miracle le P.S. pourrait conserver la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale.

La question de l'alliance va de nouveau, et peu à peu, se poser en termes non plus d'existence, mais de conservation du pouvoir ; ce que les socialistes appellent la « reconquête de l'opinion », et les communistes la

« contre-offensive ». A travers ces deux entreprises, qui se veulent unitaires, mais qui paraissent aujourd'hui concurrentes, commence à se jouer une partie dont l'enjeu est le contrôle des facteurs susceptibles d'influencer le vote de l'électorat de gauche dans deux ans et demi.

Du côté des communistes, le mode d'emploi de la participation gouvernementale n'est pas parfaitement maîtrisé par tous, à tout moment. Cette situation comporte un risque de confusion ou, pis, celui de faire apparaître deux orientations contraires dont l'une, la plus critique, mais aussi la plus authentique, serait masquée, imparfaitement, par l'autre, plus unitaire, et celle pour des raisons purement tactiques.

Ce risque de dédoublement en entraîne un autre, qui pèse principalement sur les communistes les plus engagés dans l'union, c'est-à-dire les ministres. Ainsi peut s'expliquer le fait que le premier d'entre eux, M. Fiterman, avait demandé, en mars dernier, à ne pas être reconduit au gouvernement. Le premier ministre avait refusé. Le ministre des transports a renouvelé sa démarche, dans la perspective d'un changement de gouvernement qui aurait lieu avant les élections européennes du printemps 1984.

**M. JACQUES DELORS**  
invité du « Grand Jury  
R.T.L. - le Monde »

M. Jacques Delors, ministre de l'Économie, des finances et du budget, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury R.T.L. - le Monde », dimanche 30 octobre de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre, maître socialiste de Cléry (Haute-Seine), qui aura participé aux travaux du congrès socialiste à Bourg-en-Bresse, répondra en direct, de cette ville, aux questions d'André Passeron et Paul Fabra du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et Bruno Coris de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Balout.

### AU JOUR LE JOUR

#### Chantier

Les Cubains qui se trouvaient à la Grenade ont opposé une farouche résistance aux « marines », à la surprise du Pentagone. Présents d'abord comme des ouvriers construisant le nouvel aéroport, ces gars du bâtiment se sont transformés en soldats valeureux et efficaces.

Léchant truelles, pioches et pelles, ils ont saisi leurs armes automatiques avec un admirable sens de l'adaptation.

Ce qu'on ignore, c'est si, rentrés à Cuba, ils obtiendront la médaille militaire ou la médaille du travail.

BRUNO FRAPPAT.

GILLES DELEUZE

# L'IMAGE MOUVEMENT

“L'irruption du septième art  
dans notre siècle appelait  
une révolution philosophique.  
La voici.” Le Nouvel Observateur

LES EDITIONS DE MINUIT

### CUNNINGHAM ET CAGE AU FESTIVAL DE LILLE

#### La danse polyphonique

Merce Cunningham et sa Compagnie présentent au Festival de Lille, en création mondiale, *Roaratorio*. La musique avait été commandée à John Cage en 1979 par Klaus Schöningh pour le radio de Cologne (coproduction des radios de Stuttgart, d'Ultrasound et de l'Ircam à Paris). Le spectacle, donné au Colisée de Roubaix, est la manifestation de danse la plus importante qu'on ait vue depuis des mois. C'est l'apothéose d'une carrière chorégraphique, mais aussi la consécration de quarante ans d'amitié entre Cage et Cunningham.

Ils étaient ensemble pour cette première, Cage avec son éternelle tenue blue-jeans, psalmodiant le *Finnegans Wake* de Joyce, Cunningham évoluant précautionneusement avec son regard d'oiseau de nuit ébloui par les lumières. Deux complices, aujourd'hui comme en ces années 40 où Cage, spécialiste du happening, avait déjoué Cunningham de la Compagnie de Merce Graham pour l'entraîner dans des aventures d'évent-gérard. Merce Cunningham a reconstruit leurs premières tournées dans les collèges, la voiture sur le verges, les voyages de nuit, les spectateurs qui les insultaient, les traitements de fumées. Paradoxalement le musicien incite le danseur à se dégager de l'emprise

de la musique, à cheminer à son propre rythme sans se soucier de la partition.

*Roaratorio* est le somme de leurs expériences, somme et non aboutissement car Merce Cunningham n'a pas fini d'inventer, de surprendre. Avec le temps, sa danse s'est faite plus riche, techniquement plus forte et, récemment, plus tendre. A Roubaix en début de programme, il a choisi de donner une pièce presque austère, *Inter 2*, variation pour sept danseurs sur une gamme de soixante-quatre mouvements, ponctuée de gargouillis d'eau.

MARCELLE MICHEL.  
(Lire la suite page 21.)

LA VIEILLE

RIAZ

PIRE



## Une expérience en péril

par EMILE ARRIGHI  
DE CASANOVA (\*)Le statut  
de la Corse

La réforme engagée en Corse n'est-elle pas en train d'échouer ? C'est ce que se demande M. Emile Arrighi de Casanova en constatant la fragilité de la nouvelle assemblée, due en partie aux effets pervers de la proportionnelle intégrale. Adaptation des institutions et conversion des mentalités lui paraissent les seules voies de règlement du problème insulaire. A propos de l'affrontement presse-justice en Corse, Gérard Pancrazi y voit la limitation d'un pouvoir par un autre pouvoir.

La Corse, aux prises avec les excès de la violence, connaît aussi les difficultés croissantes de la régionalisation. Celle-ci, pour être moins spectaculaire, n'en est pas moins préoccupante. Si la régionalisation échoue après avoir été présentée comme de nature à résoudre le problème corse, dans le respect de l'unité nationale, c'est une carte maîtresse de l'avenir insulaire qui aura été inutilement gâchée.

Dans le dessein de régionaliser la France, la Corse tient une place à part. Elle est dotée d'un statut particulier qui a entraîné à son profit une large décentralisation, l'élection d'une assemblée au suffrage universel et la désignation d'un exécutif composé du président et du bureau de cette assemblée.

La réforme bien accueillie au moment où elle se réalisait, n'est-elle pas en train d'échouer ? La manière dont évolue l'assemblée en Corse, après plus d'un an d'existence, peut le faire redouter.

Cette assemblée s'est révélée fragile dès ses premiers pas. Le consensus qui a permis l'élection d'un président et d'un bureau de gauche a été bien modeste puisqu'il n'a réuni que 23 voix sur 81 votants. Aussitôt après, les problèmes d'indépendance ont occupé les énergies, sans, sinon plus, que les problèmes de fond. Ceux-ci commencent à être abordés, mais avec des mois de retard. C'est ainsi que l'avis sur le plan vient seulement d'être donné, alors que cette phase de la procédure de planification est close depuis le mois d'octobre 1982 dans les autres régions. Tandis que la crainte s'exprime sur l'adéquation des transferts de ressources, aux transferts de responsabilité, les agences et les offices compétents en matière d'hydraulique, d'agriculture, de transports, de tourisme, polairent davantage l'attention sur la désignation des membres et la répartition des postes que sur la prise en charge rapide des problèmes dont il convient de hâter la solution.

Pendant ce temps, l'absence de majorité fait le jeu des groupes charnières et en suscite même la création. A la faveur de votes récents, sept membres de l'assemblée, jusque-là non inscrits ou transfuges de leurs formations d'origine, se sont rapprochés. Mais par le désir compréhensible de jouer un rôle, mais aussi, en dépit de leurs origines diverses, par une même analyse critique à l'égard de l'exécutif régional, ils ont mêlé leurs votes à ceux de l'opposition, éliminant ainsi la gauche de la gestion des offices et, plus récemment, des présidences des commissions. Ils ont, par contre, fait élire quelques-uns des leurs, et scellé de facto l'existence d'une majorité composée dont on peut se demander si elle n'est que de circonstance ou si elle installe un renversement de situation.

Nous voilà donc en plein imbroglio, avec un exécutif minoritaire face à une majorité où voisinent des hommes qui, hier encore, ne rêvaient que d'en découdre et ne semblaient guère en mesure de s'entendre au point d'administrer ensemble.

Il n'est pas sans intérêt, tant pour la Corse que pour les autres régions, de s'interroger sur les raisons d'une telle situation.

La plus évidente tient à la composition de l'assemblée et à la loi électorale dont elle est issue. La représentation proportionnelle était, certes, nécessaire pour ouvrir l'accès des mandats électifs à des courants d'opinion minoritaires. Elle a, de ce point de vue, atteint son but puisqu'elle a permis l'élection d'Edmond Simeoni, et de six de ses collègues, ainsi que de Dominique Al-

fonsi, deux personnalités qui eniment, de longue date, des formations autonomistes.

La démocratie gagne à s'enrichir des diversités, même les plus hétérodoxes. L'expérience prouve, d'ailleurs, que le maximalisme de l'expression n'est souvent qu'une réaction de dépit face aux difficultés d'accès à la représentativité légale. Une fois celle-ci acquise, la prise directe sur les réalités algues le sens des responsabilités. Mais l'expérience prouve aussi que la proportionnelle intégrale comporte plus d'inconvénients que d'avantages. Elle a situé le quotient électoral à environ 2 000 voix pour obtenir un siège. 2 000 voix sur 140 000 votants, est-ce significatif d'une représentativité ? Elle a abouti, en fait, au cumul de deux types de scrutins : un scrutin de liste et un scrutin uninominal. Ce dernier s'est greffé sur le premier, au bénéfice de quelques personnalités bien implantées dans leur canton ou dans leur commune et disposant de concours de colistiers sans illusions sur leurs chances propres, mais prêtant leur nom par amitié. Ces candidats, dont l'étriquette de circonstance valait moins que leur notoriété locale, ont presque tous franchi la barre du quotient permettant l'élection. Au lieu de favoriser les rapprochements, le scrutin a donc favorisé la dispersion. Tous les partis se sont d'ailleurs divisés contre eux-mêmes. Radicaux, socialistes, communistes, ont enregistré des dissidences qui, pour les deux premiers, ont été couronnées de succès.

Impuissance  
et hypertrophie

L'opposition n'a pas été non plus épergée. Elle n'a pu éviter la constitution d'une autre liste, qui, bien que non soutenue par l'U.D.F., a récupéré une partie de l'électorat de cette formation. Cette situation a sans nul doute minoré le score de l'opposition. De plus, la constitution d'une circonscription régionale unique, plutôt que l'élection dans le cadre départemental, a livré, au hasard des places sur les listes, la répartition des sièges entre le nord et le sud de l'île. Elle n'a pas non plus favorisé la bonne connaissance des candidats par les électeurs.

Ainsi l'application de la proportionnelle sans correctifs a-t-elle déclenché en chaîne des conséquences inhérentes à la logique du système. Elle a atomisé la représentation, favorisé le jeu des coalitions post-électorales, soustrait ces dernières au jugement préalable des électeurs, rendu précieuse toute majorité et condamné l'exécutif à n'être que velléitaire, faute de pouvoir s'affirmer avec autorité. Tous ces traits réunis donnent aux générations de l'âge mûr l'impression du déjà vu. C'est, à l'échelle de la région, le retour aux heures et malheurs de la IV<sup>e</sup> République.

Parallèlement à ce spectacle d'impuissance s'étale curieusement celui d'une hypertrophie du pouvoir. L'ancien établissement public régional était marqué par une sorte de bicaméralisme. Le comité économique et social débattait préalablement de tous les sujets dont le conseil régional devait se saisir. Celui-ci gardait, en toute hypothèse, le dernier mot, mais se prononçait après avoir été éclairé par la réflexion des responsables socio-professionnels. Or le nouveau système a substitué au bicamérisme un triamérisme. A côté d'une assemblée consultative à compétence économique et sociale, figure une autre assemblée à compé-

tence culturelle. Cette césure a été une erreur. En coupant le culturel de l'économique et du social, elle fait courir au premier le risque de sombrer dans le folklore ou l'irréalisme. Elle affaiblit d'ailleurs le poids de l'un et de l'autre face au pouvoir politique, qui, l'expérience des mois écoulés le prouve, considère leur consultation comme une obligation de pure forme. La marginalisation des socio-professionnels est préoccupante. Elle conduit à terme à s'interroger sur ce qui, mise à part l'étendue de la circonscription, distingue la région du département et, par voie de conséquence, sur l'utilité de superposer l'une à l'autre.

La difficulté qu'éprouve l'assemblée de Corse à se comporter autrement que ne le faisaient les conseils généraux de naguère n'est sans doute pas sans lien avec l'outil des spécificités régionales.

Il n'est pas commode, il est vrai, de changer de mentalité en changeant de statut. Emmettre des vœux, prendre pour cible le pouvoir central ou son représentant local, puis s'en remettre à ce dernier du soin de gérer et de se débarrasser des difficultés, définit une situation plus confortable que le cumul des fonctions de critique, de proposition et de gestion. Or tout se passe comme si beaucoup d'élus corses n'avaient pas encore opéré cette conversion mentale et comme si ceux qui l'ont opérée faisaient figure d'isolés. D'où la tendance à réclamer plus de pouvoirs et de moyens avant de saisir et d'utiliser pleinement ceux qui sont déjà défringués. Cette attitude de revendication est révélatrice de la rémanence, sous un langage décentralisateur, d'une mentalité jacobine inspirée de cette idée que le dialogue avec le pouvoir central ne peut se nouer qu'en termes de revendication. Cette mentalité conduit à attendre beaucoup et sans doute trop de l'Etat, tout en lui imputant le dessein de retarder plus qu'il ne donne.

Or s'il est un reproche non fondé dans le cas de la Corse, c'est bien celui-ci. L'Etat serait plutôt justiciable du reproche inverse. Il s'est désengagé bien vite, dès l'installation de l'assemblée de Corse, laissant cette dernière aux prises avec les problèmes d'indépendance, qui ont absorbé le plus clair de ses énergies, dans le même temps où s'imposait à elle l'apprentissage d'un rôle inédit auquel le plupart de ses membres n'étaient guère préparés.

Que faire dans un échec aussi embrouillé ? Le premier impératif est (\*) Ancien président du comité économique et social de la Corse.

celui de la clarification : ou la majorité relative de gauche parvient à rassembler les réels et à s'imposer comme le regroupement le plus nombreux et le plus homogène et elle peut survivre à la récente démission du M.R.G. d'un de ses membres les plus actifs, M. Toussaint Luciani, pour marquer son désaccord avec la dissolution de la C.C.N., n'est pas, pour le moment, de nature à la conforter ; ou les prochains débats confirment qu'elle est désormais bel et bien minoritaire. Il appartiendra alors à la majorité arithmétique récemment apparue de montrer qu'elle est aussi capable de s'accorder sur des idées et sur un programme. Cela suppose une évolution, en faveur de la régionalisation, des élus qui ont marqué jusqu'ici le plus de réserves à son égard.

Peu d'empressement  
à passer aux actes

Si cette hypothèse se vérifiait, elle marquerait un retour à la tradition des idéologies, la régionalisation ayant été, dans le passé, une idée de droite et la jacobinisme un réflexe de gauche. Rien ne permet, cependant, de penser qu'il en ira ainsi. Le gouvernement aurait alors le choix entre deux solutions : ou bien dissoudre l'assemblée et rappeler les électeurs aux urnes ; ou bien hâter le processus de régionalisation sur l'ensemble du territoire et faire renouer l'assemblée de Corse au même temps que seraient élus au suffrage universel l'ensemble des conseils régionaux. Cette solution, qui est dans la logique de la position prise par le Conseil constitutionnel sur la constitutionnalité de la loi portant statut particulier de la Corse, ne serait pas capable d'introduire une novation et de mettre les autres régions à l'abri des mésaventures de la Corse qui, tirant les leçons de celle-ci, une nouvelle loi électorale exigeant un pourcentage minimum de suffrages pour être élu. Ainsi amendée, la loi contraindrait les candidats individuels, politiquement proches, à se regrouper et prouverait les formations représentatives de courants d'opinion contre les manœuvres d'éclatement. Favorisant la clarté, elle favoriserait, par là même, l'émergence d'un exécutif capable d'administrer.

Le gouvernement se décidera-t-il à mettre en œuvre la pièce manquante de sa réforme en dépit des risques électoraux qu'une nouvelle consultation lui ferait courir ? Il a, jusqu'ici, marqué peu d'empressement à passer des promesses aux actes.

Si, faute de retarder cette solution, il se rabatissait sur la première, ce se-

rait l'avoir que la réforme, présentée comme devant pour la Corse une brève trêve, n'est jusqu'ici soldée par un échec. Mais mieux vaut redistribuer les cartes en espérant que, même sans changement de loi électorale, les meilleurs d'une première expérience modifieront le choix des électeurs que de laisser la situation se détériorer et la régionalisation s'enliser dans les méandres d'une situation qui se complique un peu plus chaque jour. Faute de quoi, la Corse, imprudemment présentée comme un banc d'essai de la régionalisation, pourrait en être la pierre d'achoppement.

Quelle que soit la solution qui finalement prévaut pour surmonter le blocage institutionnel actuel, rien ne sera fondamentalement changé dans le problème corse si l'assemblée et son exécutif ne parviennent pas à mobiliser l'opinion, si la passion du verbe n'est pas tempérée par celle de l'action, si les couches qui n'ont joué jusqu'ici qu'un rôle contestataire et socio-professionnel notamment, ne sont pas appelées à partager l'exercice des responsabilités, si la mise en jeu de la solidarité nationale, dont l'utilité demeure, n'apparaît pas comme le moyen de hâter le passage de l'assistance à l'autosuffisance, si la Corse, enfin, n'apparaît pas comme une carte maîtresse et originale du jeu français.

La Méditerranée, qui a historiquement servi de cadre à la réalisation de grands desseins, reste l'un des points-clés où se joue l'avenir du monde. Au cœur du « mare nostrum », la Corse doit pouvoir invoquer son insularité non comme un handicap mais comme un atout. L'influence combinée des responsabilités méditerranéennes et africaines de la France et l'importance que la Communauté économique européenne attache à l'essor des îles qui sont ses postes avancés face aux pays avec lesquels elle ambitionne de jouer les complémentarités sont de nature à l'y inciter. A cette condition, la Corse peut, au triple point de vue économique, culturel et politique, sortir de l'attitude résignée de défense d'un patrimoine qui s'effiloche pour s'affirmer capable de concilier la quête du modernisme et le culte de tout ce qui, dans son passé, fonde son identité.

Pour mobiliser les énergies des autres, il faut d'abord mobiliser les siennes. Or les mots ne sont mobilisateurs que si le fait, la conviction, la vertu entraînent soit à l'œuvre, soit à l'opposition, soit à la poursuite, soit à la défense. Le problème insulaire s'achèvera vers sa solution le jour où l'adaptation des institutions et la conversion des mentalités trouveront leur point de convergence.

## CORRESPONDANCE

Pour un comité  
de salut public

(...) Si l'on veut que le statut particulier de la Corse soit une réussite, il est nécessaire d'en redéfinir les institutions. (...)

On le sait, l'inefficacité de l'assemblée de Corse est due à l'imbriication en son sein des pouvoirs législatif et exécutif : il est indispensable de séparer ces deux pouvoirs et qu'ils ne soient pas responsables l'un devant l'autre.

Le pouvoir législatif, détenu par l'assemblée, doit refléter l'ensemble des courants de pensée du corps électoral (...). Il est donc important que l'assemblée régionale soit élue sur un mode proportionnel. Même si une telle assemblée ne comporte pas de majorité stable, même si les majorités sont variables selon les sujets abordés, l'efficacité politique ne sera pas compromise dans la mesure où l'exécutif ne dépendra pas des partis.

Car l'exécutif, s'il veut pouvoir mener à bien sa mission, ne doit viser que la compétence et se situer en dehors des partis. En effet, il ne faut pas oublier que la situation actuelle nécessite des mesures urgentes, pour régler les problèmes culturels et économiques. Il ne faut pas oublier que le but du statut particulier est de rendre aux Corses la possession de leur patrimoine et qu'ils puissent en diriger eux-mêmes l'exploitation.

Pour la désignation de cet exécutif, il faut distinguer une situation d'urgence d'une situation stable. Car si un exécutif doit normalement être responsable devant le peuple, c'est-à-dire élu au suffrage universel, la situation actuelle de la Corse doit être réglée par une sorte de comité de salut public, dont l'assemblée contrôlera l'orientation et l'action politique, mais qui ne sera responsable que devant l'Etat. C'est une fois atteinte une situation politique stable que ce comité pourra laisser place à un exécutif élu.

EDMOND PERFEITINI, membre de l'F.L.N.C. (maison d'arrêt de la Santé).

## LU

« LES RELAIS DE MER », de Louis Chevalier

## Souvenirs vendéens

PROFESSEUR honoraire au Collège de France, Louis Chevalier a consacré sa vie à d'innombrables travaux démographiques ou sociologiques. Importants, son œuvre compte au moins un classique, ces *Classes laborieuses, classes dangereuses* sur lesquelles ont planché des générations d'étudiants. Mais, l'âge de la retraite venu, ce grand universitaire a changé son fusil d'épaule : persuadé qu'il est difficile, voire impossible, de ressusciter un temps qu'on n'a pas vécu, il s'adonne désormais à un fécond travail de mémorisation. Et, après avoir évoqué de manière savoureuse le *Montmartre du plaisir et du crime* et les *Histoires de la nuit parisienne*, voici qu'il nous raconte la vie quotidienne du village où il est né, L'Aiguillon-sur-Mer, en Vendée.

De l'Histoire ? Non, non « suite d'histoires », répond l'auteur, qui a puisé dans sa mémoire une foule d'anecdotes, au fil desquelles revit un petit univers englobé tout le charme et celui des paradis perdus de la première jeunesse. Pour Louis Chevalier, en effet, ce morceau de terre vendéenne n'a été battu par le vent, tantôt brûlé par le soleil et tantôt trempé par le froid, de vacances, de découverte de la vie et, surtout, de plaisir. Témoignent les pages où il fait resurgir devant nous les chaudes journées d'été, la plage alors presque déserte, les jeux enfantins et aussi d'autres jeux moins innocents, qui avaient pour cadre la pointe d'Arcy, vaste étendue de dunes où, à la belle saison, matelots et gamins du pays venaient abriter leurs amours.

Bâti sur une trame autobiographique assez lâche, ce livre n'est cependant pas seulement un recueil de souvenirs d'enfance : en contrepoint, il consti-

tue également le plus intelligent des essais de pénétration d'une contrée mystérieuse et, à l'époque, encore assez farouche. Fils d'un négociant devenu, pour son malheur, armateur au petit pied, Louis Chevalier a vécu en contact étroit avec les habitants de L'Aiguillon, connu les mille et une intrigues du village, emmagasiné à jamais les histoires qui étaient colportées de bouche à oreille.

Aujourd'hui, il nous restitue tout cela en une chronique où défilent des figures hautes en couleur : les « marins des trois-mâts » voguant entre les îles, les boucheleurs qui, nantis seulement d'une barque, se contentaient de pêcher à proximité des côtes pour survivre, sans oublier les cultivateurs, les « pèlits », les « gros », bref tout un peuple observé avec la minutie d'un anthropologue sachant voir et faire voir, partager les peines et les douleurs, et parfois marcher sur les traces d'une des célébrités du pays pour nous conter un crime étrange, une de ces histoires sans nom qui auraient fasciné le chœur d'une autre région de sable et de vase : Jules Barbey d'Aurevilly.

Des environs de 1914 à la Libération, Louis Chevalier saute ainsi de l'oubli non seulement un village mais une petite civilisation, ni meilleure ni pire que d'autres, mais qu'il aime parce qu'elle est sienn. En filigrane, il s'oublie pas non plus l'histoire avec un grand H : par exemple lorsqu'il nous montre, pendant les deux conflits mondiaux, le patriotisme foncier de ce terroir qui n'est pas pour rien celui de Georges Clemenceau.

ERIC ROUSSEL.

\* Les Relais de mer, Fayard, 456 p., 95 F.

BOUCHARD  
PÈRE & FILS

Depuis 1731

250 ans de  
grands vins

"Domaines du Château de Beaune"  
"92 hectares dont 71 hectares  
de premiers crus et grands crus"

Côte de Beaune Villages

Clos Rayer

Savigny-lès-Beaune

Les Lavières

Beaune Clos de la Mousse

Clos Piquet

Beaune Teurons

Beaune Mareuilles

Beaune Grèves

"Vigne de l'Enfant Jésus"

Clos Piquet

Volnay Chaulin

Volnay Taillepieds

Volnay Frémets

"Clos de la Bougette"

Clos Piquet

Volnay Chaillets

"Ancienne Cuvée Carut"

Pommard 1<sup>er</sup> cru

Le Cortin

Chamballe-Musigny

Chambertin

Beaune Clos Saint-Landry

Meursault-Genevrières

Corton-Charlemagne

Chevalier Montrachet

Montrachet

Documentation : 101 rue de la République  
Boulevard Père & Fils, Négociants au Chateau  
21200 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Tél. 309.007

Distributeur exclusif  
en France : Les Relais de Mer  
101 rue de la République  
21200 Beaune



LES SUITES DU DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH

Les Américains assurent ne pas vouloir exercer de représailles contre des milices chiites

Les soldats français ont mis fin, jeudi soir 27 octobre, aux travaux de déblaiement qu'ils poursuivaient depuis dimanche sur les lieux de l'attentat contre le cantonnement Drakkar à Beyrouth, sans avoir dégagé les deux derniers parachutistes portés manquants. Le lieutenant-colonel Philippe de Longueux, porte-parole du contingent français de la force multinationale, a précisé que les secouristes avaient atteint les fondations de l'immeuble sans retrouver leurs corps. Le bilan définitif de l'attentat s'établit donc à cinquante-six morts, quinze blessés et deux disparus. Le Pentagone, pour sa part, a annoncé jeudi soir que le nombre de militaires qui ont trouvé la mort dans l'effondrement de leur P.C. s'élevait à deux cent vingt-cinq.

Le colonel des « marines », Timothy Geraghty, porte-parole du contingent américain, a tenu, jeudi soir, une conférence de presse pour annoncer que ses unités n'avaient pas prévu de prendre des « positions offensives » après l'attentat de dimanche contre le quartier général américain. Ces déclarations interviennent au lendemain d'informations faisant état de tensions dans les quartiers chiites, au sud de la capitale, contrôlés par le mouvement politico-militaire chiite Amal, où l'on craint des représailles des « marines ». Des sources officielles américaines avaient en effet rendu responsable de ces attentats le mouvement dissident « Amal islamique » dirigé par Hussein Moussoui, basé à Baalbek. Le major Robert Jordan, officier des « marines », a pour sa part affirmé « comprendre l'inquiétude » qui règne parmi les chiites de ces quartiers, mais a ajouté que ses hommes « ne considéraient pas les Libanais comme des ennemis » et « ne les blâment pas pour ce qui est arrivé ».

La veille, M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, avait rappelé qu'il n'existait aucune relation entre son organisation et celle dirigée à Baalbek par Hussein Moussoui, exilé il y a deux ans d'Amal. Selon M. Berri, les Américains doivent rétracter les accusations lancées contre son organisation « s'ils veulent éviter une confrontation militaire ». « Car, s'ils ne retirent pas ces accusations, je n'aurai d'autre choix que de demander le retrait des « marines » au moins de la région proche de la banlieue sud de Beyrouth. Nous ne sommes pas hostiles à la présence de la force multinationale, mais nous ne pouvons tolérer une attitude d'hostilité de la part des Américains ».

« A Damas, M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste libanais, a affirmé qu'il avait accepté, à l'appel de la Fédération internationale des droits de l'homme, l'évacuation, à partir de samedi prochain, d'un millier de réfugiés chrétiens encerclés à Deir-el-Kamar. Cette opération devra se faire par l'entremise du Comité international de la Croix-Rouge avec le concours de la F.I.D.H. ».

Un appel des Quatre à la réconciliation

« A La Celle-Saint-Cloud, les ministres des affaires étrangères des quatre pays participant à la force multinationale au Liban ont réitéré clairement, jeudi 27 octobre, leur soutien au processus de réconciliation nationale au Liban et à la reconstruction de ce pays. A l'issue de plus de trois heures d'entretiens au château de La Celle-Saint-Cloud, MM. Claude Cheysson, George Shultz, Giulio Andreotti et Sir Geoffrey Howe ont réaffirmé le soutien de la France, des Etats-Unis, de ».

« Deux cents militants d'extrême droite du parti des Forces nouvelles ont manifesté, jeudi 27 octobre, à Paris, des Champs-Élysées à la place du Trocadéro, pour protester contre les attentats de Beyrouth aux cris de « Tuons, tuons tous les terroristes ». Une effigie de l'ayatollah Khomeiny a été brûlée lors de cette manifestation qui s'est terminée par des incidents mineurs entre les forces de l'ordre et une vingtaine d'irréductibles. ».

UNE VISITE AU P.C. DES MILICES CHIITES

« Nous sommes prêts à mourir pour l'islam »

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — « Nous n'avons peur de rien ni de personne... Nous sommes des soldats d'Allah et nous sommes prêts à mourir pour la cause de l'islam. Et puis, tu sais, nous avons combattu les Israéliens, qui sont autrement redoutables que les « marines » américains... Nous n'avons pas peur ! » C'est l'un des plus jeunes responsables de la milice armée d'Amal, le mouvement politico-militaire chiite libanais de M. Nabih Berri, qui parle. Appelons-le « Hussein », puisque, après s'être bien assuré que nous ne le photographions pas, il s'est refusé à nous dire son nom.

Pour gagner le P.C. d'Amal, installé au cœur du quartier de Hay-At-Seloum, au centre de Beyrouth, habité à 80 % par des Libanais chiites, il nous a fallu d'abord patienter un moment au poste des miliciens — chicane de parpaings et de pierres, sacs de sable empilés à la va vite — qui contrôle l'unique accès routier au secteur.

Nous interrogeons Hussein sur les tirs de mortiers et d'armes automatiques provenant de l'université, dont le quartier a été l'objet dans l'après-midi du 25 octobre, et sur la vive tension que ces incidents ont suscité. « Ce sont peut-être des « marines », répond-il, qui ont tiré, mais cette façon de faire peut être aussi bien mise au compte de l'armée libanaise. Quel qu'il en soit, nous n'avons pas riposté. Nous savons trop bien qu'il s'agit de provocations destinées, si elles aboutissent, à faire avorter la réunion de Genève. »

Il nous explique ensuite que la population du secteur s'élève, avant le

départ des Palestiniens, à plus de 150 000 personnes, y compris les deux minorités sunnites et chrétiennes, mais, aujourd'hui, elle ne dépasse plus guère que 15 000 à 20 000 âmes. « Si l'on nous attaque, répond-il, nous nous défendons et nous gagnons, car les soldats de Dieu sont invincibles. »

Pour Hussein et ses compagnons « tous les Libanais, musulmans, chrétiens ou autres, n'aspirent qu'à vivre en paix dans leur pays. Ce qui ne pourra être que lorsque le Liban aura été nettement définitivement débarrassé de tous les dangers qui s'y trouvent ».

Si les Syriens portent à leurs yeux une part de responsabilité dans la situation actuelle, les miliciens d'Amal estiment toutefois qu'ils ont au moins le mérite de se conduire humainement avec les habitants du pays, ce qui n'est pas le cas des Juifs. Pour l'heure, ce qu'ils disent redouter le plus, c'est que le nombre, soigneusement nourri par leurs ennemis et voulant que le quartier s'abrite en grand nombre des Palestiniens ait pour conséquence de justifier d'éventuels représailles-bombardements ou pillonnages d'artillerie, « que l'armée libanaise serait trop heureuse de déclencher contre nous pour nous éliminer ».

Dans le quartier, la vie continue vaillamment. L'électricité n'est plus qu'un bien lointain souvenir, et l'eau, bien que toujours saumâtre, est vendue désormais au prix de 3 livres (environ 4,50 F) le gallon. « Chaque jour, précise Hussein, les habitants d'Hay-At-Seloum dépensent au total plus de 15 000 livres, rien que dans l'achat d'eau ».

La chauffeur du taxi, silencieux jusqu'à se mettre à parler au retour, « ils ont raison, laissez-les tomber une fois franchi le dernier poste de miliciens. De notre pays, qui est un pays arabe — même si l'on n'est pas habitué exclusivement par des musulmans, — l'Amérique et Israël sont en train de faire un pays juif ! »

« Amine Gemayel ne peut-il faire quelque chose pour la paix ? » La réponse est claire : « Amine Gemayel, ce n'est rien, ce n'est que le fils de son père et rien d'autre. Lui, il obéit aux ordres de Baqoun. Et, pour le moment, Baqoun lui a conseillé de laisser les Libanais s'entre-tuer. »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

« Vous n'êtes pas morts en vain »

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Il fait nuit noire, ce jeudi 27 octobre, à 19 h 30, lorsque deux clairons sonnent aux champs, marquant ainsi le début de la sobre cérémonie de la levée des corps des cinquante-six chasseurs parachutistes — cinquante-trois appartenant au 1<sup>er</sup> R.C.P. et trois au 9<sup>e</sup> R.C.P. — délogés heure après heure, depuis le matin du dimanche 23 octobre, des décombres de l'immeuble rasé par l'attentat.

Arrivé de Paris dans l'après-midi même, le général de division Imbot, chef d'état-major de l'armée de terre, assiste à la cérémonie funèbre aux côtés de l'ambassadeur de France, M. Fernand Wibaux, et du général Brotte, commandant le 11<sup>e</sup> division de parachutistes. Le colonel Cardinal, commandant le premier R.C.P. basé à Idron près de Pau, est aussi présent, ainsi que le général Ibrahim Tannous, commandant en chef de l'armée libanaise.

Recueillis par des cercueils, les cinquante-six corps ont été placés sous les arbres du parc, face au perron de la Résidence des pions. En treillis vert,

les parachutistes forment la haie sur les quatre côtés.

Après que le Père Lallemand, aumônier des troupes parachutistes, a salué la mémoire de ces soldats et refusé aux auteurs des attentats « le droit de porter le nom d'homme », le général François Cann, commandant le contingent français, lit un message d'adieu. « Vous n'êtes pas morts en vain, déclare-t-il notamment, votre sacrifice contribue à la consolidation de la paix au Liban et il rappelle au monde entier que consolider la paix est une entreprise toujours difficile et souvent douloureuse. Nous sommes fiers de vous, qui avez mis vos armes non pas au service de la violence, mais à celui, ardu, de la modération. »

C'est à cinquante-huit morts et quinze blessés que s'élève le bilan définitif de l'attentat du 23 octobre, puisque, en dépit des recherches intensives des sauveteurs, deux corps n'avaient pu, jeudi soir, être encore retrouvés.

J.-M. D.-S.

LES RISQUES DE « PARTAGE » DU LIBAN

Jérusalem n'a pas apprécié les propos de M. Mauroy

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël n'a pas apprécié les propos relatifs à la crise libanaise tenus mercredi par M. Mauroy. « Tout se passe, avait notamment déclaré le premier ministre, comme si les deux principaux pays engagés au Liban s'accordaient d'un processus de partage de fait. » Damas et Jérusalem semblaient donc mis sur le même plan. Le directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, M. David Kimche, a convoqué jeudi 27 octobre, à Jérusalem, l'ambassadeur de France en Israël, M. Jacques Dupont, pour lui faire part de « mécontentement » et de la « surprise » de son gouvernement après les critiques exprimées par M. Mauroy à l'égard de l'accord israélo-libanais conclu en mai dernier. Israël s'élève, a observé M. Kimche, que la France attaque un accord

conclu entre deux nations souveraines avec l'aide d'une troisième (les États-Unis) au terme d'une libre négociation, au lieu de critiquer la Syrie qui tente de saboter cet accord.

M. Kimche, qui négocia et signa l'accord au nom d'Israël, a également évoqué les propos de M. Mauroy selon lesquels le redéploiement de l'armée israélienne au sud de la rivière Awali aurait provoqué des effusions de sang et favoriserait la partition du Liban. Le directeur général a rappelé qu'Israël avait, pendant plusieurs mois, vainement tenté de coordonner son retrait avec l'armée libanaise et d'établir un dialogue entre les chrétiens et les druzes. Israël, a-t-il souligné, ne souhaite pas la partition du Liban et se retirera lorsque toutes les autres forces étrangères feront de même. — J.-P. L.

LA GUERRE IRANO-IRAKIENNE

Téhéran rejette le projet de résolution occidentale préconisant la neutralisation du Golfe

Téhéran (A.F.P.) — L'Iran a rejeté, jeudi 27 octobre, le projet de résolution occidentale au Conseil de sécurité sur le conflit Iran-Irak, le qualifiant de « manœuvre pour sauver le régime de Saddam Hussein ».

Le projet occidental demande à Téhéran et à Bagdad de décréter un cessez-le-feu dans le Golfe et de s'engager solennellement à respecter la liberté de navigation. Un communiqué du ministère des affaires étrangères de Téhéran affirmait qu'« il est impossible pour l'Iran d'accepter toute résolution du Conseil de sécurité si ce dernier ne corrige pas ses positions injustes du passé et ne condamne pas l'Irak pour agression et violation des conventions de Genève ». Il ajoute que « le Conseil de sécurité vise à préparer les moyens d'une intervention des forces des superpuissances dans le golfe Persique » et que « la République islamique d'Iran a décidé de continuer à se défendre honorablement jusqu'à la disparition complète de l'agression ».

« (...) L'Iran ne recule pas d'un pouce au sujet de ses justes droits. [Il] considère qu'il est de son devoir de préserver la sécurité du golfe Persique, et qu'aucune force n'a le droit d'intervenir dans les affaires de cette région. Nous avertissons les superpuissances : elles doivent s'abstenir de créer un trouble quelconque dans la région ».

L'Iran affirme avoir occupé le saillant de Chiler

Le saillant de Chiler (en Irak), entre les villes iraniennes de Raneh et Marivan, qui permetait à une contre-révolutionnaire kurde et aux Irakiens de tenir des villes iraniennes sous leur feu, a été entièrement conquis par l'Iran, a annoncé mercredi le président du Parlement iranien, l'hojatoleslam Hachemi Rafсандjani.

noncé mercredi le président du Parlement iranien, l'hojatoleslam Hachemi Rafсандjani.

D'une longueur totale d'une soixantaine de kilomètres, ce saillant « pénétrait en Iran jusqu'au cœur du Kurdistan sur une longueur de plus de 30 kilomètres », a-t-il précisé à l'issue d'une réunion du Conseil supérieur de défense.

« Je ne sais pas ce que les Anglais avaient en tête lorsqu'ils ont procédé à la délimitation des frontières de cette région. La dernière offensive nous a permis de régler ce problème, puisque cette zone a été conquise par nos combattants et est devenue sûre pour nous », a ajouté M. Rafсандjani.

La ville irakienne de Penjwin, au sud du saillant de Chiler, est, selon Téhéran, encerclée sur trois côtés par les forces iraniennes mais n'est pas pillonnée par l'artillerie, « pour éviter des dommages aux civils ».

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie

MANIFESTATION D'ÉTUDIANTS. — La faculté de philosophie de l'université de Budapest a été fermée provisoirement par la police dans la journée du mardi 25 octobre, à la suite d'une manifestation d'étudiants, selon des informations données à Vienne par Bibo-press, une agence de l'émigration hongroise. Le mouvement de protestation aurait été provoqué par la mise à l'écart le mois dernier du rédacteur en chef du mensuel ameo-politique Margo Vilag, M. Ferenc Kulcs, à qui l'on reprochait de ne pas tenir assez compte des « concepts de classe ». Des affiches et des pétitions protestant contre la reprise en main de cette revue, appréciée pour la manière dont elle aborde des sujets « sensibles », sont apparues dans dix-huit centres d'enseignement supérieur de Budapest, ajoute Bibo-press.

Indonésie

ARRIVÉE DE RÉFUGIÉS VIETNAMIENS. — Un cabotier vietnamien, avec six cent cinq réfugiés à son bord, est arrivé le 17 octobre en Indonésie, a annoncé, mercredi 26 octobre, le représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). C'est le plus gros bateau de réfugiés à avoir quitté le Vietnam depuis plusieurs années. La grande majorité d'entre eux était composée de gens aisés, dont 40 % de personnes d'origine chinoise.

Congo

INCIDENT DIPLOMATIQUE AVEC LE ZAIRE. — Le Zaïre a adressé, mercredi 26 octobre, une note de protestation au Congo à la suite de la mort d'un ressortissant zairois, abattu la veille, en plein jour, dans un quartier de

Brazzaville, par des agents de la sécurité congolaise. Cette protestation zairoise a entraîné une mise au point des autorités congolaises, qui ont estimé qu'elle était « de nature à ternir les relations de bon voisinage » entre les deux pays. Dans sa note, le Zaïre exige du Congo « de faire toute la lumière sur cette affaire et de punir les coupables ». Le Congo affirme de son côté que ses deux agents ont été abattus, « après plusieurs sommations », un « bandit qui les menaçait et dont ils ignoraient l'identité ». — (A.F.P.)

Singapour

REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — M. Tony Tan, secrétaire d'État aux finances, a été nommé ministre des finances en remplacement de M. Ho Sui Sen, décédé la semaine dernière. Il a été lui-même remplacé par M. Lee Yock Swan.

Massada : Enquête sur un suicide collectif

La saga des années 60

Bonaparte en Egypte

Le drapeau rouge des rois de France

Le secret des Tourlaville

Les troubles de 1917

L'histoire

CHACUN MOIS UN RÉPÈRE VOUS AVEC LES GRANDS HISTORIENS D'AUJOURD'HUI

N° 01

Abonnement : un an 194 F au lieu de 241 F\*

Je souscris un abonnement d'un an (11 N° dont 2 N° spéciaux) au prix de 194 F

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Je règle par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal (3 volets) ☐ mandat à l'ordre de L'HISTOIRE - A retourner, accompagné de votre règlement, à L'HISTOIRE 57 rue de Seine 75006 Paris.

Etranger 215 FF - Belgique : Soumission 26 Av. Massenet 1180 Bruxelles.

\* Prix de vente au numéro. M 51

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaires spécimen sur demande



## DIPLOMATIE

## LA VISITE DE M. MITTERRAND A TUNIS

## Le secrétaire général de la Ligue arabe remercie la France pour le soutien accordé à l'Irak

Tunis. — Alors que retentissent les dernières notes de la Marseillaise dans les salons de l'ambassade de France, où il venait de s'adresser à deux mille membres de la communauté française, M. Mitterrand a tenu à évoquer dans la capitale tunisienne la mémoire de « nos soldats assassinés au service de la paix ». L'ombre du Liban et plus généralement la crise du Proche-Orient ont, en effet, plané, jeudi 27 octobre, sur la première journée de ces entretiens.

Lors du déjeuner qu'il a offert au palais de Carthage, M. Bourguiba a exprimé sa « préoccupation » de voir la dégradation de la situation mondiale, estimant notamment que « la France est, aujourd'hui encore, appelée à jouer un grand rôle pour infléchir le cours des événements et contribuer efficacement à la détente ». Le « combattant suprême » a insisté tout particulièrement sur ses inquiétudes à l'égard du problème palestinien. « Ce sont devenus anglois quand je pense au peuple palestinien, livré seul à un irrédentisme démentiel, ce peuple dont la cause glisse progressivement vers l'oubli et l'abandon », a déclaré M. Bourguiba.

« Oul, les Palestiniens ont le droit de vivre sur une terre qui sera leur patrie, avec les structures de leur choix », lui a répondu M. Mitterrand. Le président de la République a immédiatement évoqué la nécessité de reconnaître le même droit au peuple d'Israël, ajoutant que ceux qui ne comprennent pas que « le temps qui passe complique les choses risquent d'être éliminés de l'histoire ». Brossant un tableau de la diplomatie française, le président a insisté sur sa volonté de préserver partout dans le monde les

## De nos envoyés spéciaux

« équilibres nécessaires » au maintien de la paix.

Faisant allusion au Liban, au Tchad et — peut-être — à la Grenade, le chef de l'Etat a encore déclaré : « Le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un droit fondamental, comme le droit à l'indépendance nationale. Que partent toutes les armées étrangères qui se trouvent dans des pays où elles n'ont rien à faire ! Quand elles y sont appelées, comme c'est le cas de la France, par des gouvernements légitimes, qu'il soit bien entendu que ces armées — les nôtres — venues avec le souci d'accomplir un devoir, avec le désir de faire retrouver à ces pays la paix dont ils ont besoin, partiront au premier signe, au premier souffle de paix et d'espoir, qui peut être donné par les institutions internationales comme l'ONU, ou l'O.U.A., ou tout groupe d'Etats dont l'autorité morale et politique serait reconnue par les intéressés ».

M. Mitterrand a repris ces différents thèmes devant les délégués permanents auprès de la Ligue arabe, dont M. Baloui, représentant de l'O.L.P., avec lesquels il s'est entretenu une trentaine de minutes. Dans une brève allocution prononcée à cette occasion, le président a réitéré que la France n'était pas ennemie de l'Irak, et que, si les dirigeants actuels du pays lui reprochaient d'accueillir des opposants, ils ne devaient pas oublier qu'elle avait reçu, en son temps, le premier d'entre eux, l'imam Khomeiny.

A propos du Liban, M. Mitterrand a, entre autres, tenu à dire que, pour lui, il n'y avait ni chrétiens ni musulmans, mais uniquement des Libanais.

An cours de cette réception, M. Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a notamment remercié le chef de l'Etat pour l'aide apportée par la France à l'Irak : « La nation arabe n'oubliera pas l'aide que, sous votre impulsion, la France apporte à l'un de nos Etats, l'Irak, qui supporte, pour la quatrième année consécutive, le poids d'une guerre d'un autre âge ».

## Le contentieux immobilier

S'il a semblé privilégier les thèmes internationaux, M. Mitterrand n'en a pas moins répondu aux vœux des Tunisiens en affirmant que les relations franco-tunisiennes — une « véritable réussite » — doivent être désormais considérées « avec un esprit neuf ». Le président Bourguiba avait déclaré : « Pour se développer, cette coopération gagne à être débarrassée une fois pour toutes de tous les soucis mineurs, résiduels de l'époque du protectorat ». Parmi ces « soucis mineurs », pourtant essentiels aux yeux des Tunisiens, le contentieux immobilier a occupé une large part des conversations qu'a eues M. Delors avec plusieurs membres du gouvernement tunisien.

Si le « geste » attendu par les Tunisiens n'a pas été fait d'emblée, on insiste, côté français, sur la volonté commune d'aboutir à un règlement rapide. Une solution paraît possible. En s'adressant aux représentants de la communauté française, M. Mitterrand a déclaré que « tout un processus est désormais envisagé ». Celui-ci pourrait être précisé dès ce vendredi.

Autres sujets de préoccupation pour les Tunisiens examinés au cours des conversations : le déficit de la balance commerciale ; l'élargissement de la C.E.E., et les travailleurs immigrés. Si, sur les deux premiers points, la délégation française s'est bornée à manifester sa bonne volonté, en revanche, sur le troisième, M. Mitterrand a réaffirmé publiquement, non sans quelque solennité, le droit au bien-être et à la sécurité des deux cent vingt mille Tunisiens résidant en France. « Sans doute », a déclaré le chef de l'Etat, « est-il un certain nombre de données fondamentales qui font que, pour parvenir à l'harmonie, un peuple — le mien — doit savoir dominer l'appel des forces mauvaises. Il existe encore des comportements racistes — et ce n'est pas au moment où je puis peser plus que jamais sur le destin de mon pays que je pourrais le oublier ». M. Mitterrand a toutefois rappelé la nécessité de lutter contre « la puissante immigration clandestine qui vient emballer le travail de ceux qui ont fait appel à la loi pour bénéficier de l'hospitalité sur notre sol ».

Sans préjuger les résultats de cette visite, on peut d'ores et déjà constater le caractère chaleureux des retrouvailles entre les deux présidents, qui, tout, tour à tour, évoqué avec émotion le souvenir de Pierre Mendès France, dont l'épouse accompagne la délégation française. M. Mitterrand a rendu un vibrant hommage à M. Bourguiba, dont il a loué la clairvoyance, en s'écriant : « Comme le monde aurait gagné en de multiples circonstances si l'on avait quelquefois davantage écouté Habib Bourguiba ! ».

Ce vendredi, M. Mitterrand devait prendre la parole à la Chambre des députés et donner une conférence de presse avant de s'entretenir avec plusieurs personnalités tunisiennes, dont des membres de l'opposition. Dans la soirée, le chef de l'Etat devait visiter, à Monastir, la maison natale du « combattant suprême ».

FRANÇOISE CHIPAUX et MICHEL DEURÉ.

## ASIE

## Chine

## LES ENTRETIENS SINO-SOVIÉTIQUES Des progrès sur le seul plan commercial

De notre correspondant

Pékin. — La troisième série des entretiens sino-soviétiques, qui s'achève en cette fin de semaine à Pékin, paraît avoir buté sur les mêmes obstacles politiques que les deux premières. Ni sur le Cambodge ni sur l'Afghanistan, aucun assouplissement des positions respectives n'aurait été constaté. En revanche, confirmant une tendance déjà notée précédemment, une certaine disponibilité se serait manifestée de part et d'autre pour tenter d'approfondir le dialogue dans les domaines strictement bilatéraux, qu'il s'agisse des échanges commerciaux ou culturels, voire du problème frontalier.

Ce nouveau « round » de discussions s'est déroulé sensiblement au même rythme et selon le même rituel que les deux premiers, à quelques détails protocolaires près. Commencées le 6 octobre, les conversations ont duré jusqu'au 20, à cinq rencontres des deux délégations. Après quoi, accompagné de son collègue chinois, M. Qian Qichen, le chef de la délégation soviétique, M. Ilytchev, a fait un déplacement en province, à Chongqing, dans le Sichuan. De retour de ce voyage, quelque peu contrarié, semble-t-il, par les conditions atmosphériques, il a été reçu, jeudi 27 octobre, par M. Wu Xueqian, le ministre chinois des affaires étrangères. Le départ pour Moscou de M. Ilytchev est prévu pour le 29 octobre. Les deux parties se seraient mises d'accord pour se revoir au printemps.

Sur le plan protocolaire, il faut noter que la délégation soviétique (huit personnes au total) a été, cette fois, logée à la résidence réservée aux hôtes de marque et non plus à l'ambassade de l'U.R.S.S., comme précédemment.

Peu d'informations ont filtré pour le moment sur le contenu des conversations. Il apparaît, cependant, que les Russes auraient fait diverses propositions pour augmenter le volume du commerce bilatéral — on parle d'un doublement possible des échanges l'an prochain — et renforcer les contacts culturels (les échanges pourraient porter sur cent étudiants dans chaque sens au lieu de dix cette année).

## Impasse sur le Cambodge et l'Afghanistan

Diverses voies paraissent devoir être explorées en matière économique, comme l'atteste la visite de deux semaines que vient de faire en Mandchourie un groupe de responsables du ministère soviétique des charbonnages, conduit par un vice-ministre, ou encore le projet d'une participation de l'U.R.S.S. à la modernisation d'une usine textile à Harbin, dans le Heilongjiang. Tout en acceptant l'idée de confier à des experts le soin d'examiner les projets avancés du côté soviétique et en envisageant un accroissement des échanges commerciaux, les Chinois conservent toujours une certaine prudence et semblent hésiter à renouer une coopération économique plus élaborée, qui revêtirait nécessairement un caractère gouvernemental.

Les Russes, de leur côté, auraient opposé la même fin de non-recevoir que par le passé au sujet du Cambodge et de l'Afghanistan. Ils se seraient dits prêts, en revanche, à aborder plus à fond les questions de sécurité à la frontière. On ignore quelle part a occupé dans les discussions la question des SS-20 stationnés en Sibérie, que les Chinois se promettent de soulever à cette occasion.

Parallèlement à leurs contacts avec les Soviétiques, les Chinois procèdent à un élargissement de leurs relations avec différents pays communistes, comme le montre la visite, pendant le séjour à Pékin de M. Ilytchev, des ministres du commerce extérieur cubain et hongrois. L'un et l'autre ont été reçus par un vice-premier ministre et, à en juger par les propos qui ont été offici-

lement rapportés, ces entretiens semblent s'être déroulés dans une atmosphère très cordiale.

C'est ainsi que M. Wan Li a déclaré à son interlocuteur magyar, M. Peter Veress, que la Chine souhaitait procéder avec la Hongrie à des « échanges d'expériences » à propos de la réforme du système économique. Quant à M. Tian Jiyun, autre vice-premier ministre, il s'est félicité de « l'amitié traditionnelle entre les peuples chinois et cubains », assurant qu'il existait de « bonnes perspectives » pour un développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays.

## MANUEL LUCBERT.

Amnesty International réclame la fin des exécutions. — L'organisation humanitaire Amnesty International a engagé, jeudi 28 octobre, la Chine à mettre fin aux exécutions, qu'elle présente comme étant les plus importantes depuis le début des années 70. Dans une lettre au président Li Xianmin, Amnesty International indique avoir eu connaissance de plus de six cents cas d'exécutions dans quelque vingt villes et régions en Chine depuis le mois d'août. L'organisation ajoute que les condamnés sont mis à mort par groupes de quinze à quarante après avoir été prommenés dans les rues. Amnesty souligne que le recours croissant à la peine de mort va à l'encontre des résolutions de l'ONU en faveur d'une réduction du nombre des exécutions.

Aide à M. Arafat. — La Chine a décidé d'accorder une aide matérielle d'urgence à l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), a rapporté le mercredi 26 octobre l'agence Chine nouvelle. Cette dernière n'a pas précisé le montant de l'aide, se contentant d'indiquer que celle-ci avait été réclamée par le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat. La Chine aide déjà matériellement et militairement le mouvement de M. Arafat, tout en déplorant les divergences apparues en son sein ces derniers mois. — (A.F.P.)

## Japon

## LE PREMIER MINISTRE DEMANDE A M. TANAKA D'ABANDONNER SON SIÈGE DE DÉPUTÉ

Tokyo (A.F.P.). — Le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, a décidé de demander à l'ancien premier ministre Kakuei Tanaka d'abandonner son siège de député afin de débloquent les travaux parlementaires à la Diète (Parlement), a-t-on appris de source officielle, jeudi 28 octobre. Le porte-parole du gouvernement, M. Masaharu Gotoda, a indiqué que M. Tanaka avait accepté le principe d'une rencontre avec M. Nakasone.

Les travaux de la Diète sont interrompus depuis le 12 octobre. Ils sont, en effet, boycottés par les partis d'opposition, qui réclament le vote par l'Assemblée d'une motion demandant la démission de M. Tanaka. Le parti libéral démocrate, qui détient la majorité absolue dans les deux Chambres, refuse de faire mettre cette motion aux voix, craignant que certains de ses membres, hostiles à M. Tanaka, ne votent pour ou s'abstiennent.

M. Tanaka a été condamné, le 12 octobre, à quatre ans de prison et 500 millions de yens (2,1 millions de dollars) d'amende pour avoir touché des pots-de-vin de la compagnie Lockheed lorsqu'il était premier ministre, de 1972 à 1974. Il a fait appel, est resté en liberté sous caution et a déclaré qu'il garderait son siège de député jusqu'à ce que son innocence soit prouvée. Il siège à la Diète en qualité d'indépendant depuis sa démission du P.L.D., au moment de son inculpation en 1976, et a conservé la haute main sur ce parti, dont il contrôle la plus importante faction.

M. Nakasone lui doit, en grande partie, son accession à la tête du parti et au poste de premier ministre, en novembre dernier. La situation actuelle ne peut donc que l'embarrasser et constitue sa plus sérieuse épreuve politique depuis qu'il est au pouvoir.

## EUROPE

## Pologne

## M. Janos Kadar apporte sa caution à l'équipe du général Jaruzelski

Le premier secrétaire du parti socialiste hongrois, M. Janos Kadar, s'est félicité de la « renouveau socialiste » en Pologne, au cours d'une visite officielle d'amitié de quarante-huit heures à Varsovie, les 26 et 27 octobre. C'est la deuxième visite officielle d'un dirigeant d'un pays frère en Pologne depuis le coup de force du 13 décembre 1981, après celle du chef du

parti et de l'Etat allemands, M. Erich Honecker, en août dernier. La Hongrie, qui s'était pendant un temps distinguée des autres pays socialistes par la manière un peu plus nuancée dont elle appréciait les événements de Pologne, a apporté ainsi sa caution à l'équipe du général Jaruzelski : la presse polonaise a profité de cette occasion pour mettre en valeur les vertus de l'expérience hongroise et accréditer l'idée que l'équipe au pouvoir à Varsovie allait elle aussi s'engager dans la voie de réformes.

Les discours prononcés pendant la visite par le général Jaruzelski et M. Kadar se sont différenciés cependant par quelques nuances, le dirigeant hongrois adoptant un ton moins dur pour évoquer les rapports Est-Ouest. M. Kadar s'est aussi taillé un franc succès dans une usine de Varsovie où il a déclaré que « les syndicats devaient être indépendants, et non une filiale du parti ». — (A.F.P., U.P.I.)

Cinq réfugiés à Berlin-Ouest. — Cinq Polonais — quatre hommes et un enfant — ont atterri, mardi 25 octobre, sur l'aérodrome militaire américain de Berlin-Tempelhof à bord d'un petit avion de tourisme. L'appareil avait décollé d'un aéroport situé près de Wrocław, au sud-ouest du pays. C'est la septième fois depuis la proclamation de l'état de guerre en décembre 1981 que des Polonais fuient leur pays de cette manière. — (U.P.I.)

Plainte contre des brutalités policières. — L'épouse de M. Zbigniew Janas, l'un des dirigeants clandestins de Solidarité pour la région de Varsovie, a porté plainte récemment pour brutalités policières, a reconnu, mardi 25 octobre, le porte-parole du gouvernement. Selon des sources proches de Solidarité, Mme Bogumila Janas a été battue et molestée par des fonctionnaires de la police politique (S.B.), et menacée de représailles au cas où son mari ne se livrerait pas à la milice. — (A.F.P.)

## LES NÉGOCIATIONS SUR LES EUROMISSILES

## Moscou accuse Washington de « surdité politique »

M. Shultz, le secrétaire d'Etat américain, n'a pas voulu commenter, jeudi 27 octobre, à Paris, les déclarations faites par M. Andropov à la Pravda. « Les négociations continuent », a-t-il simplement dit, en réponse, au ministère soviétique, qui avait menacé d'interrompre les négociations de Genève en cas de déploiement des euromissiles de l'OTAN. Peu avant, le département d'Etat avait affirmé à Washington que les déclarations de M. Andropov étaient « totalement injustifiées » ; ce commentaire avait entraîné une riposte de l'agence soviétique Novosti, accusant les Etats-Unis de « surdité politique ».

## L'OTAN va retirer 1 400 armes nucléaires tactiques du théâtre européen

Correspondance

Montréal. — Le groupe des plans nucléaires de l'OTAN, réuni jeudi 27 octobre à Montebello, à 75 kilomètres d'Ottawa, a entamé sans difficulté le rapport préparé par le groupe de haut niveau recommandant le retrait unilatéral de mille quatre cents armes nucléaires tactiques de l'arsenal européen au cours des cinq ou six prochaines années.

Deux ministres de la défense et les ambassadeurs d'Espagne et de Grèce — la France et l'Islande ne faisant pas partie du groupe — ont invité l'U.R.S.S., par la voix du secrétaire général de l'alliance atlantique, M. Joseph Luns, à « suivre cet exemple ».

Visant à apaiser les craintes exprimées à travers les dernières grandes manifestations pacifistes, les participants ont souligné que l'OTAN allait ramener son arsenal « à son niveau le plus bas depuis vingt ans ». Ils ont aussi lancé un ultime avertissement à l'U.R.S.S. en réaffirmant leur détermination de déployer en Europe les Pershing et les missiles de croisière à partir de décembre.

Aucune précision n'a été donnée sur la nature exacte des armes couvertes par la décision prise à Montebello ni sur les modalités d'exécution du démantèlement, laissées à la compétence des autorités militaires.

On sait toutefois qu'il s'agit d'armes nucléaires telles que des obus d'artillerie, des ogives ou des missiles de faible portée d'action.

L'OTAN dispose encore de quatre mille cinq cents armes tactiques sur le sol européen.

## Une initiative de M. Trudeau

Par un curieux hasard de calendrier, M. Pierre Trudeau a prononcé le même soir à l'université de Guelph, en Ontario, un discours sur « Les stratégies de paix et de sécurité à l'ère nucléaire ». Le premier ministre canadien a confirmé son intention de proposer ses bons offices pour rétablir la confiance entre l'Est et l'Ouest et mettre un terme à l'escalade. Il prendra son bâton de pèlerin le 8 novembre pour une visite éclair de quatre jours en Europe, où il fera part de ses réflexions et de ses recommandations aux dirigeants français, belges, néerlandais, allemands et italiens. Il rencontrera ultérieurement M. Thatcher à la conférence du Commonwealth. Ce voyage européen pourrait servir de prétexte à des visites à Washington et à Moscou. « La tension, a notamment déclaré M. Trudeau, est d'un niveau trop élevé pour que nous n'en revenions pas d'une attitude plus constructive pour la résolution des crises et le degré de méfiance mutuelle est trop marqué pour que nous n'essayions pas de rétablir la confiance par des contacts et des consultations plus soutenues ».

(Imprim.)

## L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE



Accroche : The second Spanish civil war.  
Sentence : Grenada is the latest victim of the central American upheaval.  
A special six page section in The Economist this week.

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

الطبعة 1550



# AFRIQUE

## ÉTHIOPIE

## Les insurrections en Erythrée et au Tigré

Le nouveau visage d'une guerre sans fin

De notre envoyé spécial

Asmara. — Comment n'éprouverait-on pas un sentiment de déjà vu en revêtant, après quatre ans d'absence, cette Erythrée où une dure guerre se traîne depuis plus de vingt ans ? Erythréens et Éthiopiens, aujourd'hui comme hier, n'ont rien à se dire, tant leurs positions respectives sont éloignées. Deux nationalismes modernes et vigoureux se livrent un combat sans merci et sans nuances. Sur le terrain, rien n'indique que les Éthiopiens peuvent espérer, à court terme, réduire le nord de l'Erythrée, péninsulaire et bien verrouillé par le F.P.L.E. (Front populaire de libération de l'Erythrée). Et pourtant, certains changements se sont opérés, et la guerre d'Erythrée n'a plus tout à fait le même visage.

Cette nouvelle histoire commence peut-être à Addis-Abeba, où traditions féodales et bourgeoisie marxiste semblent faire bon ménage. Une immense statue de Lénine, inaugurée en septembre, à l'occasion du neuvième anniversaire de la chute de l'empire, et quelques effigies du trio marxiste-léniniste — Engels demeure de la partie — s'enlèvent sur un carrière défilé, de cette vieille ville un peu misérable, non sans style, qui s'est habituée à ses nouveaux maîtres après des années de terreur « blanche » ou « rouge ». Détente ? Non, mais nouvelle assu-

techniciens ou à des fonctionnaires qui n'étaient pas, au départ, de son bord. Elle envisage même, sérieusement cette fois-ci, de doter le régime d'un Parti des travailleurs. Une puissante commission, la COPWE, a charge d'en élaborer la constitution, et il pourrait représenter, dans le contexte actuel, non un danger pour le régime militaire, mais un rouage supplémentaire à sa disposition. Quant aux nationalités, nombreuses, des marches de l'ancien empire abyssin, elles ont le choix entre la répression et les statuts d'autonomie interne offerts par les systèmes socialistes. Un Institut des nationalités vient même d'être créé à leur intention.

### Une situation militaire gelée

Sur le plan extérieur, tout en maintenant des liens étroits avec ses alliés socialistes — à commencer par les Soviétiques, les Cubains et les Allemands de l'Est — le lieutenant-colonel Mengistu a profité de la crise de l'Organisation de l'Unité africaine pour faire une rentrée habile sur la scène panafricaine. Assurant, depuis le sommet réuni en juin à Addis-Abeba, la présidence

taillement et contrôle même le bourg détruit de Nakfa, les insurgés manquent de plus en plus d'appuis extérieurs. En dépit de l'aide de quelques sympathisants arabes, les soviétiques leur font cruellement défaut. Ils semblent avoir les moyens de tenir leur réduit septentrional, parfois même de porter quelques coups à leurs adversaires, mais sûrement pas de reprendre l'offensive. La situation militaire paraît même, à première vue, gelée.

C'est peut-être ce qui explique le changement de climat à Asmara, où un couvre-feu nocturne demeure en vigueur — comme, d'ailleurs, à Addis-Abeba — mais où l'ambiance semble plus détendue que par le passé. Les gens parlent. Ils ne paraissent plus redouter, comme autrefois, d'être arrêtés pour avoir été vus, en compagnie d'un étranger, dans un café ou même dans la rue. Ils se moquent de l'« Afghanistan » — ainsi ont-ils réinterprété un quartier résidentiel truffé de familles soviétiques sous haute protection. Même à Keren, ville qui avait été occupée par le F.P.L.E. pendant plus d'un an en 1977-1978, la vie semble avoir repris, ainsi que le montre, un vendredi, le spectacle de milliers de musulmans en djellaba qui sortent des mosquées après la prière. La tension de tous les instants si sensible en 1979, s'est estompée dans ces centres urbains de nouveau à l'écart des combats.

### Circulation sans protection

Depuis un an, on circule, sans protection militaire, entre Keren et Asmara et, surtout, sur la magnifique route qui descend de la capitale de l'Erythrée, perchée à plus de 2 000 mètres d'altitude, vers le port de Massawa, sur la mer Rouge. Sur le bord de mer, on voit encore les ruines dues aux combats de 1978, à l'exception de l'église Saint-Michel, dont la restauration a été entreprise. Tout à fait à l'est, sur la frontière soudanaise, tout près de Tesseney, les Éthiopiens ont même amorcé, sur le territoire de l'ancienne ferme colonnière italienne d'Algedih, un projet de développement irrigué susceptible d'accueillir cinq cents familles d'Erythréens revenus — ou sur le point de le faire — depuis que les combats se sont éloignés de ce secteur.

Dans ces réalisations, les Éthiopiens voient le succès de l'opération Etiole rouge — reconstruire l'Erythrée tout en combattant l'insurrection — lancée en janvier 1982 par le lieutenant-colonel Mengistu. La réalité est sans doute un peu différente. De nombreuses pistes demeurent coupées. Sens des convois militaires circulent sur d'autres. Même l'axe routier qui relie Asmara à Addis-Abeba demeure interrompu avant Axoum, qui se trouve à 150 km seu-

lément au sud de la capitale érythréenne. A Keren, une plate-forme en béton a été construite pour les hélicoptères de combat. De l'aéroport d'Asmara, on voit toujours décoller Mig-21 et Mig-23, chargés de pilonner les positions du F.P.L.E. dans la montagne. En outre, la forte protection militaire, même à Tesseney-Algedih, laisse penser que de tels projets de développement ne sont pas forcément à l'abri d'un raid des guérilleros.

Surtout, il ne faut pas se laisser abuser par la passivité apparente de la population érythréenne. Même à Asmara, l'Éthiopien fait figure d'occupant. Les espoirs placés dans l'insurrection demeurent réels. Les Éthiopiens sont jugés responsables de tous les maux : la guerre, la faim, l'impossibilité de faire des études normales ou, encore, de relancer réellement l'économie. « Au lycée, nous disons des socialistes. Il n'y en a que pour eux. Les autres, les méchants, ce sont les impérialistes. Nous, nous préférons les impérialistes. » Tous, on ne peut l'oublier, ont un parent : de l'autre côté. Ou un mort à pleurer.

Pour les Éthiopiens, un autre développement semble assez inquiétant : l'extension, depuis deux ou trois ans, dans des secteurs où sècheresse et guerre sont complètement imbriquées, des zones passées sous le contrôle du Front de libération populaire du Tigré (F.L.P.T.). copie apparemment conforme du F.P.L.E., très actif non seulement au Tigré mais également dans le nord du Wallo et surtout du Begemder, autres provinces limitrophes de l'Erythrée. Si ce front tigréen ne revendique pas l'indépendance à l'instar de son frère jumeau érythréen, il se bat néanmoins pour une large autonomie interne et avec l'espoir que toutes les insurrections d'Éthiopie, au sud comme au nord, se coaliseront contre Addis-Abeba. Depuis deux ans surtout, le F.L.P.T. constitue beaucoup plus qu'une épave dans la chair d'Addis-Abeba.

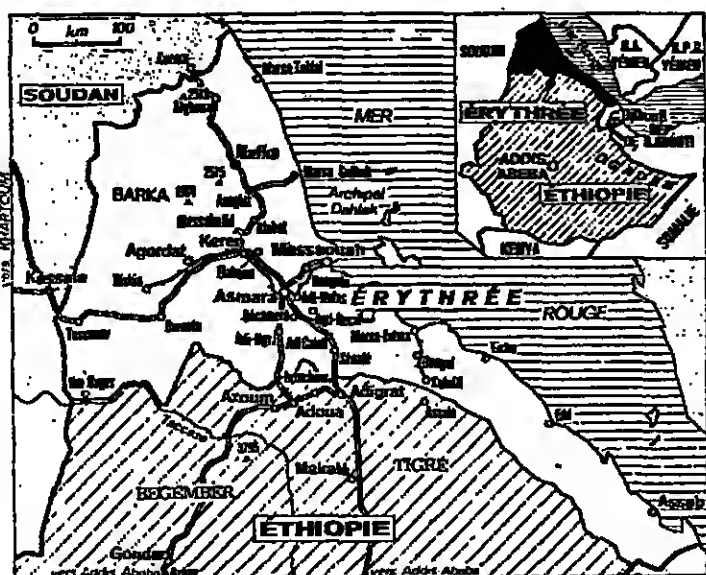
En fait, tout s'est passé comme si, faute de pouvoir faire front, sauf dans le Nord Erythréen, aux impressionnantes offensives d'une armée éthiopienne doublée de milices et rééquipée par Moscou, l'insurrection avait fait glisser la bataille sur le terrain qui lui sied le mieux, celui de la guérilla. Il faut croire, alors, que la situation était mûre au Tigré, puisque le F.L.P.T. s'y est implanté très rapidement. La grande offensive menée au printemps de cette année, dans cette province, par l'armée éthiopienne — alors que d'autres éléments étaient chargés de clouer au sol, dans le Nord érythréen, le

F.P.L.E. — est loin d'avoir recueilli tous les fruits escomptés. Le F.L.P.T. même, pour l'instant avec succès, une guerre d'usure qui, d'une certaine façon, prend l'armée éthiopienne à revers et a sans doute contraint, au moins en partie, Addis-Abeba à ordonner une conscription générale.

Des victoires à l'usure ? Tel semble être le pari fait dans chacun des deux camps. Erythréens et Tigrois, pour leur part, estiment que le régime d'Addis-Abeba, ainsi que nous l'ont dit leurs représentants à Khartoum, perdra peu à peu les moyens d'une victoire sur le terrain. Parce que la guerre coûte cher et qu'elle est de plus en plus impopulaire auprès d'autres nationalités contraintes d'envoyer leurs fils au combat.

Pour Addis-Abeba, ces insurrections sont vaines et condamnées. Leurs appuis extérieurs s'affaiblissent. Personne, dans le fond, ne souhaite véritablement, à l'étranger, une Erythrée indépendante. La lassitude l'emportera d'abord chez l'adversaire. Bref, selon les Éthiopiens, les « rébellions » peuvent être asphyxiées et, de toute façon, aucune hypothèse autre que le retour des Erythréens et — a fortiori — des Tigrois dans le giron de l'Éthiopie ne peut être envisagée. Cette guerre, dont on parle si peu, n'est pas près de s'éteindre.

JEAN-CLAUDE POMONTI



rance de ce régime militaire dont les filets sont assez bien tendus pour qu'il ne demeure plus sur le qui-vive. L'Éthiopie du lieutenant-colonel Mengistu et de son DERG (Comité militaire provisoire) on ignore toujours l'identité de la plupart de ses membres. — a pris de la bouteille.

Sur le plan intérieur, la nouvelle Nomenklatura politico-militaire se sent assez à l'aise pour s'ouvrir à des

annuelle de l'O.U.A., le chef d'Etat éthiopien a su, jusqu'ici, jouer les arbitres et non se classer comme le chef de file des Etats membres dits « progressistes ». La diplomatie éthiopienne est assez libre de ses mouvements pour juger que l'intervention militaire française au Tchad peut « contribuer à y ramener la paix », ainsi que nous l'a dit M. Goshu Wolde, le ministre des affaires étrangères.

Cette ouverture diplomatique — qui se double d'un appel aux investisseurs occidentaux potentiels — offre également l'intérêt d'isoler davantage les insurrections auxquelles l'armée éthiopienne fait face. Addis-Abeba n'a plus grand-chose à redouter du F.L.S.O. — le Front de libération de la Somalie occidentale, soutenu par Mogadiscio. — tant la Somalie manque d'avocats dans le monde et de moyens sur place, pour se battre en Ogaden. De toute façon, sur ce front-là, trois bataillons cubains, en place depuis cinq ans, veillent au grain. Sur l'autre front, septentrional, les mouvements insurgés d'Erythrée et du Tigré peuvent de moins en moins compter sur l'appui d'un Soudan affaibli par des crises internes et dont le soutien paraît de plus en plus neutralisé par la « normalisation » de ses relations avec le DERG.

Telle est l'explication d'un premier changement en Erythrée. Si les grandes offensives menées, de 1978 à 1982, par l'armée éthiopienne ne lui ont pas permis de reprendre pied dans le Nord érythréen, où le F.P.L.E. conserve ses lignes de ravi-



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8  
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8  
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

**DU 22 AU 29 OCTOBRE**  
**CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT**

**1<sup>er</sup> salon Renault de l'occasion**

**OUI**

**VOUS AVEZ 10 JOURS POUR ÊTRE CONVAINCU**

Si vous achetez votre voiture d'occasion garantie O.R. durant le 1<sup>er</sup> Salon Renault de l'Occasion, vous avez 10 jours à partir de la livraison pour constater que cette voiture, garantie 6 mois pièces mécaniques et main-d'œuvre, kilométrage illimité, est vraiment une voiture transparente. C'est à-dire un véhicule qui, après une sélection rigoureuse, a subi une préparation sérieuse, a subi

mécaniques, organes de sécurité, équipement électrique, carrosserie, sellerie, ont été vérifiés, contrôlés, réglés ou remplacés si nécessaire. Si par hasard, pendant les 10 jours qui suivent sa livraison, vous découvrez que cette voiture n'est pas celle qui vous convient, ramenez-la à votre concessionnaire Renault. 10 jours pour être convaincu, c'est cela la conception de la Transparence chez Renault.

**OCCASIONS RENAULT**

**AYEZ EN TÊTE L'AVION QUI FAIT LA FÊTE.**

Paris - samedi: Toute la journée pour faire du shopping, puis ses valises. 18 h 25: L'avion du samedi soir décolle. Quelques verres, un repas chaud et du repos. C'est la fête à bord. 23 h 35: Tel-Aviv. Votre hôtel vous attend. En forme demain dimanche, le 1<sup>er</sup> jour de la semaine.

**EL AL** LIGNES AÉRIENNES D'ISRAËL

**LE PARIS-TEL-AVIV DU SAMEDI SOIR.**  
Consultez votre Agence de Voyages ou El Al : 24 boulevard des Capucines, 75009 Paris. Tél. : 742.45.19.

## EUROPE

James K... à l'étranger







Le Monde

# politique

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 26 octobre sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

### CONVENTIONS

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant la ratification de conventions internationales :

- La convention franco-américaine du 25 janvier 1983 sur les transferts de détenus condamnés permet, dans un but humanitaire et pour faciliter leur réinsertion sociale ultérieure, aux ressortissants de l'un des deux Etats condamnés à une peine privative de liberté par une juridiction de l'autre Etat de purger leur peine dans un établissement pénitentiaire de leur pays d'origine ;
- La convention franco-autrichienne du 11 mars 1983 a pour objet d'exonérer de la taxe à l'essieu les camions autrichiens circulant en France et de l'impôt correspondant les véhicules français circulant en Autriche.

### L'USAGE VÉTÉRINAIRE DE SUBSTANCES ANABOLISANTES

Le ministre de l'agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'usage de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances.

La réglementation antérieure sur ce point était inadéquate et suscitait de vives critiques de la part de la communauté scientifique. Elle avait engendré de nombreux abus dénoncés par les organisations de consommateurs, à l'occasion notamment du boycottage de la viande de veau en 1980.

Le texte présenté au conseil des ministres est le résultat d'une concertation entamée depuis vingt mois. Il a été établi sur la base des conclusions unanimes d'une commission scientifique choisie après consultation des organisations de consommateurs. Ces conclusions rejoignent celles des experts désignés par la Communauté économique européenne en juillet 1983. Le projet prévoit :

- l'interdiction totale de la commercialisation et de l'usage pour toutes les espèces animales des produits considérés comme nocifs, tels que les stéroïdes et les thyrostatiques ;
- l'interdiction des autres anabolisants, sauf dans le cas où ils entrent dans la composition de médicaments ayant obtenu l'autorisation de mise en marché.

Afin d'assurer le respect de cette réglementation, les services de contrôle seront renforcés : ils disposeront en 1984 d'un budget de 5 millions de francs, contre 700 000 francs en 1983.

### ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'indemnisation d'infirmités et de maladies contractées en captivité ou en déportation.

Ce projet, qui ne modifie pas le contenu des règles applicables, vise à donner valeur législative à diverses dispositions prises depuis 1973 par voie réglementaire.

### TRAITEMENTS DES PERSONNELS CIVILS ET MILITAIRES DE L'ETAT

Le conseil des ministres a approuvé le décret majorant de 2 % les traitements des personnels civils

et militaires de l'Etat à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1983.

A compter de la même date, la valeur annuelle du point indiciaire pour les personnels percevant une rémunération sur la base d'un indice nouveau majoré inférieur ou égal à 478 est portée à 241,15 F. En outre, il est procédé à l'intégration, dans les traitements soumis à retenue pour pension, d'un point d'indemnité de résidence.

Ces mesures sont conformes au relevé de conclusions soumis le 22 novembre 1982 aux organisations syndicales par le ministre de la fonction publique et des réformes administratives. Elles ont pour effet de porter à 4409,65 F le minimum de traitement mensuel brut des personnels civils et militaires de l'Etat en région parisienne, et à 3898,56 F le minimum de pension.

Conformément aux décisions antérieures du gouvernement, cette majoration ne concerne pas la partie du traitement qui dépasse 250 000 F par an.

### MESURES POUR L'EMPLOI ET ENCOURAGEMENT AU TEMPS CHOISI

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et le ministre délégué chargé de l'emploi ont présenté au conseil des ministres des communications sur le travail à temps choisi et sur la politique en faveur de l'emploi.

Les mesures annoncées s'ajoutent à l'ensemble de celles déjà prises par le gouvernement et qui ont permis de stabiliser le chômage depuis plus d'un an. Elles portent sur les points suivants :

#### I. - Formation et emploi des chômeurs.

1) Les actions de formation pour les salariés des entreprises connaissant des difficultés temporaires seront développées grâce à une meilleure utilisation du Fonds national pour l'emploi et par le recours au potentiel de formation dont disposent certaines grandes entreprises. Quinze mille stages seront réalisés dès 1984 ;

2) A titre exceptionnel, pour favoriser le placement des salariés en chômage depuis plus de trois mois, le service public de l'emploi pourra proposer aux employeurs de recruter ces salariés sur des contrats à durée déterminée de six à dix-huit mois. Cette mesure applicable aux artisans et aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'à celles qui doivent faire face à un surcroît exceptionnel de commandes à l'exportation, garantit les acquis de l'ordonnance du 5 février 1982. Un bilan de ce dispositif sera établi après deux ans de mise en œuvre ;

3) Des contrats emploi-formation-production seront expérimentés pour favoriser la création d'emplois industriels.

#### II. - Encouragement au temps choisi.

Le gouvernement souhaite encourager toutes les formules permettant de développer le temps choisi, modalité de réduction de la durée du travail qui associe la négociation collective et les choix individuels. Dans ce but :

1) Le gouvernement proposera aux partenaires sociaux des négociations sur les conditions d'exercice des horaires réduits et sur les modalités de la flexibilité annuelle de la durée du travail. A partir des résultats de ces négociations, il élaborera un projet de loi sur le temps choisi, qui sera soumis à la session de printemps du Parlement ;

2) Une incitation financière sera mise en œuvre dès maintenant pour encourager les embauches à trente heures, horaire qui ouvre de nouvelles libertés pour les salariés et peut accroître la souplesse de fonctionnement des entreprises ;

3) Un projet de loi sur le congé parental sera déposé au Parlement en temps utile pour pouvoir être examiné dès la présente session. Il prévoit d'étendre le bénéfice du congé aux travailleurs des entreprises de

moins de cent salariés. L'un ou l'autre des parents aura la possibilité de prendre ce congé à mi-temps.

#### III. - Mesures concernant les travailleurs âgés.

1) Les départs progressifs en retraite seront encouragés, notamment pour les salariés ayant exercé des travaux pénibles. Ce développement devra s'accompagner de l'embauche de jeunes, dont la formation dans l'entreprise sera confiée aux salariés en préretraite progressive ;

2) Les chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans ayant épuisé leur droit aux allocations de chômage et justifiant de vingt ans d'activités salariées pourront bénéficier d'une allocation de 2250 francs par mois. Cette allocation, soumise à des conditions de ressources, leur sera versée jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de la retraite.

Enfin, pour que ces mesures entrent en vigueur dans les meilleures conditions possibles du point de vue de la gestion des entreprises, le défilonnement des cotisations patronales à l'assurance-maladie et la baisse correspondante du taux moyen de cotisation prendront effet au 1<sup>er</sup> janvier 1984, après modification par la loi de l'ordonnance du 21 août 1967.

#### LES ÉLECTIONS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté une communication sur le déroulement et les résultats des élections à la Sécurité sociale du 19 octobre 1983.

En dépit des difficultés rencontrées dans l'établissement des listes, qui ont pu pour la plupart être surmontées en temps utile, le scrutin s'est déroulé dans de bonnes conditions de régularité. Plus de 15,5 millions d'assurés y ont participé. Les taux de participation enregistrés montrent l'intérêt manifesté pour ces élections, en particulier chez les salariés (plus de 52 % de votants) et chez les professions libérales (58,34 % de votants). Ils ont été plus faibles chez les industriels et commerçants (32,26 %) et chez les artisans (32,44 %).

Pour la première fois depuis vingt ans, les assurés ont pu désigner eux-mêmes leurs représentants dans les caisses d'assurance-maladie et d'allocations familiales. Il revient maintenant à ceux-ci d'exercer les responsabilités que leur confère la loi.

#### TECHNOLOGIES NOUVELLES DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES

Le ministre des transports a présenté une communication sur le

développement des technologies nouvelles dans les transports routiers et ferroviaires.

Il a rappelé les succès déjà obtenus par la France pour les trains à grande vitesse, les métros et les véhicules économes en énergie.

Soucieux de renforcer les positions ainsi acquises et de donner une impulsion nouvelle à l'effort d'innovation, le gouvernement a décidé la mise en œuvre, pendant la durée du IX<sup>e</sup> Plan, d'un programme de recherche-développement et d'expérimentation dans les transports terrestres.

Ce programme, placé sous l'autorité conjointe du ministre des transports et du ministre de l'industrie et de la recherche, mobilisera les efforts des industriels, des entreprises de transports et des laboratoires de recherche autour de quatre grands projets :

1) Le développement des trains à grande vitesse et des nouveaux matériels ferroviaires intégrera les apports les plus récents de la recherche.

2) Les innovations dans l'automobile et les transports routiers réduiront la consommation d'énergie et accroîtront la sécurité des véhicules. Ce projet se concrétisera par :

- la réalisation d'automobiles consommant 3 litres aux 100 kilomètres, intégrant des composants élec-

troniques et de nouveaux matériaux ;

- la conception d'un nouveau poids lourd de 38 tonnes ;

- le renouvellement avant la fin du Plan de la gamme des autocars et autobus.

3) L'introduction de technologies nouvelles dans les transports guidés par rail ou par câble en milieux urbains permettra :

- d'accroître les performances des modes de transports traditionnels, tels que les métros et les tramways, et de développer le métro automatique VAL en service à Lille ;

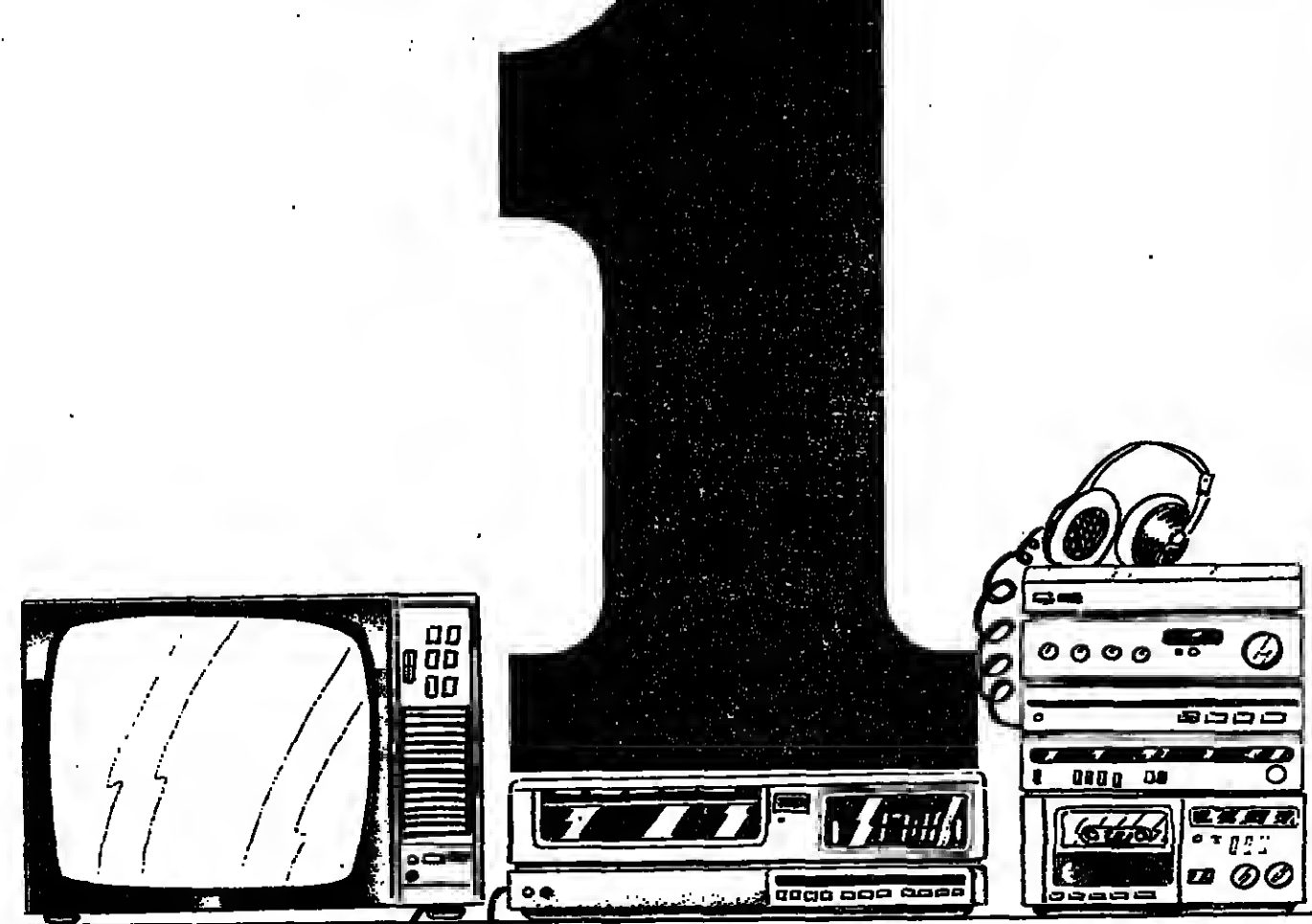
- d'expérimenter de nouveaux modes de transports, tels que Aramis, Poma 2000 et les transports à très courtes distances.

4) L'utilisation maîtrisée des outils télématiques et informatiques dans l'organisation des systèmes de transport de personnes et de marchandises améliorera sensiblement la qualité des services offerts, l'accessibilité et l'information des usagers.

Dans ces différents domaines, l'Etat participera au financement des actions de recherche et de développement.

Dès 1984, le projet de budget prévoit 230 millions de francs, soit une progression de 27 % par rapport à 1983.

TV, VIDEO, HI-FI.  
**Vos yeux et vos oreilles peuvent faire confiance au N°1.**



Offrez-vous votre appareil dès aujourd'hui avec 20% de prix à crédit.  
le solde payable sans frais le 5/1/84.  
Offre valable jusqu'au 27/11/83 pour un achat minimum d'une valeur de 2000 F.  
\* Pour bénéficier de cette offre, après acceptation de votre dossier, il vous suffira de disposer soit d'un compte bancaire, soit d'un CCP, sur lequel le prélèvement du solde sera effectué.

- |   |   |
|---|---|
| <p><b>PARIS</b></p> <p>8<sup>e</sup> : DARTY - rue de la République - 75011 PARIS</p> <p>11<sup>e</sup> : 25 &amp; 35, boulevard de Belleville</p> <p>13<sup>e</sup> : Centre "Galerie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie</p> <p>14<sup>e</sup> : Centre Commercial "Gare Montparnasse" - 68-80, avenue du Maine</p> <p>15<sup>e</sup> : Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle" - 71, quai du Grenelle</p> <p>17<sup>e</sup> : 8, avenue des Ternes</p> <p>18<sup>e</sup> : 128, avenue de Saint-Ouen</p> <p><b>RÉGION PARISIENNE</b></p> <p>78 : Orgival - Centre Commercial "Art de Vivre" - Sotte-Paisy - Autoroute du 10 Quai</p> <p>78 : Parly 2 - Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay</p> <p>91 : Vitry - Centre Commercial "Vitry II"</p> <p>91 : Les Ulis - Centre Commercial "Les Ulis 2"</p> <p>91 : Morsang-sur-Orge - 51, rue de Monthéry (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction</p> | <p>Sainte-Geneviève-des-Bois)</p> <p>92 : Asnières - "Carrefour des 4-Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309</p> <p>92 : Châtillon - 151, avenue Marcel-Cochin - R.N. 306</p> <p>92 : Boulogne - Pont de Sèvres - 122 bis, av. du Général-Ledert</p> <p>92 : Puteaux - Centre Commercial "Les 4 Temps" - Niveau 1 - "Grand-Place"</p> <p>93 : Bagneux - Porte de Bagneux - Au pied du Navet - 40, avenue Gallieni</p> <p>93 : Bondy - 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3</p> <p>93 : Aubervilliers - Centre "Porterie" - Porte de la Villette - 6 bis, rue Emile-Royaud</p> <p>93 : Noisy-le-Grand - Centre Commercial "Les Arcades" - Marie-la-Vallée</p> <p>93 : Plessisville - 102-114, avenue Lenine - R.N. 1</p> <p>93 : Rosny-sous-Bois - Centre Commercial Rosny II</p> <p>94 : Champsigny - 10-12, av. R. Salengro - La Fourchette - R.N. 4</p> <p>94 : Créteil - Centre Commercial Régional "Créteil Soleil"</p> |
|---|---|

**DARTY**

ET 41 AUTRES MAGASINS EN PROVINCE.

**SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT**

**JOHN RAPAL**  
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

40, Av. de la République  
75011 PARIS  
Tél. 355-66-00

Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h  
Métro Parmentier  
Parking gratuit.  
Catalogue gratuit sur demande

#### NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 26 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• **TERRE.** - Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée le général de division Jean-Pierre Ebert.

Sont promus général de brigade les colonels Dominique Chavanat (affecté au secrétariat général de la défense nationale), Henri Salaun, Robert Delorme et Alain Lacapelle.

• **ARMEMENT.** - Est promu ingénieur général l'ingénieur en chef Bernard Wolf.

• **CONTROLE GÉNÉRAL DES ARMÉES.** - Est contrôleur général des armées le contrôleur des armées Jean-Claude Gelineau.







## POLITIQUE

### Le nouveau langage du P.C.F.

(Suite de la première page.)

Les communistes, à l'approche du congrès socialiste, ont donc choisi d'insérer leur action dans le sens de la discipline majoritaire. A la proposition socialiste d'une rencontre, qui se présentait comme une demande de comptes, les communistes ont rapidement opposé leur propre proposition, rappelée par M. Roland Leroy, membre du bureau politique, jeudi 27 octobre, dans l'humanité. Pour le P.C.F., cette rencontre nécessaire doit avoir pour objet d'élaborer en commun les thèmes d'une action permettant à la gauche de faire pièce au regain de faveur dont l'opposition semble bénéficier dans l'opinion.

Les communistes ont diffusé massivement, d'autre part, le texte de la « proclamation » que M. Georges Marchais avait rendue publique le 18 octobre et qui appelait la gauche à « aller de l'avant ». Sept millions d'exemplaires de ce texte, affirmé au P.C.F., ont été distribués dans les entreprises. Les communistes veulent apparaître, ainsi, comme les plus actifs dans l'offensive, au moment où les socialistes, tout à la préparation de leur congrès, étaient peu présents sur le terrain.

A ces démonstrations de bonne volonté, les communistes ont ajouté un changement de ton sur les sujets de désaccord entre les socialistes et eux. Mémoré dans l'expression de leurs avis sur la politique étrangère de M. François Mitterrand, notamment au Liban, ils se sont tus sur le problème des ennuis militaires, tout en soutenant, naturellement, les manifestations organisées par le Mouvement de la paix le 22 octobre. M. Marchais s'était montré plus critique, en revanche, lors du débat sur la politique industrielle, le 11 octobre à l'Assemblée nationale, en soulignant que « les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des efforts consentis ».

La tentative des communistes pour parer les critiques des socia-

listes, particulièrement celles de M. Lionel Jospin, qui leur reproche d'être du côté du gouvernement, ne devrait pas leur épargner les remontrances des braves socialistes à la tribune de Bourg-en-Bresse. Les communistes se sont efforcés, toutefois, de désamorcer ce dossier. M. Charles Fiterman intervenant tout particulièrement mercredi, sur France-Inter, pour souligner l'importance de l'union entre les deux partis. « Je mets l'union pour réussir, pour aller de l'avant, dans le sens attendu par ceux qui nous ont fait confiance - et même au-delà - (...), au-dessus de tout », a déclaré le ministre des transports.

M. Fiterman a souligné que les « différences de sensibilité » entre communistes et socialistes sont légitimes, et il a observé que de telles différences existent aussi au sein du P.S. La gauche, selon lui, ne doit pas se comporter « comme un bloc monolithique » et laisser aux chefs de l'opposition le monopole des « remarques là où il y a problème ». Il est souhaitable, au contraire, estime le ministre des transports, que ces problèmes soient posés par ceux-là-mêmes qui travaillent ensemble à les résoudre.

Les communistes estiment que, passé le congrès de Bourg-en-Bresse, le ton des socialistes, à leur endroit, devrait s'adoucir. La démarche du P.C.F. tentait de vider pas seulement de conforter son alliance avec le P.S. Les communistes se préoccupent aussi de leur image dans l'opinion, qui a conservé le souvenir de la polémique des années 1977-1981 et des conditions dans lesquelles ils étaient entrés dans la majorité et au gouvernement. La preuve n'est pas faite que cette participation, consécutive d'un échec en 1981, soit devenue aujourd'hui un choix positif. Les réserves qu'exprime le P.C.F. depuis deux ans et demi semblent, au contraire, confirmer sa mauvaise grâce à participer à la mise en œuvre d'une politique, qui

n'est pas la sienne. Or, il existe des communistes qui critiquent cette attitude. Rencontres communistes, que préside M. Henri Fiszbin, exprime cette tendance-là et a décidé de présenter une liste aux élections européennes de juin 1984. Si faible soit-elle comparée à celle des grandes formations, le pourcentage de voix qu'obtiendra cette liste sera enlevé au P.C.F., qu'il affaiblira d'autant, tout en faisant apparaître, pour la seconde fois dans une consultation nationale, après l'élection présidentielle de 1981, que la direction du parti ne parvient pas à faire la synthèse des aspirations des communistes.

Les dirigeants du P.C.F. s'emploient donc à montrer que leur engagement au côté du P.S. correspond à l'intérêt propre de leur parti. La réunion du comité central les 14 et 15 novembre, consacrée à la communication, sera, aussi, l'occasion d'une nouvelle mise au point sur ce sujet. La façon dont les députés communistes ont mené, à l'Assemblée nationale, le débat budgétaire avec les socialistes montre une meilleure adaptation au jeu interne à la majorité, mais certains secteurs d'activité du parti, comme sa presse, retardent sur ce mouvement. Les résistances, de ce côté, se sont fait sentir, par exemple, dans la façon dont l'humanité-dimanche avait répercuté la « proclamation » du 18 octobre. Certains dirigeants du parti se sont étonnés de la modestie de la place faite à cette initiative par le journal communiste dont la diffusion est la plus importante. Certains estiment aussi que M. Guy Herminier n'aurait peut-être pas dû, le jour de l'attentat de Beyrouth, parler aussi nettement qu'il l'a fait d'un retrait des troupes françaises du Liban. D'autres disent que si la mise en musique est imparfaite, c'est peut-être, parce que la partition n'est pas parfaitement claire.

PATRICK JARREAU.

### DIVERGENCES AU SEIN DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

Le congrès de l'Association des maires de France s'est terminé, jeudi 27 octobre, par l'adoption du rapport moral présenté par M. Georges Lemoine, maire socialiste de Chartres, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, secrétaire général sortant de l'association et nouveau vice-président de celle-ci. Toutefois, ce rapport n'a été voté que par 7265 voix contre 587, sur un total de 14791 inscrits.

Le nombre exceptionnellement élevé d'abstentions (6939) a été interprété par M. Lemoine comme une sorte de « vote de défiance » envers lui-même en raison de sa qualité de membre du gouvernement. Il a déclaré : « Nous attendons des preuves qu'il ne s'agit que d'un malaise passager, d'un accident de parcours et non d'un dérapage de l'Association ». M. Michel Giraud, sénateur R.P.R., qui avait été élu la veille président de l'Association par plus de 70 % des suffrages exprimés, a reconnu que le rapport de M. Lemoine avait été approuvé dans des conditions intellectuellement et moralement insuffisantes, et il a assuré qu'il n'avait eu « d'aucun moment connaissance d'une attitude de complot de la part des maires R.P.R. à l'encontre de M. Lemoine ». Il a précisé que lui-même et M. Chirac avaient voté en faveur du rapport.

M. Robert Poujade, maire R.P.R. de Dijon, qui a lui aussi voté le rapport, a estimé que les abstentions reflétaient « le mécontentement latent des maires ruraux », qui, selon M. Boileau, sénateur centriste, maire de Dambas (Meurthe-et-Moselle), « seraient déçus par la décentralisation » et jugeraient le rapport « insuffisamment musclé et revendicatif ». Au cours de la séance de clôture, les élus de gauche ont refusé que soit présentée une motion de synthèse, comme cela se fait habituellement.

### VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)  
VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)  
Livr. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRESENTÉES  
Garantie jusqu'à dix ans  
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h



75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17°  
227-88-54/763-34-17

### LE CONGRÈS DU P.S.

#### M. Jospin : il est trop tôt pour dire quand sera refermée la parenthèse de la rigueur

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., déclare dans l'hebdomadaire socialiste l'Unité du 28 novembre, que le congrès de Bourg-en-Bresse « sera nécessairement un congrès des réalités ». Il explique que la rigueur « n'est sûrement pas une fin en soi, mais plutôt un moyen pour atteindre une fin. Au fond il s'agit de ne pas échouer sur l'économie, afin d'aller vers notre objectif, qui est de construire une société plus juste, plus harmonieuse et, peut-être, plus heureuse. Est-ce une « parenthèse » ? Je dirai plutôt que c'est un passage obligé, qui nous a amenés à infléchir notre politique et il est trop tôt pour dire quand cette parenthèse sera refermée. A propos de l'opposition M. Jospin déclare : « L'extrémisme de gauche est, d'abord, un problème de la gauche. Dans les dix ans qui viennent de s'écouler, nous y avons fait face. De la même façon, l'extrémisme de droite est, d'abord, un problème de la droite. Mais elle n'y fait pas face. Bien au contraire, elle joue de façon malsaine avec cette force. C'est à la droite classique, celle qui se réclame constamment de la République, des libertés et de la démocratie, de faire le ménage

dans son camp. C'est exactement le contraire qui se produit : elle invite ses propres extrémistes au salon. Il faut donc condamner ce jeu de la droite et s'efforcer de faire prendre conscience à ses éléments les plus avertis, les plus lucides, des responsabilités qui sont les leurs ».

M. Jospin souligne que la gauche doit « obliger la droite à se battre contre projet. Il faut l'obliger à dire ce qu'elle fera de la Sécurité sociale, déclare-t-il. Il faut montrer qu'elle veut redonner le pouvoir économique aux grands groupes privés, qu'elle veut remettre en cause les relations du travail telles qu'elles ont été établies à travers une série de conquêtes syndicales. Il faut démontrer à tous ceux qui sont actuellement déçus qu'il vaut mieux traverser la crise avec la gauche qu'avec la droite. » Il ajoute : « Il faut que nous parlions franchement, mais avec le souci d'être compris par la masse des gens. C'est d'ailleurs ce que nous devons nous adresser, notamment à tous ceux qui nous ont soutenus en 1981 et dont une partie hésite. Il faut donc à la fois que ce congrès permette un débat, mais qu'il soit maîtrisé collectivement. »

#### Un numéro spécial de la revue « Intervention »

La revue Intervention - animée essentiellement par des socialistes « rocardiens » - publie à l'occasion du congrès de Bourg-en-Bresse, un numéro spécial consacré au parti socialiste. Une centaine de pages sont réservées à la doctrine, la fonction, la composition sociologique, l'électorat, l'image du parti socialiste. Dans une interview, M. Jean-Pierre Chevènement déclare qu'il craint plus aujourd'hui pour le P.S. « le conformisme que la contestation ». M. Chevènement estime que l'image du P.S. est moins dégradée que celle des autres formations politiques. Il souligne que, depuis deux ans, « le parti a tendance à se situer sur le même plan que le gouvernement », ce qui le place parfois en porte à faux. L'ancien ministre dit cet exemple : « Quand Jacques Delors a envisagé de réduire d'un point le taux d'intérêt des caisses d'épargne, les militants de ma fédération ont distribué des tracts pour justifier la position gouvernementale et nous avons été pris à contre-pied par les cris d'orfraie qui se sont élevés du P.S. puis par l'arbitrage du premier ministre. On avait

l'air malin... Et plus encore, deux mois après, quand le taux a été finalement abaissé dans le cadre du second plan de rigueur. Lorsque le parti agit ainsi, il ne joue pas son rôle, et c'est critiquable. »

M. Chevènement affirme aussi : « Je souhaite que les objectifs du plan Delors soient atteints sans trop de casse par ailleurs. S'ils ne le sont pas ou si la casse est trop forte, il faudra bien changer de méthode. Il faut réussir. Peu importe la méthode : le succès aura des effets cumulatifs. »

Analysant pour sa part les sondages qui ont été réalisés sur le P.S. depuis 1972, M. Jean-Luc Parodi tire la conclusion suivante : « Gonflé par les attentes et dégonflé par les déceptions, le P.S. ne peut attendre de future remontée que du succès d'une politique, ou des bénéfices d'un leader, ou des bénéfices amers de l'opposition un jour retrouvée. »

\* Intervention (50 F.). 27, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

#### 40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'écrire une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche ».

93 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde », 5, rue des Italiens - 75427 Paris - Cedex 09

# FOURRURES GEORGE V



Manteaux Zorinos	7250 F
Manteaux Astrakan Swakara	9850 F
Manteaux Ragondin allongé	8450 F
Manteaux Renard bleu	13250 F
Manteaux Marmotte Canada	21250 F
Manteaux Vison pastel	25650 F
Manteaux Renard roux	15750 F
Manteaux Vison dark allongé	22350 F
Manteaux Vison Koh-I-Noor	23750 F
Vestes Astrakan	3850 F
Vestes Renard bleu	5350 F
Vestes Coyote	8950 F
Vestes Renard roux	9750 F
Vestes Renard bleu couleur Lynx	4850 F
Vestes Koh-I-Noor milleraies	11250 F
Veste Marmotte	8450 F
Pelisses col marmotte inter. lapin	3250 F
Pelisses col marmotte inter. flanc de marmotte	3450 F

### ESCOMPTE SPECIAL

**= 10%**  
sur tous les prix marqués  
**= 25%**

duty-free for non-residents  
The world's most attractive prices!  
Ces escomptes seront effectués directement à nos caisses sur tout achat.

### Larges facilités de paiement

40, Avenue George V  
Paris 8<sup>e</sup>



## L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON CATHOLIQUE ET LES PROPOSITIONS DE M. SAVARY

Point de vue

## Le sens des mots

ATTACHEZ-VOUS aux mots, conseillait la Méphisto de Goethe; c'est le moyen le plus sûr, et si la sensibilité à manquer, le mot y suppléa merveilleusement !

C'est un peu à ce jeu de mots que nous nous livrons lorsque nous tentons de faire — comme des apprentis bacheliers — l'analyse d'un texte, et, singulièrement, d'un texte ministériel.

La comparaison des documents de base concernant les rapports envisagés de l'Etat et de l'enseignement privé permet aux observateurs sans passion de discerner jusqu'où pourraient être satisfaites les exigences des établissements concernés et aussi les espérances de leurs adversaires.

Mais tous les points ne sont pas aussi lumineux que la chaîne de transformation qui, de nationalisation à intégration, est passée à insertion et à contrat.

Nous prendrons trois exemples et nous donnerons notre propre compte rendu de lecture :

● La nomination de l'enseignant privé sera-t-elle intégrée et fonctionnarisée, comme l'ont annoncé les premiers textes ? Il est écrit maintenant que les membres qui le souhaitent seront « titularisés dans les corps correspondants de l'enseignement public ». Le texte ne dit pas : seront « titularisés dans la fonction publique » ; je lis : seront « titularisés » — c'est-à-dire seront garantis la sécurité de leur emploi, — et cela dans des corps qui correspondent à ceux de l'enseignement public. Je perçois pour ma part l'éventualité de deux filières (il y a bien les concours d'Etat et les concours du privé), l'une concernant les fonctionnaires de l'enseignement public, l'autre concernant les titulaires de l'enseignement privé.

● La question de l'établissement d'intérêt public. — Le projet spécifique de l'établissement, sur lequel repose toute l'architecture du nouveau système, exige l'indépendance de l'association contractante. Dans le texte de décembre 1982, on pouvait se demander si l'établissement d'intérêt public phagocyterait l'association, si le conseil d'administration

par GEORGES HACQUARD(\*)

et la direction de cette dernière conserveraient leur autonomie ou si celle-ci serait entravée par la présence et l'action de personnalités extérieures. Les propositions d'octobre 1983 sont plus précises : les partenaires représentant l'Etat, les collectivités publiques et l'association se trouveront réunis « à un niveau qui n'est pas celui de l'établissement scolaire proprement dit ». Nous pouvons en déduire que les conditions de fonctionnement et de financement dans lesquelles l'Etat et les collectivités publiques participent à l'activité de l'association seront définies à ce niveau dans une sorte de cahier des charges, dont la direction de l'établissement devra tenir compte, mais qui n'interféreront en rien dans la conduite éducative et pédagogique de la maison.

● La nomination du chef d'établissement. — Je lis : « Nomination par l'autorité publique des chefs d'établissement au terme d'une procédure qui notamment combinerait l'appréciation de l'aptitude des candidats et la proposition faite par l'autorité responsable de l'établissement ». Je souligne « autorité responsable », qui est le maître-mot. Cette responsabilité ne peut s'exercer que si elle recouvre le choix du directeur. Et le texte est loin de contredire cette interprétation. Je ne confonds pas choix et nomination. Je peux imaginer que le recteur publie la vacance du poste, collecte les candidatures et propose les meilleurs.

(\*) Directeur de l'Ecole alsacienne à Paris, agrégé de l'Université.

datures (y compris, bien sûr, celles suscitées par l'autorité responsable), vérifie les qualifications, communique la liste à l'association ; celle-ci choisit son candidat, en fait part au recteur qui le nomme. C'est ce que le projet de décembre 1982 appelle une « procédure concertée ».

## Service public

Mais l'essentiel, selon nous, et, bien sûr, selon tous les partenaires, c'est que le futur statut permette l'émancipation des qualités éducatives des établissements scolaires français, qu'ils soient privés ou publics.

Déjà, la restriction des crédits, la limitation, imposée par l'autorité préfectorale, du montant de la participation financière des familles, l'harmonisation avec les établissements publics des ouvertures et fermetures de classes et de sections (qui aboutit dans le secteur public à la disparition progressive des options de langues anciennes, de dessin et de musique), l'interdiction de dédoublement des effectifs aux classes de moins de trente élèves dans le collège, de moins de trente-cinq dans le lycée, sont des sujétions d'ordre économique qui ne vont pas dans le sens d'un progrès.

Il est urgent que privé et public collaborent, les uns prêtant éventuellement leurs effectifs aux autres, échangeant leurs expériences, pour que se développe et s'enrichisse ce grand service public de l'éducation auquel aspirent légitimement tous les Français.

## Prudence et sérénité dans les écoles juives

Discretion et prudence dominent dans les propositions des écoles juives après les propositions de M. Alain Savary sur l'enseignement privé. Le Groupe de liaison de l'école juive, interlocuteur officiel du ministre, a décidé de s'abstenir de toute déclaration publique et d'utiliser le délai d'un mois fixé par M. Savary pour « réfléchir en profondeur ».

Chaque composante de ce groupe (Fonds social juif unifié, associations des directeurs d'école, des enseignants, des parents d'élèves et comité de gestion des établissements) observe le même silence. La Fédération nationale des associations de parents d'élèves des écoles juives (F.N.A.P.E.E.J.), qui avait rejeté les premières propositions du 20 décembre 1982, ne donnera pas sa réponse avant

le 12 novembre, date choisie par l'enseignement catholique pour faire connaître sa position.

Les établissements privés juifs, de création récente pour la plupart, ne s'inscrivent pas dans la continuité de la jeunesse israélienne. Minorité dans la minorité, ils préfèrent ne pas parler les premiers dans ce débat dominé par d'autres voix. Le Fonds social juif unifié (F.S.J.U.), principal coordinateur et dispensateur de l'aide aux écoles, s'attache très attaché au système des contrats et rappelle que l'école juive doit permettre aux élèves d'accéder aux deux cultures qui sont les leurs : celle qu'ils vivent en tant que citoyens et celle qui les constitue dans leur identité propre ».

En dépit des grilles de protection, de la guérite où sont filtrés les visiteurs et des C.R.S. qui battent la semelle devant son entrée pour assurer la sécurité, Merkaz Ohr Joseph (centre Lumière-de-Joseph) veut être un groupe scolaire ouvert sur le monde. Seizième réalisation de l'Association pour le développement et l'aide aux écoles privées (ADEP), qui finance la création d'écoles juives, le centre fonctionne depuis la rentrée 1979, rue de Thionville, au bord du canal de l'Ourcq, à Paris (19<sup>e</sup>).

Ce vaste ensemble socio-éducatif accueille les enfants depuis la crèche jusqu'à la terminale ; il abrite aussi un institut des hautes études talmudiques, un autre d'informatique et un foyer du troisième âge : près d'un millier de personnes au total le fréquentent, dont cent soixante-dix élèves pour les classes secondaires sous contrat d'association. A Merkaz Ohr Joseph, qui présente l'aspect discret d'une série d'immeubles d'habitation modernes, ce que les parents redoutent le plus,

ce sont les risques d'attente. Quelques-uns ont même préféré retirer leurs enfants depuis l'explosion d'une voiture de l'ambassade d'Israël tout près de l'école, il y a un an.

M. Raymond Ouaknine, conseiller principal d'éducation du collège, a étudié avec minutie la « copie » de M. Savary du 19 octobre. Tout en revendiquant l'appartenance de l'établissement au secteur des « écoles libres », il reconnaît que certains problèmes des écoles juives sont spécifiques et, surtout, que les relations de Merkaz Ohr Joseph avec l'administration ne posent « aucun problème ». Le conseiller d'éducation retrouve les préoccupa-

## Des effectifs en progression

L'évolution des effectifs dans l'enseignement privé juif a été la suivante :

1950 : 450 élèves ; 1962 : 1340 élèves ; 1981 : 11 500 élèves ; 1983 : 14 000 élèves. Ce dernier chiffre représente environ 6,1 % des effectifs scolaires français, dans les écoles privées classées en professionnelle classique, soit quatre fois plus qu'en 1950.

Le lien avec la culture juive, souvent rompu pour la génération de l'après-génocide, retrouve, depuis l'arrivée des jeunes d'Afrique du Nord en France, une nouvelle vigueur, qui correspond à la création de nombreux établissements. Mais l'école israélienne ne souhaite pas pour autant renoncer à faire de ses élèves de bons citoyens « formés à la vie de la communauté nationale ». « Nous sommes une école française qui vit en France », répond M. Feuchtbauer, président de l'association des parents d'élèves, avait vécu l'absence d'éducation juive comme une « carence » ; elle a inscrit l'un de ses enfants à l'école privée « sur sa demande ».

Adoptant une attitude d'« expectative vigilante », la responsable des parents d'élèves de Merkaz Ohr Joseph, établissement juif qualifié généralement d'orthodoxe, voire de traditionaliste, ne veut pas croire à une uniformisation du système scolaire français qui serait synonyme, pour elle, d'une forme de totalitarisme. Elle ne manque pas de se réjouir d'être « citoyenne d'un pays démocratique, gouverné par des humanistes ».

PHILIPPE BERNARD.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

## CONTREFAÇON DE LA MARQUE « N° 5 » DE LA SOCIÉTÉ CHANEL PAR LA PARFUMERIE FRAGONARD

Par son arrêt du 6 juin 1983, la Cour d'Appel de PARIS confirme en toutes ses dispositions le jugement du Tribunal de Grande Instance de PARIS du 21 mai 1982 qui a :

« Dit que la Société PARFUMERIE FRAGONARD, en offrant à la vente et en vendant des savonnets portant imprimé le chiffre « 5 » et des flacons d'eau de toilette portant la mention « Eau de toilette LE CINO DE FRAGONARD », a contrefait la marque « N° 5 » dont la Société CHANEL est titulaire.

« Lui fait défense, sous astreinte de 200 F (DEUX CENTS FRANCS) par infraction constatée un mois à compter de la signification du jugement, de fabriquer, offrir à la vente ou vendre des produits portant la dénomination « LE CINO » et/ou « 5 ».

« Autorise la Société CHANEL à faire publier le jugement par extraits dans trois publications de son choix aux frais de la Société PARFUMERIE FRAGONARD sous que les coûts totaux des insertions soient limités à 15 000 F (QUINZE MILLE FRANCS).

Condamne la Société PARFUMERIE FRAGONARD à payer à la Société CHANEL :

— une indemnité de 80 000 F (QUATRE-VINGT MILLE FRANCS) ;

— une somme de 3 000 F (TROIS MILLE FRANCS) par application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

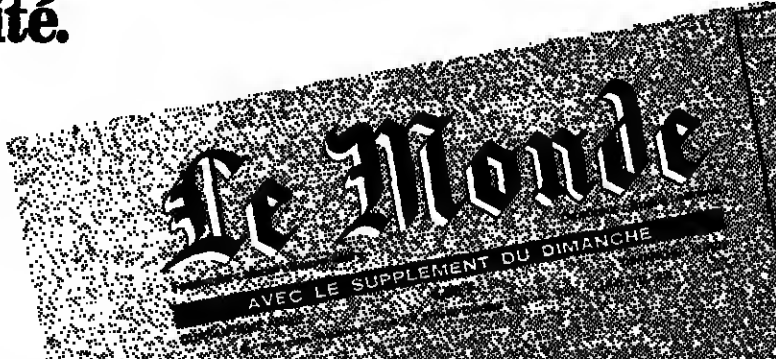
Condamne la Société PARFUMERIE FRAGONARD aux dépens.

## SAMEDI DIMANCHE

- ARGENTINE : Le retour à la caserne...
- PAYS-BAS : L'héroïne officielle et gratuite d'Amsterdam.
- AUTRICHE : Le grand procès des attardés du nazisme.
- MAURITANIE : Les quatre cités naufragées du désert.
- GUATEMALA : Le pétrolier et le financier.
- HISTOIRE : Quand l'Amérique changeait de cheval au Vietnam.
- ESCALADE : L'homme-araignée

Et, avec « le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



**VOIR POUR LIRE**

LAMPES DE LECTURE SIMPLE OU DOUBLE ECLAIRAGE, DORÉ, CHROMÉ, BRONZE, CANON DE FUSIL

**READY MADE**

SPÉCIALISTE DE L'ECLAIRAGE  
38-40 RUE JACOB  
75006 PARIS  
TEL : 260.28.01

**CHARTERS**

**U.S.A.**

NEW-YORK

à partir de **2 990 F A.R.**

**AIRCOM SETI**  
25, rue La Boétie  
75008 PARIS  
Tél. : 268-15-70



**PAUL BEUSCHER**

15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE. Tél. : 272-05-41

\* A PARTIR DE 10 000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30 %, sous réserve d'acceptation du dossier par CREG. Assurances facultatives à la charge du client.

**CRÉDIT GRATUIT 12 MOIS\***  
SUR TOUS LES PIANOS, du 1<sup>er</sup> au 29 octobre 1983

**ZIMMERMANN III V : 1245 F**  
Acajou satiné avec sourdine

achevé le 15/10/83



150

PROPOSITIONS DE  
sécurité dans les écoles

Les écoles doivent être équipées de matériel de sécurité approprié. Les enseignants doivent être formés à l'utilisation de ce matériel. Les élèves doivent être sensibilisés à la sécurité. Les parents doivent être informés des mesures de sécurité prises par l'école. Les autorités locales doivent être impliquées dans la mise en œuvre de ces mesures.

Des affectés en progression

Les affectés en progression sont ceux qui ont obtenu de bons résultats dans leur formation. Ils sont donc éligibles à des postes de responsabilité. Les affectés en progression sont donc ceux qui ont obtenu de bons résultats dans leur formation. Ils sont donc éligibles à des postes de responsabilité.

Les affectés en progression sont ceux qui ont obtenu de bons résultats dans leur formation. Ils sont donc éligibles à des postes de responsabilité. Les affectés en progression sont donc ceux qui ont obtenu de bons résultats dans leur formation. Ils sont donc éligibles à des postes de responsabilité.

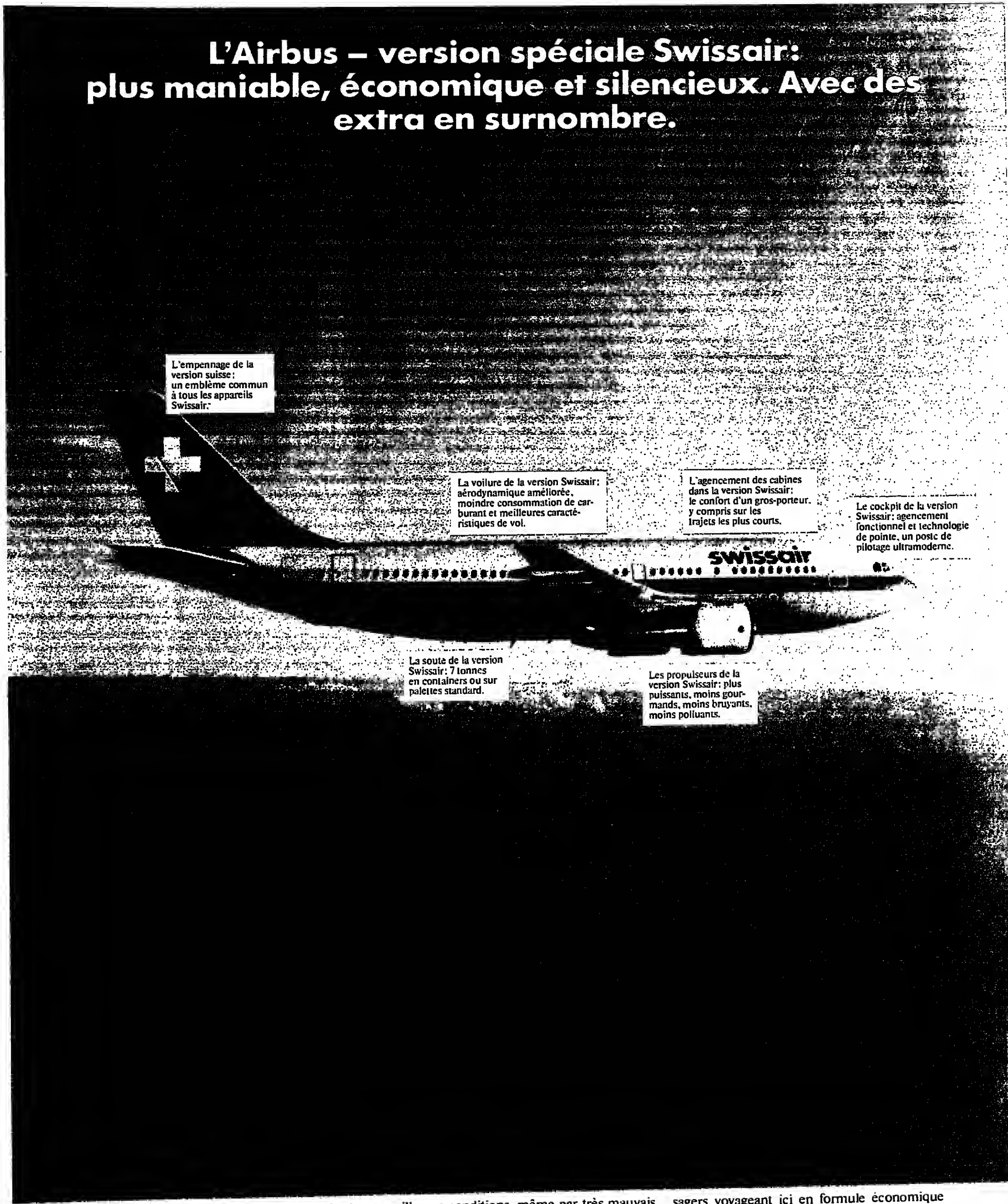
PUBLICATION JUDICIAIRE  
CONTRIBUTION DE LA MAIRIE  
DE LA SOCIÉTÉ D'ART  
PAR LA SÉRIE JUDICIAIRE

Les affectés en progression sont ceux qui ont obtenu de bons résultats dans leur formation. Ils sont donc éligibles à des postes de responsabilité. Les affectés en progression sont donc ceux qui ont obtenu de bons résultats dans leur formation. Ils sont donc éligibles à des postes de responsabilité.

TUIT 12 MO  
du 1- au 29 octobre

MANUEL

# L'Airbus – version spéciale Swissair: plus maniable, économique et silencieux. Avec des extra en surnombre.



L'empennage de la version suisse: un emblème commun à tous les appareils Swissair.

La voilure de la version Swissair: aérodynamique améliorée, moindre consommation de carburant et meilleures caractéristiques de vol.

L'agencement des cabines dans la version Swissair: le confort d'un gros-porteur, y compris sur les trajets les plus courts.

Le cockpit de la version Swissair: agencement fonctionnel et technologie de pointe, un poste de pilotage ultramoderne.

La soute de la version Swissair: 7 tonnes en containers ou sur palettes standard.

Les propulseurs de la version Swissair: plus puissants, moins gourmands, moins bruyants, moins polluants.

Quand la compagnie Swissair commande des appareils pour renouveler sa flotte, elle a toujours une longue liste d'exigences qui lui sont propres.

Ce fut le cas pour le DC-9-81 qui fut adapté au trafic passagers et au volume fret de la compagnie. Même chose, tout récemment, pour le Boeing 747-357 où Swissair a été à l'origine d'une foule de raffinements techniques et a opté pour des réacteurs plus économiques et plus respectueux de l'environnement.

Quant au nouvel Airbus A310, qui dessert actuellement Paris, Francfort, Londres, Athènes, Istanbul, Lisbonne et Tel Aviv depuis la Suisse, il ne fait pas exception à la règle.

Une technologie de pointe confère au cockpit le caractère fonctionnel d'un poste de pilotage ultra-moderne. Equipé en catégorie III A, l'appareil permet au pilote d'atterrir dans les

meilleures conditions, même par très mauvais temps, avec une hauteur de décision de 6 mètres et une visibilité-piste de 200 mètres, sur tous les aéroports aménagés en conséquence. Sa voilure, elle-même (nommée transsonique), est une innovation améliorant les caractéristiques aérodynamiques et diminuant sensiblement la consommation de carburant. Plus propres et particulièrement silencieux, les nouveaux propulseurs adoptés ici donneront satisfaction aux riverains des aéroports et aux écologistes.

Les non-fumeurs ont aussi obtenu gain de cause: 60% des places leur sont attribuées. Outre 22 places destinées aux passagers de première classe, mentionnons aussi les 190 places disponibles en Swiss Class où les passagers n'ont jamais plus d'un siège à franchir pour accéder au couloir le plus proche (à noter que les pas-

sagers voyageant ici en formule économique plein tarif peuvent choisir leur place préférée dès la réservation).

Autre avantage de taille qui, lui, se traduit par un gain de vitesse dans les manutentions: cette version spéciale est pourvue d'une vaste soute capable d'engouffrer 7 tonnes de fret conditionné sur palettes ou en containers standard compatibles avec l'ensemble de nos gros-porteurs.

Si les avions des différentes compagnies se différencient parfois uniquement par des couleurs personnalisées, vous saurez du moins à présent que ce n'est pas le cas de l'Airbus A310 version Swissair.

swissair



# SOCIÉTÉ

## Un prix Nobel hué à la Sorbonne

Un prix Nobel de physique hué et sifflé dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne : c'est le spectacle inhabituel auquel a donné lieu, jeudi 27 octobre, le deuxième débat de la FNAC sur « Science et paix ». L'Américain William Shockley était venu défendre sa théorie sur l'amélioration de l'espèce humaine. Les organisateurs lui doivent des remerciements : sans sa présence, cette discussion publique - à laquelle participaient six autres prix Nobel étrangers (1), un représentant de l'UNICEF, trois savants français, deux journalistes et un théologien - se serait réduite à un aimable échange de banalités.

Le sujet du jour était « La science face à la morale ». Sujet immense, mais piégé, puisque la morale n'existe plus. Aujourd'hui, cette notion varie non seulement d'une culture à l'autre mais également à l'intérieur d'un même pays. Galilée n'a plus en face de lui une Église unique qui le fait abjurer à genoux. C'est une morale éclatée qui affronte une science devenue folle, dépassée par ses propres inventions.

Schéma classique : devant une découverte, on commence par s'extasier, puis on cherche ses applications pratiques et, enfin, on se désolait qu'elle ait conduit à des abus. « Cette science », souligne le cancérologue Léon Schwartzberg, « ressemble au Dr. Jekyll quand elle trouve, et devient Mr. Hyde quand on l'utilise ».

Faut-il lui imposer des limites pour l'empêcher de jouer si dangereusement avec la vie et la mort ? Ce serait impossible : puisque tous les pays n'accepteraient pas de se priver d'un tel pouvoir. M. Fernand Cori, prix Nobel de médecine, note un effrayant paradoxe : seules des nouvelles découvertes scientifiques permettent de guérir les maux que la science provoque. En fait, ce n'est pas elle qui provoque quoi que ce soit, mais l'usage qu'on fait de la so-

ciété, et particulièrement les États. « Nous avons malheureusement peu d'influence sur les hommes politiques », constate le savant américain.

« Ne faut-il pas poser les bases d'une morale universelle ? » demande le pasteur Michel Viot, président du Consistoire luthérien de Paris, une morale qui tiendrait compte de toutes les spiritualités et de toutes les philosophies qui ont fait avancer l'homme ? On entendra d'autres vœux pieux au cours de cette soirée, sur le thème : si tous les savants du monde se donnaient la main et se mettaient au service de l'humanité au lieu d'aider à fabriquer des engins de guerre... Visiblement, les savants ou biologistes inquiètent beaucoup plus les savants présents et l'auditoire que les bébés éprouvettes et l'euthanasie.

### Petits génies et imbéciles

Dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, chaque prix Nobel lit une communication, généralement remplie de lieux communs. Preuve : un peu troublante - qu'on peut être un savant de haut niveau et n'avoir pas grand-chose à dire sur les incidences sociales de son activité. C'est parmi les Français (non Nobel) que le vrai débat s'engage : il y est question de biologie des comportements, de philosophie, de féminisme et même de poésie... Les invités d'honneur, un peu inquiets, n'en croient pas leurs écouteurs.

Entre alors en scène M. Shockley, qu'on avait gardé pour la bonne bouche. Son intervention était annoncée toutes les dix minutes comme une véritable attraction par le « modérateur », M. Patrick Poivre d'Arvor. Le savant américain ne tient pas à parler de sa participation à la « banque de sperme des Nobel ». Il est venu exposer la « dysgénésie ». Huées, sifflés. Sans se démonter, M. Shockley regrette que chez les Noirs américaines, les mères les plus prolifiques soient celles qui ont fait le moins d'études. La « reproduction

excessive » des personnes « génétiquement désavantagées », risque, selon lui, de « diminuer l'intelligence des générations futures et de rendre donc plus probables les catastrophes nucléaires ».

Sous les applaudissements de l'assistance, M. Antoine Dancho, généticien, dénonce « la grande ignorance » de M. Shockley et lui reproche d'utiliser un prix Nobel, obtenu dans une autre discipline, pour défendre ses idées. « La seule possibilité pour l'homme de s'adapter à un univers changeant est une grande variabilité », explique M. Dancho. Il n'existe pas un bon et un mauvais gène mais une diversité gigantesque dans chaque être humain. Quels gènes M. Shockley va-t-il choisir, et comment, pour fabriquer son individu idéal ?

A propos de la fameuse banque de sperme, on citera à la tribune un prix Nobel absent, M. François Jacob : « Ce n'est pas connaître les Prix Nobel que de vouloir les reproduire à des millions d'exemplaires ». Dans leur progéniture,

« la proportion des imbéciles serait exactement la même que dans l'ensemble de la population ».

Le professeur Henri Laborit, biologiste, est encore plus cinglant. Faisant allusion à l'âge respectable de la plupart des Nobel, et de M. Shockley en particulier, il se demande « s'il est bien sage de fatiguer des êtres qui ont autre chose à faire que de copuler car ils ont un cerveau qui peut rendre encore beaucoup de services à une humanité souffrante ».

L'assistance entendra à peine la dernière intervention : celle - très sage, très généreuse et tout à fait hors sujet - du représentant de l'UNICEF, auquel personne d'oserait reprocher d'avoir peu de chose à dire sur « la science face à la morale ».

ROBERT SOLÉ

(1) M<sup>me</sup> Dorothy Crowfoot Hodgkin (Grande-Bretagne), MM. Baruch Blumberg et Carl Cori (États-Unis), Ernst Fischer (R.F.A.) et Peter Medawar (Grande-Bretagne).

## DES TRANSISTORS A LA GÉNÉTIQUE

### Professeur Shockley, racologue

Ce n'est pas un Nobel comme les autres, celui que la presse a beau jour découvert et encaissé, avant de le replonger bien vite dans l'oubli. A soixante-trois ans, M. William Shockley accomplit une étonnante performance : continuer à faire parler de lui. Personne, il est vrai, ne parle plus de cette découverte des transistors qui lui valut en 1956 avec deux autres scientifiques le prix Nobel de physique.

Si M. Shockley attire aujourd'hui l'attention des médias, c'est parce que depuis plusieurs années il a changé de camp, passant avec titres et bagages de l'étude de la matière à un surprenant discours sur l'hérédité, les races et l'intelligence. Un parcours original, qui l'a conduit par exemple à participer à l'entreprise du docteur Robert Graham, ce riche optométriste américain qui, rêvant de voir naître des sujets d'élite, a fondé en 1979 une « banque de sperme des Nobel ». Le principe est d'être naïvement inquiétant : réaliser des inséminations artificielles de femmes « de qualité » avec du sperme de Nobel, d'éminents hommes de science ou de grands sportifs.

A ce jour, M. Shockley est le seul Nobel ayant reconnu une participation active à cette aventure. Sous-entendu, trois, peut-être cinq, dit-il. Des enfants ont-ils été conçus de la sorte ? « Oui », Combien ? « Je ne sais pas ». Si M. Shockley accepte aujourd'hui de parler, c'est moins pour évoquer cette affaire que pour confesser ses préoccupations sur l'avenir génétique des États-Unis.

Une confession prudente, entièrement enregistrée sur magnétophone par le Nobel, car cet ancien universitaire a appris à se méfier des journalistes. Il estime que la presse américaine a déformé ses propos et ses intentions, et qu'il ne se considère pas comme l'être humain parfait ni comme le candidat idéal, dit-il. Je ne suis pas en train de suggérer que je vais créer des super hommes.

### Stérilisation volontaire

Aujourd'hui, M. Shockley veut prendre de la distance en exposant, par exemple, ses certitudes en matière de race, d'hérédité et d'intelligence. Les États-Unis,

dit-il en substance, sont touchés par un grave phénomène, sorte d'évolution rétrograde due à la reproduction excessive des races génétiques, un phénomène auquel il convient de s'opposer au plus vite. Pour lui, c'est indubitablement de la race noire que vient le danger : « Je crois que beaucoup de Noirs sont supérieurs à beaucoup de Blancs sur une base raisonnable de comparaisons. Je crois pourtant que les handicaps sociaux, scolaires et économiques des Noirs américains sont d'origine génétique et raciale. L'évolution des races noires n'a pas été aussi rapide que celle des races blanches ou jaunes. » Son credo va plus loin : M. Shockley accuse les programmes sanitaires américains de favoriser la fécondité des Noirs du bas de l'échelle sociale, d'accroître le caractère rétrograde de l'évolution génétique aux États-Unis. Surtout, il préconise une solution : un plan de stérilisation volontaire avec prime. Un intéressement à l'égénisme, en quelque sorte. L'indemnité serait calculée le plus scientifiquement possible en fonction des races génétiques des sujets, comme le diabète, l'épilepsie, l'usage d'héroïne ou l'arthrite (sic), et augmentée de 1 000 dollars pour chaque point du quotient intellectuel en dessous de cent. Ainsi, on verserait 30 000 dollars pour un sujet ayant un quotient intellectuel de soixante-dix acceptant de se faire stériliser.

M. Shockley sait par expérience à quel point il peut choquer. Il sait aussi qu'il n'est pas compris. Il n'en a cure et continue son combat. Les railleries de ses adversaires, fussent-elles des Nobel, il s'en moque. « Ce sont eux qui n'ont pas un comportement rationnel », réclame-t-il ? Alors donc, il n'y a dans ses propos aucune incitation à la haine, mais un simple constat : C'est un scientifique désireux de fonder les bases d'une nouvelle discipline : la racologie.

« Avez-vous des enfants ? » Un moment, le septuagénaire est troublé. « Oui, trois, d'un premier mariage. » Aucun Nobel parmi eux ? Un sourire. « Non, mais cela ne prouve rien. On sait que les enfants de Nobel ont plus de chances que les autres d'obtenir le prix. Voyez, chez vous, les Curie ».

JEAN-YVES NAU

## L'ARRESTATION DES AUTEURS DE L'ATTENTAT DE ROMANS

### « Un type bien et un excité »

De notre correspondant régional

Valence. — « Un type bien et un excité », tel est, selon un policier, le portrait des deux auteurs présumés de l'attentat contre la « mosquée » - en fait, un lieu de réunion et accessoirement de culte musulman - de Romans, détruite dans la nuit du 3 au 4 mai 1982. MM. Jacques Gesret, quarante et un ans, et Michel Gourru, quarante-six ans, inculpés de « destruction d'édifice par explosion » et de « détention d'armes de première et quatrième catégorie », ont été écroués, jeudi 27 octobre, à la maison d'arrêt de Valence (nos dernières éditions de jeudi).

Jacques Gesret et Michel Gourru sont de corréziens. « Français moyens », unis par une passion commune pour les explosifs, et par une haine viscérale des Arabes.

C'est Gesret qui a avoué dès son interpellation : « J'ai fabriqué l'engin explosif, puis j'ai participé à la pose de cet engin ». Alors, « une perquisition a été opérée à son domicile, à Châteaufort-d'Isère, une bourgade à mi-chemin entre Valence et Romans », a indiqué M. Jean-Claude Plantard, premier substitut du procureur de Valence, au cours d'un entretien avec la presse. Le communiqué officiel fait état d'une perquisition effectuée par le S.R.P.I. de Lyon. Un service qui n'a pas précisément pour habitude de se déplacer pour des affaires courantes.

Michel Gourru, vraisemblablement accusé par son complice, ne farouchement toute responsabilité dans cet attentat aux mobiles racistes évidents. Dans ses premières déclarations au magistrat instructeur, un des inculpés a cité le nom de la Nouvelle Acropole, une secte d'extrême droite née en Argentine en 1957.

Les explications officielles sur les motivations des deux inculpés font état, toujours selon le substitut, M. Plantard, de « conversations préalables » entre les deux hommes, qui auraient préparé leur action pendant plusieurs jours : « Ils en ont discuté et se sont montés la tête. Le communiqué est encore plus catégorique ».

« Un hôtelier condamné pour homicide par imprudence », Prévenu d'homicides et blessures par imprudence, M. Abraham Merclano, gérant de l'hôtel La Bonie d'Or, 22, rue de Châlons, à Paris (12<sup>e</sup>), où un incendie avait entraîné la mort, le 19 janvier 1979, de trois Sénégalais et causé des blessures graves à une vingtaine d'Africains (le Monde daté 9-10 octobre), a été condamné, le 26 octobre, à seize mois de prison avec sursis par la septième chambre du tribunal de Paris. Il devra verser aux parties civiles 187 000 francs au total de dommages et intérêts.

« La demande d'extradition d'un réfugié turc. — La chambre d'accusation de Dijon vient de donner un avis favorable à l'extradition d'un ressortissant turc réfugié en France, M. Bekir Hidayet Akar. Il est accusé par la justice turque d'un double meurtre que son avocat, M. Michel Joga-Prat, du barreau de Paris, qualifie de « politique ». La cour de Dijon n'a pas accepté cette explication et a refusé de tenir compte du fait que M. Akar a, en France, le statut de réfugié politique. On confirme à la chancellerie que le gouvernement français est opposé à cette extradition (le Monde du 12 octobre). M. Akar demandait donc être renvoyé rapidement en Turquie ».

« Accidents mortels dans les armées. — A Djibouti, un hélicoptère Alouette III s'est écrasé au sol après avoir heurté une ligne électrique, provoquant la mort d'un officier dont l'identité n'a pas été révélée, et blessant deux autres militaires français. D'autre part, un soldat, de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie de marine, Gilbert Alphonse, 21 ans, a été mortellement blessé par l'explosion d'un obus de mortier de 82 mm qu'il manipulait au cours d'un exercice au camp de La Courneuve (Seine). Deux autres soldats ont été blessés ».

### Un climat de guerre

Une troisième guerre mondiale ? C'est possible. En tous cas, le climat se dégrade. Il ne se passe plus de jour sans que des gravitations de nouveaux échelons, c'est l'escalade. Avec tous les risques de dérapage. (...)

L'indépendance de la France ? L'opinion ne s'exprime pas, pour le pouvoir politique, sans violence à l'égard de la France ? (...)

En continuant fermement la ligne d'escalade de Reagan à Giscard, le gouvernement de la gauche a été fidèle à ses options fondamentales. (...)

Espérons que c'est un signe, qu'enfin socialistes et communistes mobilisés avec le courant populaire du « il ne faut pas porter d'un seul côté le poids de la France » ont pu se faire entendre. Car la politique étrangère de la France ne saurait être à la charge d'un seul homme, elle doit être l'affaire de la Nation. Georges Mistron

### TEMOIGNAGE CHRETIEN

Cette semaine dans TEMOIGNAGE CHRETIEN avec toute l'actualité toute l'actualité culturelle, politique, sociale, religieuse. TC, un des grands hebdomadaires du fait religieux. Le n° 10 F. Perroux et 49 Fbg Poissonnière - Paris 75009.

## SOLIDARITÉ AVEC LES TROIS SOLDATS DE LANDAU

### APPEL NATIONAL

Trois jeunes soldats du contingent, Laurent Fritz et Olivier Lacour Grandmaison du 32<sup>e</sup> régiment de génie à Kohl (R.F.A.) et Étienne Pécour du 13<sup>e</sup> régiment de génie à Trèves (R.F.A.) viennent d'être déferés devant le seul tribunal d'exception qui existe encore, le tribunal militaire de Landau.

On leur reproche d'avoir signé un appel dans le cadre des mobilisations pacifistes, en faveur du retrait de toutes les troupes étrangères dont les troupes françaises des deux parties de l'Allemagne.

Quoi que l'on pense de cette revendication, cela ne justifie en aucun cas les poursuites engagées qui constituent une très grave atteinte à la liberté d'expression.

Les sous-signés demandent leur libération et l'abandon des poursuites.

Maurice Aguilhon, Paul Allès, Daniel Balavoine, Pierre Bauby, Simone de Beauvoir, Denis Berger, Jacques Berthelet, Jacques de la Bollerière, Étienne Balibar, Georges Boudarel, Claude Bourdet, Jean Bourvier, Pierre Broué, Jeanne Brunschwig, Christine Buc-Gluksmen, Jean Cardonnel, Jean-Christophe Cambadélis, Georges Casalis, François Castaing, Gérard Chevalier, Jean Cheneaux, Patrick Chénou, Costa-Gavras, Philippe Darrulat, Yves Dautin, Claude Debons, Serge Desquil, Julien Deschry, Harlem Désire, Jean-Michel Devron, Jean Elanstein, Claire Etcherelli, Jean-Jacques Godchau, Roger Godement, Hélène Goldet, Romain Goupil, Camille Granot, François Jacob, Marcel-François Kahn, Guy Konopnicki, Alain Krivine, Arlette Lagulier, Henri Leclerc, Maxime Le Forestier, Pierre Legend, André Mandouze, Sylvie Martrant, Bruno Martin, Claude Meillassoux, François Meynet, Michel Mizille, Jean-Louis Michel, Richard Milloff, Arienne Mnouchkine, Gérard Molinat, Théodore Monod, Georges Montaron, Christian Paris, Hélène Permelin, Gilles Perrault, Évelyne Pissier-Kouchner, Piotr Rokend Rappoport, Diane Rey, Michèle Rey, Catherine Ribes, Daniel Richter, Jean Ridoix, Daniel Roche, Louis Roussel, David Roussel, Pierre Salama, Jacques Salviator, Antoine Senguenet, Laurent Schwartz, Yves Simon, Francesca Solleville, Benjamin Stora, Claire Tessière, Jacques Veier, Jean-Marie Vincent, Daniel Vivier, Laurent Zappi.

Envoyez vos signatures à : Marie-Madeleine Millead, 50, boulevard Jean-Jaurès, 92110 CLICHY-LA-GARENNE  
Soutien financier à l'ordre de : François Castaing, Compte bancaire n° 010603/37 (B.N.P.)

## VIVEZ EN EUROPE 1 LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE

# LIONEL JOSPIN

Premier Secrétaire du P.S.

CLUB DE LA PRESSE

# EUROPE 1

DIMANCHE  
30 OCTOBRE  
à 19h

animé par  
Gérard Carreyrou  
et Alain Duhamel

010603/37



LA FIN DU SYNODE DES EVÊQUES A ROME

De la culpabilité à la réconciliation

De notre envoyé spécial

Le synode des évêques, réuni depuis le 29 septembre, à Rome, devait terminer ses travaux, ce vendredi 28 octobre, par un chemin de croix, place Saint-Pierre. Samedi, la cérémonie solennelle de clôture sera marquée par un discours de Jean-Paul II.

Le message au monde adopté à une large majorité est le seul document rendu public, puisque les soixante-cinq propositions également votées par les deux cent dix pères synodaux serviront de base au document qui sera rédigé ultérieurement par le conseil du synode (1) avant d'être ratifié, éventuellement modifié, puis publié par Jean-Paul II.

Un appel poignant en faveur de la réconciliation dans un monde déchiré et dans une Eglise divisée - était forcément frustrant. Paradoxalement, le principal rédacteur du message, le cardinal Basil Hume, était un des dix membres qui avaient voté contre l'idée de rédiger une déclaration, alors que cent soixante-quinze pères avaient voté positivement. Avec son sens typiquement britannique de la litote (*understatement*), l'archevêque de Westminster avait proposé de limiter l'expression publique du synode à deux mots : « Convertissez-vous ».

Le péché du monde

Encore plus difficile était la tâche de ramener les nombreuses interventions, en assemblée générale comme dans les groupes linguistiques, à une série de propositions succinctes. Grâce au don de synthèse - unanimement apprécié - du rapporteur, le cardinal Carlo Martini, on a fini par réduire les deux cents propositions issues des groupes à soixante-cinq environ. Celles-ci se divisent en trois grands chapitres selon les principaux thèmes abordés par le synode.

Le message au monde

Le message au monde de neuf cents mots, rédigé - à partir de l'anglais - en latin, français, espagnol, allemand et portugais, commence par condamner « la privation des droits de l'homme (...), la discrimination raciale, l'agressivité belliqueuse, la violence et la terreur, l'accumulation d'armes nucléaires et classiques, le commerce scandaleux des armes, la distribution injuste des ressources de la terre et les structures par lesquelles les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent ».

Dans leur message, les évêques annoncent aussi leur intention de rechercher « inéssable-

ment » la paix et la désarmement, ainsi que la réduction des tensions entre l'Est et l'Ouest. « Nous n'avons aucun pouvoir politique, affirment-ils, mais nous pouvons exprimer aux dirigeants des Etats l'aspiration inquiète des peuples à un monde plus sûr, plus pacifique ».

Selon le document, l'Eglise « ne pourra jamais se satisfaire de structures économiques et politiques qui perpétuent l'injustice ». Et les évêques de conclure : « Nous utiliserons, par exemple, l'influence dont nous disposons pour réaliser une réforme efficace des inégalités qui existent entre les hémisphères Nord et Sud ».

bien-fondé des anciennes classifications entre péché véniel et péché mortel, en proposant d'y ajouter les notions de péché grave et de péché social.

Cela a mené logiquement à la troisième série de propositions sur la célébration du sacrement, à partir de la réforme de l'ordo pénitentiel introduite par Paul VI en 1974. Alors que la plupart des participants appréciaient l'esprit de ce renouvellement qui visait à rendre le sacrement plus accueillant et plus évangelique, ils ont fait remarquer que le sacrement est très souvent inapplicable faute de temps, de prêtres disponibles et d'une catéchèse adaptée. Certains ont réclamé le développement de pratiques pénitentielles extra-sacramentelles qui offriraient un cheminement approprié aux chrétiens insuffisamment préparés ou exclus, tels les divorcés remariés.

Ces idées sont développées aussi dans d'autres résolutions qui traitent de la pastorale, de l'Eglise comme signe de réconciliation, de l'eucharistie et, enfin, des ministères laïcs. En effet, pourquoi des religieux, des religieuses ou des laïcs ne pourraient-ils pas se voir confier un ministère de réconciliation, même s'ils ne peuvent pas prononcer l'absolution sacramentelle ?

Un instrument perfectible

L'analyse des propositions qui précède est le résultat de déclarations faites à partir des interventions publiques et des conversations privées avec tel ou tel évêque. Car les souhaits des participants n'ont pas été rendus publics. Et c'est là la faiblesse de l'institution synodale dont le rôle n'est pas encore clairement défini. Conseil purement consultatif, le synode n'a pas encore trouvé un moyen satisfaisant de clore ses débats. Le synode de 1974 sur l'évangélisation d'ailleurs pas parvenu à établir un document final et il remit au pape des propositions, le priant de le rédiger lui-même. Le même procédé fut adopté en 1977 et

en 1980, mais il ne donne pas entière satisfaction.

D'une part, les pères synodaux ne veulent pas donner l'impression d'abdiquer leurs responsabilités mais, de l'autre, ils ont conscience qu'en rendant publiques leurs propositions, ils lient les mains du pape et qu'il est plus respectueux à son égard de garder le secret ; mais il s'agit là d'une tâche difficile. Lors du dernier synode sur la famille, grâce à une fuite, les propositions furent publiées par la presse américaine. « Nous sommes cyniques en disant que nous confions nos conclusions au pape, dit le cardinal Hume, car nous savons bien qu'il y aura des fuites... ». Ne voudrait-il pas mieux publier toutes les étapes des travaux synodaux, les interventions, les propositions, le document rédigé par le conseil, puis le document pontifical, sans cacher les divergences légitimes entre les différents intervenants ?

Comme le reconnaissent volontiers plusieurs de nos interlocuteurs, le synode est « un instrument imparfait en voie d'amélioration ». Tous saignent la grande liberté d'expression au synode, qu'il s'agisse des assemblées plénières en présence du pape, des petits groupes ou des élections de commissions. Mais il existe un problème plus fondamental : il s'agit du fonctionnement du synode lui-même, quand il est en session, et de sa continuité entre les sessions triennales.

Pour ce qui est du premier point, s'il est injuste de parler de manipulation, on peut dire que le synode est « verrouillé ». Il y a d'abord « les verrous posés par le pape », selon les termes d'un évêque européen, et puis la manière dont les sessions sont menées par les trois présidents nommés par le pape. Le rappel à l'ordre du cardinal Ratzinger à propos des abus constatés en matière d'absolution collective, pendant une demi-heure, n'a pas été apprécié. « On avait arrêté la pendule pour lui, ironisait un participant, alors que le temps de parole était de huit minutes ». Parlait-il comme président ou comme préfet de l'ex Saint-Office ?...

Enfin, le synode dispose d'organes permanents peu efficaces puisque les membres de son conseil, élus pour trois ans, sont des évêques du monde entier se rendant rarement à Rome. Si l'on souhaite que l'assemblée synodale se perfectionne, il sera nécessaire de renforcer ses institutions afin de lui éviter de repartir de zéro tous les trois ans.

ALAIN WOODROW.

(1) Ce conseil du synode, élu pour trois ans, est composé de quinze membres. Il s'agit, pour l'Afrique : du cardinal Paul Zoungou, archevêque de Ouagadougou (Haute-Volta) ; de Mgr Stephen Naldoo, évêque auxiliaire du Cap (Afrique du Sud) et de Mgr Henri Teissier, archevêque coadjuteur d'Alger ; pour les Amériques : le cardinal Joseph Bernardin, archevêque de Chicago (Etats-Unis) ; le cardinal Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza (Brésil) et du cardinal Paulo Arns, archevêque de São Paulo (Brésil) ; pour l'Asie, l'Australie et l'Océanie : le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille (Philippines), le cardinal Joseph Cortiada, archevêque de Karachi (Pakistan) et de Mgr Femi Adedokun, évêque de Yokoobama (Japon) ; et pour l'Europe : le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster (Grande-Bretagne), le cardinal Carlo Martini, archevêque de Milan (Italie) et le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille. Outre ces douze membres élus, trois autres seront nommés par le pape.

(Publié)

La RÉSURGENCE TEMPLIÈRE de 1984, organisée par les mêmes gardiens de la TRADITION, marque le début d'une NOUVELLE ÈRE SPIRITUELLE en vue du retour du CHRIST. La Fraternité Jehovanna pour la Résurgence Templière, ordre initiatique, traditionnel, chrétien et chevaleresque, a été fondée, comme d'autres mouvements ésotériques, pour travailler à cette importante préparation. Elle dispense les ENSEIGNEMENTS TRADITIONNELS. Adh. son ouvrage « LE CHRISTIANISME A L'HEURE DU VERSEAU » (envoi contre versement 31,30 F - 25 F + port) et diffuse son bulletin mensuel « BEAUCEANT ». Renseignements contre 3 timbres. F.J.R.T., B.P. 25, 69670 CASSEL.

# COCOTIER

Airtour Afrique lance la mode cocotier.

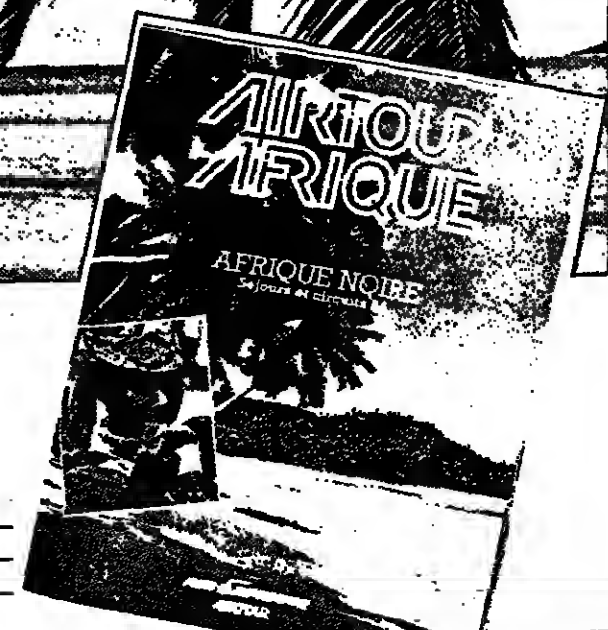


**AIRTOUR AFRIQUE**  
LE SPECIALISTE DES VACANCES EN AFRIQUE NOIRE.

40 séjours et circuits dans 10 pays à partir de 4.260 F\*

BENIN	CONGO	HAUTE VOLTA	NIGER	TCHAD
CENTRAFRIQUE	CÔTE D'IVOIRE	MAURITANIE	SENEGAL	TOGO

\* Vous pouvez obtenir la brochure Airtour Afrique à votre Agence de voyages ou en téléphonant au (1) 225.71.69 poste 236



DE LA SEMAINE  
**PIN**  
S.



# JUSTICE

## AU TRIBUNAL DE VERSAILLES

### Un réquisitoire rigoureux au procès des « grâces médicales »

Au terme d'un réquisitoire rigoureux, le procureur de la République du tribunal de Versailles, M. Robert Barbat, a réclaté, jeudi 27 octobre, au procès des « grâces médicales », des peines qu'il a lui-même qualifiées de « sévères » pour les principaux prévenus. « Des auxiliaires de justice en robe noire ou en blouse blanche ont failli à leur mission. Ils n'ont pas su garder leurs distances vis-à-vis de la pègre et ils ont été contaminés », a déclaré le re-

présentant du ministère public. « Je réclame donc, a-t-il ajouté, contre ceux qui ont conçu, dirigé et agi, André Fraicelli et Alain Colombani, trois années d'emprisonnement ferme ; contre ceux qui ont exécuté et ont gravement failli à leur devoir, les docteurs Troisième et Mariotti, deux ans d'emprisonnement ferme. »

M. Barbat a précisé que dans cette affaire « le sursis n'a aucun sens ». Pour ce qui concerne le docteur inculpé, le docteur Mazaud, la sanction a été laissée à l'appréciation du tribunal. Le maximum de la peine encourue prévue par le code pénal est de trois années d'emprisonnement.

Jusqu'à ce jour, on n'avait guère entendu le procureur de la République. Ce magistrat, parfait sosie du comédien Georges Wilson, s'était contenté de poser quelques questions au fil des débats. Il est vrai que la présidente, M<sup>me</sup> Jacqueline Cochard, n'avait rien laissé passer. Méthodique, précise, incisive, ayant une parfaite connaissance du dossier, elle a tenté en vain de découvrir toute la vérité. Une vérité qui n'a été qu'ébauchée, comme l'a reconnu M. Barbat. La loi du silence est inviolable. M. Barbat le sait.

#### Au champ du déshonneur

Il a néanmoins démonté le mécanisme qui a abouti à l'élargissement du trafiquant de drogue Robert Kéchichian. Un processus qui, selon ce magistrat, s'est déroulé en trois phases utilisant « le maillon le plus faible de la machine judiciaire : la médecine pénitentiaire ». Première phase : établir que l'état du prisonnier est incompatible avec la détention. Ce fut l'œuvre du rapport des experts, les docteurs Mazaud et Mariotti. M. Barbat a qualifié le premier d'« auxiliaire fantôme que la conscience professionnelle ne doit pas étouffer », et a dénié au second le droit « que l'on s'empare sur la tristesse de son sort puisqu'il paraît douteux qu'il devienne un jour professeur de faculté ».

La deuxième phase consistait à exclure toute possibilité de transfert. Ce fut le rôle du docteur Troisième,

qui « a usé généreusement des pouvoirs que son titre lui conférait ». Le procureur de la République s'est interrogé « sur la dépendance totale et éternelle » de ce médecin vis-à-vis des « dentistes Fraicelli et Colombani, qui tiraient les ficelles ». « De qui a peur Solange Troisième ? », s'est demandé M. Barbat. Elle a encaissé les coups les plus bas, les vilaines les plus méprisables sur sa vie privée, son honneur professionnel, et cela sans réagir. J'avais envie de lui dire : « Qu'attendez-vous pour répondre ? Levez-vous ! ». De lourds secrets restent entre eux, c'est l'un des mystères de cette affaire.

La troisième phase, enfin, était de faire croire à l'aggravation de l'état de santé de Kéchichian. « Ce fut le rôle du docteur Colombani, tombé au champ du déshonneur de la médecine pénitentiaire », selon l'expression du procureur. Protégé du docteur Troisième, il a verrouillé le dispositif mis en place.

« La touche finale » fut finalement apportée par André Fraicelli, « le maître du jeu occulte dans cette partie de poker menteur », qui a déposé à point nommé la demande de mise en liberté. Car, d'après le procureur, « il finissait le lien entre tous ». « Cet avocat déchu qui a fui en emportant les fonds de ses clients auquel la plupart des magistrats n'accordaient aucune confiance, laquelle était en proportion inverse de celle que lui accordait le milieu », était la clef de voûte.

Reste le mobile. Aucun vêtement d'argent n'a pu être mis en évidence au cours de l'instruction. « Peu importe pourquoi ils ont agi, a fait remarquer le procureur, l'important, c'est qu'ils ont agi. Dans ce type d'affaires, toutes les motivations sont possibles, mais elles tendent vers un but unique. Nous ne connaissons jamais la vérité. » Les raisons des agissements des uns et des autres sont très certainement multiples. Cela restera la grande inconnue de ce dossier, la face cachée d'une entreprise qui a mis en échec la justice et qui, pour la première fois dans les annales judiciaires, a pu être démantelée.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## L'ACTION EN JUSTICE DE M. PAPON CONTRE LA VIE EST REJETÉE

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Emile Cabé, a débouté, jeudi 27 octobre, M. Maurice Papon, ancien ministre du budget, de l'action en diffamation qu'il avait introduite pour réclamer 1 F de dommages et intérêts à M. André Schafter, directeur de l'hebdomadaire la Vie, à M<sup>me</sup> Marie-Christine Jeannot, auteur d'un article publié le 17 février 1983 sous le titre : « Maurice Papon : 1942-1944, les années troubles », et à M. Joseph Sarthoulet, ancien résistant, dont les déclarations avaient été reproduites dans ce même article. De son côté, M<sup>me</sup> Jeannot a été déboutée de sa demande reconventionnelle en 1 F de dommages et intérêts pour abus de procédure (le Monde du 8 octobre).

Le tribunal constate que les allégations de M<sup>me</sup> Jeannot et de M. Sarthoulet sont de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du requérant puisqu'elles suscitent dans l'esprit du lecteur « l'opinion qu'un doute sérieux existe quant à la véracité des affirmations de Maurice Papon sur sa participation en qualité de membre ou de correspondant (durant l'Occupation) aux réseaux Jade Amical et Kléber ». Mais il admet la bonne foi des trois défendeurs en déclarant : « (...) à la suite de l'inculpation de [M. Papon] pour crimes de guerre, l'opinion publique, sensibilisée par la publicité donnée à ces événements, s'est interrogée sur le comportement réel de Maurice Papon. Il était donc légitime, pour l'information de ses lecteurs, que la Vie fasse procéder à une enquête journalistique sur les activités de Maurice Papon à Bordeaux de 1942 à 1944. Marie-Christine Jeannot s'est rendue en Gironde pour y entendre des témoins irréprochables, dont elle a révélé l'identité et qu'elle a fait citer à l'audience. Elle a également interrogé Maurice Papon, qui a pu s'expliquer librement en connaissance de cause et dont les déclarations figurent en bonne place dans l'article. Si son enquête n'est peut-être pas complète, il serait brutal d'exiger d'un journaliste qu'il agisse en historien alors qu'il n'en a ni le temps, ni les moyens ».

# RÉGIONS

## M. Mauroy a reçu les présidents des conseils régionaux

### 5 milliards de francs pour les contrats de plan

M. Pierre Mauroy a reçu, le jeudi 27 octobre, les vingt-deux présidents de conseils régionaux (ou leurs représentants) (1). Trois points étaient à l'ordre du jour.

● Les contrats de plan, qui devraient être signés au début de 1984 entre le gouvernement (par l'intermédiaire des commissaires de la République) et les régions, constitueront des engagements financiers pluriannuels de la part de l'Etat. Une enveloppe de 5 milliards de francs est prévue en 1984. M. Mauroy a précisé : « J'ai tenu à mettre un frein aux pratiques de certains ministères tendant à multiplier les demandes de concours financiers aux régions et ainsi à mettre aux enchères les crédits de l'Etat. Cette politique vous empêcherait de dégager clairement et librement vos propres priorités. Cette mise au point vise, notamment, le ministère de la culture. »

● La formation professionnelle continue : depuis le 1<sup>er</sup> juin, ce sec-

teur ainsi que l'apprentissage est transféré aux régions. Plusieurs présidents se plaignent que ce transfert entraîne pour les budgets régionaux des charges excessives. M. Mauroy a indiqué à ce propos que la commission d'évaluation des charges transférées, composée en majorité d'élus appartenant à l'opposition, avait approuvé à l'unanimité la somme allouée par le gouvernement et mise à la disposition des régions, soit 2,7 milliards de francs.

● Les relations avec la C.E.E. : « Il n'y a pas d'inconvénient à ce que les conseils régionaux organisent toute mission d'information auprès des instances européennes ou qu'ils informent des personnalités ou des missions communautaires sur leur territoire, pour peu qu'elles en aient averti préalablement, par l'intermédiaire du commissaire de la République, le gouvernement. En revanche, la négociation de programmes communautaires, la présentation de projets auprès des fonds européens, relève de la seule compétence de l'Etat », a déclaré M. Mauroy.

## ENVIRONNEMENT

● Catastrophe écologique en Ukraine. — La rupture du barrage d'une usine d'engrais chimiques à Droghatch, sur le Dniestr, le 13 septembre dernier, a provoqué une véritable catastrophe écologique. La région a été recouverte de milliers de tonnes de sel de potassium sur un rayon de 25 kilomètres et le Dniestr a été pollué sur 500 kilomètres.

Entre le retenue de Droghatch et le barrage-réservoir de Novo-Dniestr, qui alimente en eau potable les villes de Kichinev et Odessa, — plus de 2 000 tonnes de poissons ont péri. Selon les experts, il faudra plusieurs années pour dépolluer le Dniestr. Dans un premier temps, les autorités soviétiques avaient expliqué la catastrophe par l'explosion d'un réservoir d'ammoniac construit par les Américains près d'Odessa. (Ruster).

(1) Douze conseils régionaux sont présidés par des élus de l'opposition ; dix, par des élus de gauche.

● Pas de grand prix automobile à Paris. — Le comité directeur de la Fédération française de sport automobile (F.F.S.A.) a estimé que les conditions n'étaient pas remplies pour l'organisation d'un grand prix automobile de formule 1 dans Paris en 1984. Le projet présenté par l'Association sport et mécanique du Jean-Pierre Jabouille et Bernard Giron avait reçu l'aval du ministère de l'Intérieur, qui était prêt à étudier une dérogation à la réglementation des circuits automobiles en ville, mais le président de la République avait fait connaître son hostilité au projet.

# AVENTURE



## Airtour Afrique : l'aventure en toute confiance.



## AIRTOUR AFRIQUE

### LE SPECIALISTE DES VACANCES EN AFRIQUE NOIRE.

40 séjours et circuits dans 10 pays à partir de 4.260 F\*

BENIN	CONGO	HAUTE VOLTA	NIGER	TCHAD
CENTRAFRIQUE	COTE D'IVOIRE	MAURITANIE	SENEGAL	TOGO

Vous pouvez obtenir la brochure Airtour Afrique à votre Agence de voyages ou en téléphonant au (1) 225.71.69 poste 236





**INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS**  
*école privée du groupe IPSA*  
**71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70**

**PATRICK FRANCÈS.**

rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 12  
 ☎ 538.61

3-17, rue

de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 13  
☎ 538.61



## CHAMPS DE NEIGE

### Un nouveau gisement en Maurienne

DEPUIS un an, la Maurienne vit suspendue aux lèvres du promoteur Pierre Schnebel. Pour cette vallée en crise, l'homme aurait toutes les apparences d'un bienfaiteur si ne lui collait à la peau une réputation de pourfendeur de la montagne. En 1969, M. Schnebel s'était en effet distingué en proposant de construire une station de sports d'hiver en plein cœur du parc national de la Vanoise. Depuis, ses récents démêlés avec la commune de Tignes, devenue au fil des années l'« otage » du promoteur, l'ont fait assimiler à un « épouvantable homme des neiges ».

Quitte la vallée de la Tarentaise, aujourd'hui presque totalement équipée, il a franchi, il y a quelques mois, le col de l'Iseran (2 770 m) pour s'intéresser à la Maurienne toute proche. Cette vallée n'a pas connu au cours des deux dernières décennies le même type de développement intensif que la Tarentaise. « Il y a quinze ans, la Maurienne a parlé sur l'industrie, l'aluminium et la chimie, explique-t-il, mais aujourd'hui elles lui filent entre les doigts. Dans ces conditions le tourisme offre une précieuse alternative ».

Plusieurs communes se sont effectivement empressées d'accepter les propositions du « promoteur blanc ». Termignon et Modane sont sur les rangs, tandis que plusieurs autres communes attendent prudemment, pour s'engager, de voir les premiers résultats de la « politique Schnebel ».

« Val Fréjus » est un test pour la Maurienne, prétend M. Schnebel. Si je réussis, je suis certain qu'elle rejoindra le peloton de tête des grandes vallées alpines où se pratique un tourisme industriel ».

Sur le site d'Arrondaz-le-Charnais, où la commune de Modane puis un promoteur privé (Métairie-Uoring) se sont cassés les dents en envisageant de créer successivement un stade des neiges puis une petite station, M. Pierre Schnebel entend pour sa part mener à bien un projet beaucoup plus important. Il souhaite en effet relier deux stations, l'une embryonnaire, côté français, Arrondaz (400 lits, 10 remontées mécaniques), l'autre, côté italien, Bardonnèche, forte de ses 30 000 lits et d'un immense réservoir de skieurs turinois et milanaïsi, mais sous-équipée en remontées mécaniques. Le domaine skiable franco-italien ainsi projeté, qui s'étendrait sur un site d'une longueur de douze kilomètres, aurait une superficie d'environ 15 500 hectares (1), et supporterait une trentaine de remontées tout au long de « gros porteurs » capables de « débiter » jusqu'à cinq mille skieurs à l'heure.

Sur le papier, l'opération est sans doute séduisante, mais, dans la bouche du promoteur, elle prend l'allure d'une exceptionnelle ruse vers l'horizon international. M. Schnebel ne s'embarrasse pas de prises de po-

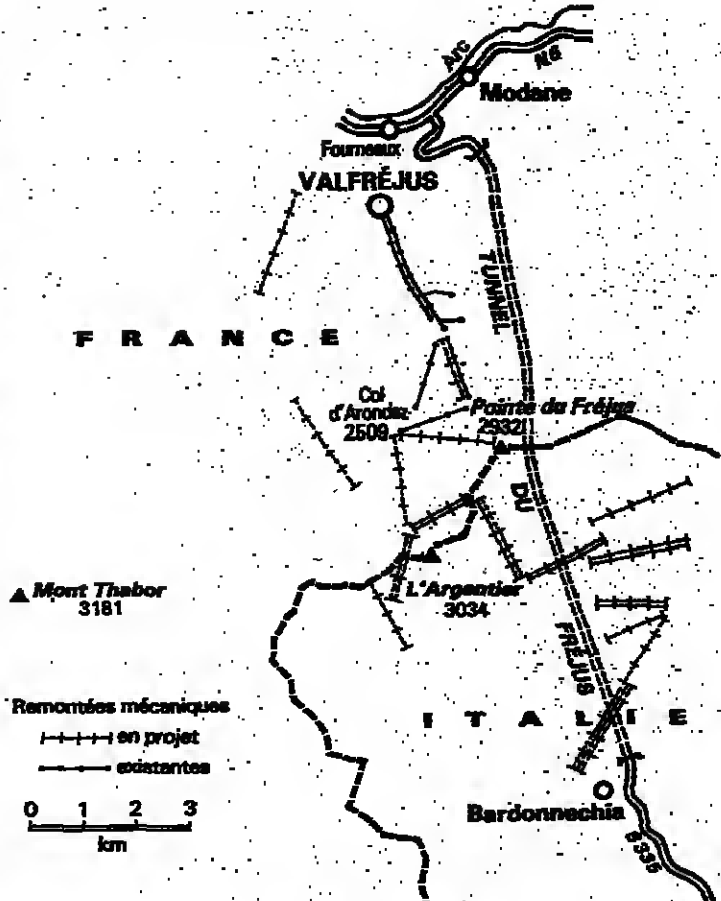
sition nuancées. Selon lui, Val Fréjus sera « l'une des capitales de la poudreuse », installée sur un site d'une ampleur comparable au complexe Val d'Isère-Tignes; enfin, « sa » station, affirme-t-il, s'inscrit parfaitement dans le cadre d'un plan de reconquête, par les stations françaises, du marché national et européen et, pourquoi pas, mondial, des sports d'hiver.

L'enthousiasme du promoteur, qui ne connaît aucune « frontière », a cependant des limites naturelles, économiques, financières, et, également, juridiques. L'administration, et notamment le Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (S.E.A.T.M.), est assez réservée sur le bien-fondé d'une opération qui s'inscrit dans un site difficile et coûteux à équiper, en raison, notamment, du très grand cloisonnement des vallées et des combes à aménager.

D'autre part, sa superficie skiable n'est pas aussi importante que le laisse entendre M. Schnebel. A moins que celui-ci n'ait, à moyen terme, d'autres visées. Selon le Club alpin français et la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), M. Schnebel voudrait, en effet, par grignotages successifs de la montagne, conquérir les pentes du mont Thabor et gagner ensuite la vallée de la Névache

(Hautes-Alpes). L'aménagement très coûteux de la liaison Modane-Bardonnèche prendrait alors toute sa justification, et le promoteur aurait effectivement réalisé l'un des plus vastes domaines skiables des Alpes, voire du monde.

Les mises en garde de l'administration, adressées au maire R.P.R. de Modane ainsi qu'aux élus du conseil général de la Savoie, portent également sur les incidences financières et les risques économiques d'une telle opération (2). « Nous ne voulons pas que se renouvelle la mécanique bien connue, ces dernières années en montagne, qui consiste à faire financer par des lits supplémentaires le déficit de remontées mécaniques trop nombreuses par rapport au nombre de lits prévus à l'origine », explique le commissaire à l'aménagement de la montagne pour les Alpes du Nord, M. Lebel. Il dénonce d'autre part le « chantage à l'emploi » exercé par M. Schnebel sur les élus de la Maurienne, qui redoutaient, à juste titre il y a quelques mois, le licenciement, par Pechiney-Ugine-Kuhlmann, de 500 salariés. Les garanties données par PUK pendant l'été les ont aujourd'hui totalement rassurés.



**Le TRENTINO Italie convient à tout le monde, mais à toi en particulier.**

Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige. Viens au Trentino. Tu seras d'accord avec ceux qui te l'ont proposé.

**Trentino: le nom de tes vacances.**

PROVINCE AUTONOME DU TRENTO  
Canton 2 (Sud) - 22 000 hab.  
Canton 3 (Nord) - 22 000 hab.  
OFFICE NATIONAL ITALIEN DU TOURISME (ITALIA)  
20, rue de la Paix - PARIS 75002  
Tél. 339-02-00

**RÉSIDENCES**  
Campagne - Mer - Montagne

40 km nord-ouest de Beauvais, limite du Pays de Bray, manoir XVIII<sup>e</sup> siècle - 12 pièces, cadre ancien, très belles écuries et dépendances, colombier, puits, chapelle.  
Superficie: 1 hectare 74.  
Prix très intéressant: 750 000 F.  
M<sup>re</sup> GIBON, notaire à AUMALE (76).  
Tél. (35) 93.40.05.

JUAN-LES-PINS  
180 m de la mer, très belle villa, 4 grandes pièces, grande cuisine, grandes salles de bain. Garage 2 voitures, 250 m de jardin + petit 2 pièces tout confort. 1 600 000 F. Tél. (93) 39-02-08.

28 km SAINT-ÉMILION  
Sur terrain, belle vue, 4 hectares  
CHATEAU XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup>, donjon XIV<sup>e</sup>  
8 pièces ppales, central, confort  
F.N.A.L.M. M. J. SIMON, 29, rue M.-Montaigne,  
33500 LIBOURNE. Tél. (33) 51-36-01.

**Tarentaise : la chasse aux points noirs**

Le plan routier de la Tarentaise, proposé en juin 1983 au conseil général de la Savoie par son président, M. Michel Barner (R.P.R.), et adopté à l'unanimité par l'assemblée départementale, a été finalement accepté par le gouvernement. M<sup>me</sup> Edith Cressat, ministre du commerce extérieur et du tourisme, l'a annoncé à l'occasion du récent Salon neige et montagne, qui s'est tenu à Paris.

Le plan propose de faire disparaître en cinq ou six ans les principaux points noirs de la RN 90 parcourus chaque hiver par plusieurs milliers de skieurs se rendant dans la vingtaine de stations, presque toutes de classe internationale, situées dans la vallée de la Tarentaise. A plusieurs reprises, cet itinéraire routier a été totalement paralysé par le flot des véhicules montant ou descendant des stations.

Conscients des dangers que faisait courir à l'économie touristique de la Tarentaise et de la Savoie le mauvais état de la

RN 90, les communes-stations, le conseil général de la Savoie et le conseil régional Rhône-Alpes avaient décidé d'apporter respectivement 3,3 millions de francs et 4,4 millions de francs. L'Etat dégageait pour sa part un crédit supplémentaire de 18 millions de francs par an. Mais le montage financier de cette opération prévoyait surtout la participation des skieurs à l'effort de « modernisation » de la RN 90. Ainsi ces derniers auraient vu leur forfait remontées mécaniques augmenter de 2 % par an, ce qui aurait permis de dégager chaque année 8,7 millions de francs. Ce taux a finalement été réduit à 1 % par le ministre de l'économie et des finances afin de ne pas dégrader trop fortement à la décision prise récemment de limiter à 4,5 % la hausse du prix des forfaits de remontées mécaniques dans toutes les stations de sports d'hiver françaises. Selon M. Barner, cette réduction ne devrait pas affecter le calendrier des travaux.

C. F.

**U.S.A. NEW-YORK**  
A partir de  
**AIRCOM SETI**  
25, rue la Boétie, 75008 Paris  
tél. : 268.15.70 + LC 4982

**LA BONNE ADRESSE**  
A LAUSANNE  
**HOTEL VICTORIA**  
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Côtés avec radio, TV, ligne téléph. direct. Service 24 h sur 24. Bar, et salles de conf. de 10 à 60 places.  
44, av. de la Gare-Tél. 1341/21-20-67-71-Tél. 28644  
R. HAEGERLI, PROPRIÉTAIRE

Les pouvoirs publics s'interrogent également sur les garanties accordées par les Italiens à M. Schnebel. Selon ce dernier, la région du Piémont financera à 100 % les remontées mécaniques qui doivent être construites au-dessus de Bardonnèche. Mais, le 20 septembre, le promoteur n'avait toujours pas fourni au comité des unités touristiques nouvelles (U.T.N.) les documents justifiant l'engagement italien.

**Arrangements à l'amiable**

Insculpé au début du mois d'octobre d'infraction au code de l'urbanisme pour avoir construit, sans permis, un restaurant à 2 700 mètres d'altitude, il se voit aujourd'hui soupçonné d'avoir transformé sans autorisation - mais, semble-t-il, avec l'aval du préfet de la Savoie et de la direction départementale de l'équipement - un projet de rétro-sièges en télésièges, sur l'anticline de la pointe du Fréjus (2 700 mètres). « On a voulu forcer la main de l'administration en la mettant devant le fait accompli d'aménagements techniques dimensionnés de telle manière qu'ils induisent une fuite en avant dans l'espace », explique un des fonctionnaires du ministère de l'environnement.

Il est vrai que M. Schnebel n'est pas, cet automne, le seul promoteur à avoir engagé des travaux en montagne sans autorisation. Selon un élu de la Tarentaise « tous les travaux de stations ou de remontées mécaniques s'effectuent sans permis de construire, avec l'aval de la direction départementale de l'équipement ». Une pratique courante en montagne, depuis de nombreuses années, et qui serait justifiée par la période relativement courte pendant laquelle peuvent être menés des travaux en altitude.

An moment où la loi de décentralisation donne des pouvoirs accrues aux communes, de telles pratiques, qui risquent de se multiplier, inquiètent les administrations centrales soucieuses de faire respecter des lois et règlements qui, par nature, s'appliquent à tous. « Ce n'est pas l'Etat qui décentralise », rappelle M. Yves Dange, président du comité U.T.N. et responsable de la direction de l'urbanisme et des paysages, qui déplore également la méthode dite des « arrangements à l'amiable », menée après coup avec la complicité des services administratifs de l'Etat en province.

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) Le domaine skiable de La Plagne est d'environ 8 000 hectares; celui de Tignes-Val-d'Isère 7 000 hectares, et celui des Arves 3 000 hectares.  
(2) La commune de Modane a emprunté 75 millions de francs pour financer la construction des remontées mécaniques de Val-Fréjus (côté français) et le département de la Savoie a garanti ces emprunts.

**St. Monde des PHILATÉLISTES**  
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de novembre (88 pages)

**EXCEPTIONNEL : LA GRÈCE A PARIS**

Philatélie et Numismatique :  
- Histoire du service postal grec.  
- Les timbres de l'année.  
- Numismatique.

Supplément de 16 pages en couleurs

En vente dans les kiosques.  
Prix exceptionnel : 15 F.

**Pan Am.**

# L'échappée belle à New-York

Partez à la découverte de New York avec Pan Am. Envolez-vous pour la ville la plus fascinante du monde, de Paris-Orly, dans un luxueux 747 Pan Am. Pendant 4 jours et 3 nuits, New York est à vous, hôtel compris.

Mais si vous voulez vivre New York de plus près encore, « Vacances Fabuleuses » vous propose en option le forfait « Les Lumières de Broadway »: vous serez invité à prendre un cocktail dans un grand restaurant de Manhattan, vous assisterez à un prestigieux spectacle de Broadway, vous visiterez la terrasse panoramique d'un gratte-ciel ainsi que le célèbre grand magasin Macy's avec un guide en français.

« Vacances Fabuleuses »: découvrez le nouveau monde en toute liberté pour 4 885 F\* par personne.

Renseignements et information: 1, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 266.41.76 et dans toutes les Agences de voyages.

\* prix pour logement en chambre double.

**4 JOURS ET 3 NUITS A NEW-YORK:**

## 4885 F\*

- Aller-retour compris
- Hôtel compris
- Programme de visites comprises

**VACANCES FABULEUSES**

**Pan Am. L'Expérience Avion.**



## Hôtellerie

## Cap sur l'an 2000 : de la chambre-cocon à la boîte à dormir

APRÈS avoir ouvert la porte de la chambre avec sa carte codée, il se mit en devoir de remplir l'accueillante baignoire ronde, puis observa avec satisfaction le rose pâle des murs, sélectionnés après une rapide prise de pouls dans le hall. Il interrogea ensuite rapidement le circuit vidéo de l'hôtel, puis se prélassa quelques minutes dans l'eau tiède. Après quoi, il fit pivoter l'écran et, de son lit, consulta les cours de la Bourse et les informations. Séché et repaqué, il réserva de son lit son billet d'avion, puis regarda un film vidéo avant de s'endormir. Au matin, il introduisit sa carte de paiement dans le combiné TV/ordinateur, quitta la chambre, puis l'hôtel. Depuis son entrée dans les lieux, il n'avait pas vu un seul être humain.

La description qui précède est à peine une utopie. Toutes les techniques permettant d'entrer et de sortir, de payer, de travailler et de se divertir sans intervention humaine sont déjà en place dans les hôtels d'aujourd'hui, ainsi qu'on a pu le voir au trentième salon Equip'Hôtel, qui vient de se tenir à Paris.

« Un lit orientable pour capter les ondes telluriques, une chambre sensorielle dont la couleur est déterminée par prise de pouls à l'entrée, un bloc-bain intégré à la chambre, un combiné TV/ordinateur pivotant sur une rampe circulaire, c'est ainsi que j'ai dessiné la chambre de l'avenir », explique Philippe Ollier. De tous les projets de cet architecte, dont un grand nombre ont vu le jour, celui-ci est le seul à n'avoir pas encore été réalisé. L'utopie ne fait pas bon ménage avec les contraintes foncières ou le prix du mètre cube de béton.

Reste l'ordinateur. Déjà présent dans les halls d'hôtels, où il fait les réservations et les factures, et dans les arrières, où il s'occupe de l'entretien, il « monte » à présent dans les chambres pour se greffer sur la télévision couleur. Aux États-Unis, les chaînes misent résolument sur cette perspective. Bob Hazard, président de la Quality Inn, la huitième chaîne du monde avec soixante-cinq mille chambres, déclarait récemment dans la presse professionnelle : « Nous avons prévu un système entièrement nouveau centré sur le mini-ordinateur de chambre. » Il permettra de travailler ou de se divertir dans un cadre raffiné : vaste superficie, baignoire ronde intégrée à la chambre, matériel de remise en

forme, rideaux reposants, moquette épaisse. Le prototype de cette chambre des années 90, baptisée Quality Choice Suite, a été présenté en septembre, à Denver, au Colorado. Une construction en série permet de ne pas dépasser le prix de 300 F par nuit.

« Le client moderne est porteur d'angoisse », déclare M. Gillot, directeur général du Méridien Paris. D'où ces chambres capsules, ces chambres-cocons. Une hantise : la sécurité. Les hôtels vont donc ressembler de plus en plus à des bunkers : clés codées avec des systèmes de déverrouillage d'urgence (Vingcard), matériels sophistiqués de détection du vol ou de l'incendie, P.C. de sécurité employant des dizaines de personnes.

En France aussi — au Méridien précisément — le poste de TV est en passe de devenir le « personnage » principal de la chambre. Depuis six mois, les clients de cet hôtel d'affaires (60 % d'étrangers) ne sont plus voués à la trilogie TF1, A2, FR3. Ils n'ont pas moins de douze canaux à leur disposition, dont celui diffusant les émissions de la chaîne privée Satellite Télévision dans les mille vingt-sept chambres, chaque jour de 19 à 22 heures. La direction générale des Télécommunications a permis, à titre expérimental, cette première entorse officielle au monopole. Sur les autres canaux, un circuit vidéo interne, la retransmission d'un magazine d'actualités de C.B.S., des films en anglais et en français, des informations (V.D.C., ANTOPE). Deux canaux ne sont programmés que par intermittence et le dernier est réservé à la retransmission de conférences ayant lieu dans l'hôtel.

Depuis le 3 octobre, les clients peuvent, en outre, louer un mini-ordinateur de chambre qui leur donne accès à des banques de données (Axxess, Questel, The Source, Compa Serve, U.P.I.) et à un service de messageries électroniques. Trois demandes de location ont été faites depuis cette date, des débuts plutôt modestes pour l'ordinateur « magique ».

La firme Granada Telebank, qui équipe le Méridien, a vu grand : récemment elle a présenté un nouvel appareil, le G.M.T.I., qui peut recevoir jusqu'à trente programmes.

L'Agence France-Presse (A.F.P.) a tenu, elle aussi, boutique à

Equip'hôtel, et ce pour la première année. Elle y présentait un service spécial destiné aux hôtels et aux lieux publics, comme les aéroports ou les galeries marchandes. Fil-Hôtel est déjà reçu dans quelques prestigieux établissements parisiens — le Royal Monceau, le Ritz, le Nova-Park — ainsi que dans plusieurs hôtels d'Athènes et bientôt du Golfe.

## Espace de repos

L'électronique serait-elle la seule grande innovation à prévoir dans les chambres de l'an 2000 ? C'est l'avis de M. Gillot, qui, plutôt qu'un bouleversement de l'aspect des chambres ou de l'architecture, pense que l'on assistera, avant tout, à la banalisation des ordinateurs de chambre. C'est dans l'hôtellerie économique plus que dans les grandes chaînes d'affaires que semblent s'annoncer

d'autres changements. Déjà, une chaîne deux étoiles, La Capitainerie, a adopté un système de construction de chambres par blocs, entièrement équipés avant leur arrivée sur le lieu de montage. « Ni pelle ni pioche sur le chantier », explique M. Jean-François Perrin, directeur de la chaîne. On se contente d'empiler les blocs.

Un premier établissement à Chartres, un autre à Calais ; il y n de nombreux projets pour ces « conteurs à dormir », qui peuvent aussi bien se retrouver sur l'eau pour de bon puisqu'un projet d'hôtel fluvial est à l'étude. La mer sert de prétexte à des chambres, petites comme des cabines, mais très confortables, dessinées par Philippe Ollier.

Ce type de construction n'est-il qu'un procédé permettant d'abaisser les coûts et les prix (150 francs la nuit à La Capitainerie) ou ouvre-t-il

la voie à une nouvelle vague d'hôtels bon marché ? Pourquoi pas, après tout, des chambres où l'on accède à l'introduction de quelques pièces dans une machine à sons ?

Telle est l'interrogation que suscitait la présence à Equip'Hôtel, en exclusivité mondiale, du Sleeping concept dessiné par le cabinet Arkhos. Sous la variante la plus simple, il s'agit d'un module de couchage très robuste, inspiré des wagons S.N.C.F., avec des lits superposés que l'on peut rabattre, des blocs sanitaires et des plans de travail, qui équipent déjà le Centre international de séjour Ravel à Paris. L'ensemble, bien dessiné, coloré, peut convenir à un foyer, une caserne, voire une prison.

En fait, l'objectif est de lancer un nouveau type d'hôtellerie qui repose sur la notion d'« espace de repos » plus que de « nuit d'hôtel ». Des Sleeping pourront être installés sur

les autoroutes, dans les aéroports ou les halls de gare, pour permettre de dormir quelques heures, comme cela se fait déjà en Suède.

Il s'agit également de « constituer un patrimoine hôtelier mobile », selon la formule de M. Hugo Frayse, promoteur du projet. Les cabines Sleeping sont en effet étanches et autononnes. Elles peuvent être installées n'importe où : dans un hangar, une usine ou en plein air, même sur un terrain non viabilisé. On peut les imaginer aux 24 Heures du Mans, au Festival d'Avignon, sur la Côte d'Azur en été, ou aux étapes du Tour de France.

Au moment où la crise détourne la clientèle modeste des hôtels, Sleeping compte bien imposer pour 50 francs la nuit ses « boîtes à dormir » avant l'an 2000.

MADELEINE DUPUY.

## Pour que les clés restent d'or

UNE école de concierges en 1983 ? Quelle drôle d'idée ! Un institut de formation des concierges des grands hôtels ? Mais n'est-ce pas le métier par excellence qui ne s'enseigne pas, mais dont on s'imagine en veillant des heures durant dans le hall d'un palace ? Il faut toute la passion de Jean Gillet pour son ancien métier, autrefois « clef d'or », devenu directeur de l'hôtel Meurice, à Paris, pour oser se lancer dans l'aventure du premier Centre international de formation du personnel du hall et de la conciergerie.

La fidélité de M. Gillet à l'œuvre de son père, Ferdinand, chef concierge de l'hôtel Scribe, fondateur de l'association mondiale Les clefs d'or, n'explique pas tout. Il faut l'entendre, sur les rives de la Tamise ou à Manhattan, échanger les vertus de la conciergerie de palace : « Ces hommes en uniforme qui restent les clefs, qui s'occupent des bagages des clients, qui assistent ceux-ci dans leurs opérations postales et les informent des plaisirs et des utilités de la cité, qui vont même jusqu'à avancer de l'argent aux hôtes, sont indispensables. Le client a besoin d'être reconnu et d'être aidé, parce qu'il ne parle pas

la langue du pays, ou tout simplement parce que, loin de chez lui, il a envie d'être accueilli. C'est le concierge, le premier et le dernier qu'il rencontre dans un hôtel, qui lui apporte cette aide et cette sympathie. C'est bien le concierge qui garde le client et le fait revenir. Il représente un véritable agent commercial pour son établissement et, pour cela, il doit acquiescer des bases linguistiques, morales et économiques. Autrefois, le jeune concierge débutait à quatorze ans par un tour d'Europe des palais et se trouvait aux traditions des loges de différents pays. Ce cursus honorum s'est un peu perdu et, à l'heure des techniques télématiques, il ne suffit plus. C'est pourquoi Les clefs d'or ont décidé, à la fin de l'année 1982, de créer un International Concierge Institute — Fondation Ferdinand Gillet, dont le siège est à Paris. »

On peut ajouter à ces motivations des raisons que la confraternité de M. Gillet l'empêche de formuler. Car les clefs d'or ont besoin de sang neuf et de principes moraux. Puisque les anciens ne forment plus les plus jeunes, il faut bien qu'une institution prenne le relais pour apprendre à ceux-ci quelles sont les limites

morales à ne pas transgresser, où commence la « larbinerie » et où finit la devise « servir ». Il faut apprendre aux futurs chefs concierges l'art de distribuer équitablement les pourboires aux grooms et aux voitures. Il faut enseigner les trucs pour détecter les arnaqueurs et les mauvais payeurs.

## Le gotha est là

Au mois de septembre 1984, à Paris comme à New-York, deux groupes de trente élèves de plus de dix-huit ans entreront en formation après avoir été sélectionnés au niveau du baccalauréat. Pendant neuf mois, ces cent vingt futurs concierges étudieront, la moitié de la journée, et appliqueront, en hôtel, leurs nouvelles connaissances, durant l'autre moitié. Au bout de six mois, les promotions française et américaine échangeront de rive de l'Atlantique. Les frais de scolarité avoisineront les 10 000 F, étant entendu que la taxe d'apprentissage et les fonds de la formation permanente payée par les employeurs viendront compléter les inscriptions privées.

Le gotha hôtelier se retrouve dans le comité de parrainage de la Fonda-

tion Ferdinand-Gillet : de M. Roland Carras, secrétaire d'Etat au tourisme, à M. Curt R. Strand, président de Hilton International, et de M. Georges Marescot, président des hôtels Méridien, à M. René Hatt, président des hôtels Nova Park.

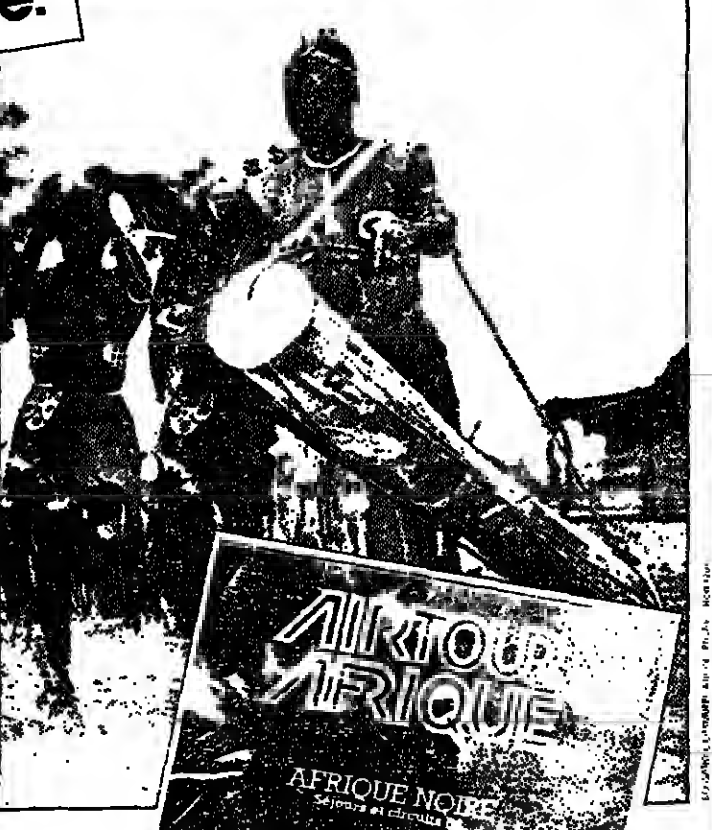
M. Gillet ne s'est pas contenté de ces patronages prestigieux et il a plaidé la cause des concierges, à Londres, à New-York et à Paris, auprès des directions générales des hôtels, souvent tentées de remettre l'homme aux clefs d'or parmi les vestiges de la Belle Epoque. Il a aussi mis sur pied des séminaires formant à l'évolution de la conciergerie dans les dix prochaines années. Le premier a eu lieu à Paris, en juin 1983 : un succès. Les prochains sont prévus, en novembre, à l'hôtel Prince-de-Galles de Paris, en décembre, dans un palace new-yorkais. Histoire d'amorcer le mouvement et de prouver que l'enthousiasme peut être contagieux.

AL. F.

\* International Concierge Institute-Fondation Ferdinand-Gillet. Renseignements et inscription : Les clefs d'or, 12, rue Cambon, 75001 Paris. Tél. : (1) 260-77-57. De 14 h à 18 h.

## DANSE

Airtour Afrique mène la danse.



## AIRTOUR AFRIQUE

### LE SPECIALISTE DES VACANCES EN AFRIQUE NOIRE.

40 séjours et circuits dans 10 pays à partir de 4.260 F\*

BENIN	CONGO	HAUTE VOLTA	NIGER	TCHAD
CENTRAFRIQUE	COTE D'IVOIRE	MAURITANIE	SENEGAL	TOGO

\* Vous pouvez obtenir la brochure Airtour Afrique à votre Agence de voyages ou en téléphonant au (1) 225.71.69 poste 236





## Hippisme

## Le machin fou du prix Eucharis

D'ABORD, bien sûr, le drame de Vincennes. Tout a commencé par une course sans rythme, où les chevaux et les jockeys restent agglutinés. Circonstance rare. D'ordinaire, il se trouve quelques audacieux pour courir au plus simple : « La tête, la corde et ne suivre qui pourra ». Le peloton, alors, s'étire, et chaque participant y dispose de quelque aise.

Mais, vendredi soir, dans ce prix Eucharis, deuxième course de la réunion nocturne, chacun avait tenu compte de la présence de l'arrivée, la quasi-totalité des dix-huit participants étaient toujours flanc contre flanc et roue dans roue, sur six « épaisseurs ». Aucun n'ayant véritablement commencé son effort, chacun pouvait se croire encore en bonne chance et, par conséquent, courir au plus juste, flôtant les roues des autres, pour ne pas perdre un pouce de terrain dans le dernier tournant, dont on approchait.

Quand on revoit le film de la course, il apparaît que l'incident premier fut une faute de *Murice*. Celui-ci, remis dans les allures par son driver, le jeune Alain Laurent, freina des quatre jambes. *Magot* du *Coussouin*, qui suivait, devint par A. Pinard, le percuteur.

Ici, qu'on permette quelques impressions à l'ancien driver (amateur et épisodique, mais non moins lucide). Il n'est pas possible, si l'on ne peut débiter sur le côté, d'éviter un cheval qui met brusquement les

freins devant. D'abord, on ne s'en rend pas compte immédiatement. Le public n'en a pas conscience, mais on ne voit rien, ou presque rien, d'un sulky, surtout en nocturne et surtout en fin de course, quand la sueur des chevaux gomme le contour des silhouettes et que la propre sueur du driver et la poussière de la course obscurcissent les lunettes. On voit la croupe et les oreilles de son propre cheval ; on devine la casaque du concurrent qui précède, la croupe de son cheval ; on ressent — plus qu'on ne distingue vraiment — la présence — écrasante — du cheval de droite et du cheval de gauche. C'est à peu près tout. Un peloton de sulky dans une nocturne, c'est la ébénelle des manèges forains entrant dans le tunnel : un indéfectible machin fou.

Un driver verrait-il instantanément, par chance, que son prédécesseur stoppe, que l'effet de sa réaction serait encore trop tardif : l'élasticité des rênes, le jeu du mors, la perception par le cheval, additionnée des temps morts entre les ordres du driver et l'exécution.

L'étonnant est qu'il n'y ait pas davantage d'accidents. Du moins, d'accidents graves. Bon an mal an, on compte, à Vincennes, une trentaine d'accrochages : un cheval qui engage un antérieur dans le sulky qui précède, des roues tordues, des brancards cassés, des drivers qui tombent. Les hommes se relèvent, les chevaux sans driver finissent par

s'arrêter. On pense les bosses, on soude les morceaux et on n'en parle plus. Vendredi soir, l'un des hommes ne se releva pas.

Le cheval de Pinard avait donc percuté celui de Laurent. Il tomba. Les chevaux et les sulky de Rouet, de Rayon, de Lorne, culbutèrent sur lui. On voit, sur le film, Rouet, projeté quasiment à la verticale, retomber la tête la première. Quand les trois autres, se tenant par les côtes, qui une jambe, qui une épaule, s'approchèrent de lui, il était mourant. Son casque avait éclaté dans sa chute. On écrasait par le pied d'un des chevaux. Du sang coulait de ses oreilles.

C'est le second accident mortel, à Vincennes, en une dizaine d'années. Le précédent avait coûté la vie à une des grandes vedettes du plateau de Gravelle : Bernard Simonard.

Sans atteindre à la notoriété de celui-ci, André Rouet, qui était âgé de cinquante-huit ans, accomplissait une excellente carrière. Il avait notamment été le partenaire de *Ker Pétrot*, *Nastoc*, *Le Juge W. Palko* (devenu un grand étalon), *Kindy*.

Sur le plan humain, un détail douloureux : c'est lui qui avait été le maître d'apprentissage d'Alain Laurent, dont le cheval a bloqué le grand machin fou dans le tunnel. Adieu, Rouet, qui, avec un bédaine naïf, son parler rare, son allure de nouveau-né un peu triste, était le père tranquille de Vincennes. Adieu. Mais le manège continue.

● Belle victoire de *Ma Biche*, au prince Makroum al Makroum, héritier de l'émirat de Dubaï, dans le prix de la Frère, le dernier groupe I de Longchamp. C'est également une écurie arabe, celle du prince Khalid Abdullah, qui a gagné, avec *Alphabète*, une des dernières grandes épreuves du calendrier anglais : les Villard Futurity Stakes, dont le nom rappelle le souvenir d'un célèbre bookmaker. Second : le canillien *Mendes*, qui s'annonce comme la vedette française de la saison 1984.

Il faudra aussi se souvenir, l'an prochain, des deux premières du prix des Réservoirs : *Bordale* et *Misbehaving*. Apparemment, la « grande pointe ».

● Les turfistes marseillais vont se régaler. C'est chez eux que se courent — jusqu'au début décembre — les dernières épreuves de plat. Alors que la lutte est serrée pour la Cravache d'or, les grands jockeys vont essayer de glaner au parc Bordy — que, depuis les débuts — une victoire supplémentaire, susceptible de faire la différence. Or, lundi soir, Yves Saint-Martin comptait quatre-vingt-dix-neuf victoires, Freddy Head quatre-vingt-seize et Cash Assmusen quatre-vingt-deux.

● Un mot de Guy de Rothschild, à qui sa nouvelle carrière d'écrivain a succédé (*Contre bonne fortune*) à la décision de donner le sens de la formule : « *Stewards Nurelles et moi nous avons un poulain d'une même mère. J'ai baptisé le sien Mille Balles ; lui, a appelé le sien Milliard. Significatif, non ?* »

● « *Père ben qui ouï, p'tère ben qui non* », répond Saint-Jean-le-Thomas (Manche) quand on pose des questions sur la vente du champion local (et mondial) *Idéal du Gazou*. Le journal suédois *G.T.* annonce comme une certitude qu'*Idéal* est acheté — ou fait l'objet d'une promesse d'achat et de vente, réalisable après habituels tests de fertilité — par un consortium d'éleveurs suédois et hollandais, auquel se sont joints quelques Français et quelques Allemands. Le journal

avance le prix de 25 millions de francs et précise que le champion faisait aussi l'objet d'une offre américaine à 20 millions de francs. Ces prix dépassent de plus du double ceux jamais payés en France pour un étalon de trot. Mais, même à ce tarif, l'achat d'*Idéal* est probablement une excellente affaire pour les acquéreurs : l'insémination artificielle est permise en Suède, et les épreuves d'*Idéal* vont se vendre comme des petits pains. Un calcul rapide indique que l'achat devrait être amorti en quatre ans, alors qu'*Idéal* a plus de dix ans devant lui, au haras. Pardon : au laboratoire, bélas...

LOUIS DÉNIÉL

## Philatélie N° 1815

FRANCE : Berthe Albrecht, héraut de la Résistance.

Native de Marseille (1893), Berthe Albrecht, d'une famille protestante, défendit la classe laborieuse. Pendant l'occupation, elle organise un réseau d'évasion. Avec Henry Frenay, elle participe à la rédaction de plusieurs organes de la Résistance : « *Combat* », « *Vérité* » et d'autres. Trahie à deux reprises, sa seconde son arrestation par la Gestapo l'a réduite au silence. Son corps mutilé fut retrouvé à la Libération dans le jardin potager de Frenay. Vente générale le 7 novembre, (50/85).



1,60 F, vert olive, brun réséda, brun fauve.

Format 36x22 mm. Maquette par Pierrette Lambert, gravure de Georges Bétemps. Tirage 7 000 000. Taille-douce, Péguin.

Mise en vente anticipée :  
— Le 5 novembre, de 8 h à 12 h, au bureau de Marseille R.P. — Boîte aux lettres spéciale pour « P.J. ».  
— Les 5 et 6 novembre, de 9 h à 18 h, au bureau de poste temporaire installé au Centre municipal d'Information, square Léon Blum à Marseille. — Obligation « P.J. ».

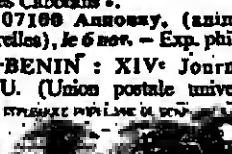
Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires :  
● 45100 Orléans, (centre culturel des P.T.T.), du 4 au 6 nov. — Exposition philatélique.  
● 42000 St-Etienne (palais de la Foire), du 4 au 7 nov. — 1<sup>er</sup> salon de France aux timbres.

● 33500 Le Pige-de-Bonval (salle des fêtes), les 5 et 6 nov. — 2<sup>e</sup> Congrès philat. du Dauphiné.  
● 63000 Clermont-Ferrand (cité Lebon), les 5 et 6 nov. — Amée Ramenon en Auvergne.

● 27500 Pont-Audemer, (Mairie aménée), les 5-6 nov. — Amic philat.  
● 83100 Toulon, (Palais des Expositions), les 5-6 nov. — 2<sup>e</sup> Forum des associations.

● 59000 Lille, (Foire inter. d'association), du 5 au 15 nov. — Rail et médaille 83.  
● 80000 Amiens, (Maison de la culture), le 6 nov. — 50<sup>e</sup> anniversaire « Cils Cabotans ».

● 07100 Annemasse, (animations culturelles), le 6 nov. — Exp. phil.  
● BENIN : XIV<sup>e</sup> Journée de T.U.P.U. (Union postale universelle), 125 F. Dessin et gravure de Claude Hély, impression taille-douce, Péguin.



125 F. Dessin et gravure de Claude Hély, impression taille-douce, Péguin.

ADALBERT VITALYOS.

## Plaisirs de la table

## Côte d'Azur : « Collection automne-hiver »

À présent que les vacances d'hiver sont entrées dans les mémoires, et que l'on aperçoit que la neige peut être sale et quel-quefois tuer, il faut bien se dire que les Anglais du début du siècle avaient raison : c'est en hiver qu'il faut aller sur la Côte d'Azur !

Moins de grégairisme, les « usines à bouffe » fermées, la collection automne-hiver se présente de mieux en mieux. À Cannes, où il faut oublier le blockhaus festif et le *Bistrot*, dont le décor fait songer à une pièce montée de première communion chez un notaire de province — aux prix démentis et aux plats ridicules (d'où l'absence de vases au service, magots d'huîtres chaudes aux morilles, aux tomates d'épinards et aux poireaux à la crème III), le *Gray d'Alton* lance un « menu affaires » cuisiné par Jacques Chibout, tandis que Jean-Pierre Roux, bon sommelier, inaugure une « suggestion de la semaine », (*Royal Gray*, 38, rue des Serres, tél. : 48-54-54). L'autre « grand », Antoine Villa, sera ouvert en novembre, avec son menu à 120 F et sa carte, courte autant que savoureuse : soupe claire de poissons et ses ravioles de fromage frais, selle d'agneau en rognonade provençale, galette aux pommes fondantes et son sirop de calvados... Excellent service, beaux couverts et, avec le café, d'émouvantes maledictions à faire réver le petit Marcel (Frous). *Prudent*, 14, rue Bataillon, tél. : 68-30-30.

À Antibes, notes l'*Ecurie royale* (33, rue Vauban, tél. : 34-76-20) où une cuisinière, M<sup>me</sup> Xhauffier, propose trois bons menus (100 F, 130 F et 150 F). Fermeture du 15 décembre au 15 janvier.

À Nice, où, bien entendu, il faut retourner à la *Poularde* (9, rue Gustave-Deloye, tél. : 85-22-90), un classique. Vous noterez également la réouverture du *Madras* (7, avenue Clemenceau, tél. : 88-72-23) où le pot-au-feu de lapereau, les ravioles vertes aux crustacés, le médaillon de baudroie aux orties sauvages, la selle de lapereau et ses petits farcis sont excellents dans un menu-carte à 160 F (fromage et dessert). Pour M.J.P. Huc et son épouse Sylvie, on peut parler de réussite. Note aussi que l'excellent Cappa reçoit à présent au *Passage* (27, rue Masséna, tél. : 87-80-25), avec une carte inépuisable, un menu à 90 F et beaucoup de gentillesse.

À Bastia-sur-Mer, quelle belle occasion de ré-évaluer vos offres la *Mitropole* (15, boulevard Maréchal Lécuyer, tél. : 01-00-08). Ce palace de poche ouvre le 20 décembre. Nager dans la piscine chauffée.

et, le soir, fêter l'an nouveau devant la mer, aux chandelles, avec les petits plats du chef Festival !

À Monte-Carlo, enfin, la S.B.M. pense à nous. Que ce soit à l'*Hôtel de Paris* pour les saubos, à l'*Hermilage* pour les « rétro », au *Mirabeau* pour les amateurs de fonctionnel, au restaurant de ce dernier, la *Coupole* (le chef Garnier vient d'y mettre un point sur « *l'an de rouger* » succulent pour les menus d'affaires ou gourmands), au *gril de l'Hôtel de Paris*, sorte de Tour d'Argent pour laquelle Neptune remplacerait Notre-Dame, ou à la « belle époque » de l'*Hermilage*, vous aurez le choix avec ces « clés de la déesse » que sont les « forfaits » S.B.M. : forfait « Golf », forfait « Tennis star », forfait « Séduction », de deux nuits, trois jours à six nuits-sept jours (renseignements : S.B.M., 24, rue Marbeuf, Paris-8<sup>e</sup>, tél. : 256-13-82).

Les manifestations d'automne-hiver à Monte-Carlo (Festival du cirque, ballets, spectacles du théâtre Princesse-Grâce) essent bien étonné Stendhal, il y a juste un siècle et demi, lorsque, en décembre 1833, il hésita à faire prendre à sa berline le chemin rocailleux menant au petit rocher de Monaco.

Outre les restaurants cités, vous n'oublierez point *Rampoldi* (3, avenue des Spégnues, tél. : 30-70-65), qui est le Lipp de la-bas. Il faut y aller voir et être vu, mais la cuisine italienne de cette brasserie reste plaisante. Et si vous êtes intrigués par le mot « Spégnues », lisez donc la *Grande Dame de Monte-Carlo*, une histoire de la ville par Philippe Saint-Germain.

LA REYNIERE

## MIETTES

● A la Corbellie (154, rue Montmartre, tél. : 261-30-87) et à ses déjeuners (100 francs) et dîners de dégustation bordelaise (125 francs) : canards, Châteaufort, Vol au-dessus de la mer à 130 francs plus service) fromage ET dessert. Un grange blanc et un médoc à 80 francs.

● Achetez français recommandé le gouvernement. Mais pourquoi diable le miel des petits déjeuners, dans quasiment tous les hôtels, vient-il d'Espagne ou du Mexique ?

● Un bon chocolatier à Châteaufort, le 4 Jardin des Dîcées, du maître artisan Guille (17, av. Barbusse, tél. 86-07-91).

● Je ne sais si le promoteur de cette publicité pour les « produits des Alpes » s'y connaît en gastronomie, mais, en bon français, il doit ignorer sa géographie, car, proposant « le meilleur des Alpes sur votre table », il y compte du comté et du saucisson d'Ardeche !

● Autour des gares de l'Est et du Nord, la châtaine nagra triomphe n'avait plus de bonnes ambassades. Kuntz n'est plus qu'un souvenir, les Armes de Colmar un regret. Hosannah ! la Strasbourg-gnoise (5 rue du 8-mai-1945 - Gare de l'Est) vient d'être reprise par les frères Pommerai, notamment René, qui entend servir ici les meilleurs fruits de mer du bœuf et une choucroute de qualité.

● Au tableau d'honneur, ce *Cochard* de Saint-Geours-de-Marenne (Landes) dont le menu (56 F service compris) est au même prix qu'en 1982 ! Excellente garbure pour débiter ce « menu landais », que l'on peut arroser d'un madiran à 34 F. Naturellement, ce *Cochard* ne figure pas sur les guides.

## HÔTELS

## Côte d'Azur

## CANNES

**HOTEL BEAU SEJOUR \*\*\***  
Rue des Faveux, 06404 CANNES-CEDEX  
Tél. : (93) 39-63-00 - Téléc. 470975  
Prix spéciaux selon durée du séjour.  
Proche centre ville, plages et Souquet.  
Jardin, Piscine, Restaurant, Garage.

**HOTEL CÉLINE-ROSE \*\*\*NN**  
57, av. de Sospel, 06500 MENTON  
Tél. (93) 28-28-38.  
Chambres ti conf., calmes et ensolielles.  
Cuisine familiale, Ascenseur, Jardin.  
Pens. compl. 83/84, 152 à 172 F T.T.C.

**HOTEL PRINCE DE GALLES \*\***  
Bord de mer - Jardin - Parking entièrement rénové

**RESTAURANT LE PETIT PRINCE**  
4, avenue du Général-de-Gaulle  
Tél. : (93) 28-21-21  
OUVERT TOUTE L'ANNÉE

## Mer

(Iles Anglo-Normandes)

## ILE DE JERSEY

Zeste de Côte d'Azur flottant sur le Gulf Stream à 20 km des côtes de Normandie, Jersey est un joyeux petit Etat rattaché à la Couronne d'Angleterre.

L'automne est une période idéale pour découvrir les charmes de cette ravissante et passionnante île : 20 km de long, 10 km de large, 75 000 habitants.  
Les immenses plages de sable fin, les hautes falaises plongeant dans la mer si bleue, les vieux manoirs, les petits ports de pêche, vous appartiennent davantage.  
Les auberges, les pubs paraissent encore plus sympathiques et pittoresques.  
Dans votre palace de grand luxe ou dans votre petite pension, vous êtes séjourné au maximum.  
Et dans les rues pittoresques de la capitale, Saint-Hélier, un Londres en miniature, le shopping est toujours roi.

Avec ou sans carnet de change, il est facile de passer plusieurs jours à Jersey. Pour recevoir une documentation en couleurs :  
Maison de l'Île de Jersey  
Département F (3, 19 bd Malherbes  
75008 Paris Tél. : 742-93-68.

Plus que jamais, l'île de Jersey vous attend : c'est le développement, la vraie détente et une qualité de vie particulière.

## Montagne

**05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)**  
**LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08**  
Studios + cuisinettes 2 à 6 pers. Piste, fond. Forfaits plein ski janvier.

## Provence

**84560 MENERBES**  
**HOSTELLERIE LE ROI SOLEIL.**  
Calme, détente, confort raffiné...  
de vos vacances en Lubéron.  
MENERBES - Tél. : (90) 72-25-61

**ROUSSILLON - 84220 GORDES**  
Découvrez le petit hôtel de charme du Lubéron. Haut confort, calme, cuisine de femme et de marché. Week-end ou séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.

**MAS DE GARRIGON \*\*\***  
Roussillon 84220 Gordes.  
Tél. : (90) 75-63-22.  
Accueil : Christiane RECH.

## Italie

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
ET DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc  
Atmosphère intime, tout confort.  
Prix modérés  
Réservation : 41-32-333 VENISE  
Téléc. : 411150 FENICE I  
Directeur : Dante Apollonio.

## Rive gauche

**PIZZA SANTA LUCIA**  
7, RUE DES CISEAUX  
75006 PARIS  
Tél. : 328-00-43

**AU COCHON DE LAIT**  
SES SPECIALITES  
CROÛTE CHAUD  
MAQUET AU CORDON  
MOUSSE AU CHOCOLAT BLANC  
CHOCOLAT GLACE  
ou non fermenté  
COCHON DE LAIT ROTI A LA BROCHE  
7, rue de la Corneille 93  
F/adj. aux dim et fest. 326-03-65

**Il y a des femmes chez qui on revient pour le plaisir**  
Huitres, fruits de mer, homards, chateaufort.  
Face à la tour Montparnasse,  
8, place du 18 Jui.  
1940 à Paris 6<sup>e</sup>.  
Tél. : 548.96.42.  
Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h. du matin.  
**CHEZ HANSL**

**Le GAVROCHE**  
Au cœur des Boulevards dans un cadre rustique  
Cuisine traditionnelle copieuse  
Menu - vin à volonté à partir de 48 F S.N.C.  
Ouvert tous les jours

## Rive droite

**La côte de bœuf**  
4, rue Saint-Lazare, 75017 Paris  
Fermé samedi et dimanche  
Tél. 227-73-50

**AUX ROSES DE BLIDA**  
Sur commande, spécialités plats-nuits à exporter  
COCAS, MOUTONS, SOUBRESSADE  
COUSCOUS, PASTILLA  
29, rue de Chazelles, 75017 PARIS  
622-43-86  
— ouvert le dimanche matin —

**Etoile de l'Inde**  
DEJEUNERS DINERS  
TOUTS JOURS  
12 RUE DE VIVIERE 191770 72 82

**chez georges**  
restaurateur  
"à la porte maillot"  
Tél. : 574-31-00  
ouvert tous les jours  
a le plaisir de vous recevoir jusqu'à 23 h 30

**Charlot**  
la fraîcheur du poisson  
la finesse des cuissons  
CHARLOT  
ROI DES COQUILLAGES  
12, place de Clichy  
874.49.64 et 65  
CHARLOT 1<sup>er</sup>  
MERVEILLES DES MERS  
128 bis, bd de Clichy  
522.47.08

**Dessirier**  
380.50.72  
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
8, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17<sup>e</sup>

**chez georges**  
restaurateur  
"à la porte maillot"  
Tél. : 574-31-00  
ouvert tous les jours  
a le plaisir de vous recevoir jusqu'à 23 h 30

**NOVEMBRE : "Le Mois des Perles !..."**  
Tous les soirs un tirage au sort attribuera une véritable PERLE de culture à un de nos clients.  
PRUNIER "Madeleine"  
9, rue Duphot  
75001 PARIS  
tél. : 260-36-04  
PRUNIER "Élysées"  
26, Champs-Élysées  
75008 PARIS  
tél. : 562-26-51

**La Bavière fait la fête, Paris n'a plus sommeil.**  
Hôtels, bords de mer, coquillages, fruits de mer, et les chateauforts gastronomiques.  
Place du Châtelet, Mairie de Paris : 75004 PARIS. Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.  
Cochon de lait rot à la broche.  
**LE BAYERN.**  
La grande brasserie Bavaroise.

**Les 3 limousins**  
8, rue de Berni (8<sup>e</sup>)  
562-35-97. Ts is rs  
Salle climatisée  
GRANDE CARTE DES VIANDES DE BŒUF  
OUVERT après le SPECTACLE

**Le grand lorrain**  
31, rue OUVION-SAINT-CYR  
PARIS 17<sup>e</sup> - Téléphone : 514-02-77  
Jardin d'hiver  
Guide Auto-Journal 83  
Gault et Millau

**Le grand lorrain**  
31, rue OUVION-SAINT-CYR  
PARIS 17<sup>e</sup> - Téléphone : 514-02-77  
Jardin d'hiver  
Guide Auto-Journal 83  
Gault et Millau

**Le grand lorrain**  
31, rue OUVION-SAINT-CYR  
PARIS 17<sup>e</sup> - Téléphone : 514-02-77  
Jardin d'hiver  
Guide Auto-Journal 83  
Gault et Millau







# CARNET

## Réceptions

Les adieux de l'ambassadeur d'Allemagne fédérale.

Une grande foule se pressait jeudi soir à l'hôtel de Beauharnais pour dire au revoir à l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, qui prend sa retraite, et à son épouse. C'est que M. Axel Herbst était tout à l'image de son nom, lequel en allemand signifie « été » : la séduction et le raffinement mêmes, avec la plus grande simplicité. Sa contribution au maintien de relations de grande confiance entre Paris et Bonn, à travers un double - et inverse - changement de majorité, aura été aussi discrète qu'efficace. On ne peut que regretter le départ de ce diplomate, doublé de surcroît d'un homme de cœur, et de la charmante M<sup>me</sup> Herbst.

**ROBLLOT S. A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

## Naissances

M. Jean-Pierre COINTREAU et M<sup>me</sup> Martine SERGENT, laissent à Fabrice, Clémentine et Perrine la joie d'annoncer la naissance de Julien.  
Paris, le 26 octobre 1983.

Teresa, Barbara, Marcelline et Jean-Pierre BONNEAU annoncent la naissance de Nicolas-Germain.  
le 13 octobre 1983.  
75015 Paris.

Jean-Luc et Françoise DECHERY-GONNU ont la très grande joie d'annoncer la naissance de leur fille.  
Orléans, le 19 octobre 1983.  
15, rue Raynouard, 75016 Paris.

Jean-Marie et Dominique MALLONE, née DUVAL, rappellent à leurs parents et amis la naissance de Yann.  
le 23 avril 1982, à Senlis.

Yves et Sophie PELLÉ, née CHAUVALON, sont heureux de faire part de la naissance de David.  
le 6 octobre 1983.  
Le Pont-Mévaux, Ponthier-Rance (Côte-du-Nord).

## Fiançailles

M<sup>me</sup> Maurice HENRIOT, née Nicole CHARBONNEAU, est heureuse d'annoncer les fiançailles de sa fille.

Martine avec Frédéric BANZET, fils du professeur Pierre BANZET et de M<sup>me</sup> Cécile PEUGEOT.

## Décès

M. Maurice Dulong, son mari, M. Jean-Jacques Dulong, son fils. Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 24 octobre 1983, de M<sup>me</sup> Maurice DULONG, née Liliane Choacrom.

professeur honoraire au C.N.T.E., officier des Palmes académiques, médaille des engagés volontaires au C.E.F.I. et à la 1<sup>re</sup> armée française, citation à l'Ordre de la Brigade, croix du combattant 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu à Dourdan (91), le 27 octobre 1983.

4, rue Brochant, 75017 Paris.

M<sup>me</sup> Alice Goulemot. Ses enfants Claude, Jean-Marie, Jeanne et Maria de la Conception. Ses petits-enfants, frère et sœur, parents et proches, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Baptiste GOULEMOT, officier en retraite, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaille de la Résistance.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 26 octobre 1983 à Versailles, en sa paroisse.  
6, rue Magenta, 78000 Versailles.

M<sup>me</sup> Blouette de Lagausie, Michel de Lagausie et ses enfants, Françoise et Jean-Yves Castric et leurs enfants, Roger et Mariette de Lagausie et leurs enfants et petits-enfants, Les familles Auro, Finkelstein, Les nombreux amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

François de LAGAUSIE.

Les obsèques ont eu lieu à l'Aussière, à Saint-Frédéric-Vendôme (Loir-et-Cher), le mercredi 26 octobre 1983, à 14 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> René Milcent, M. et M<sup>me</sup> Jean Le Brun, Jacques Le Brun, Jean-Baptiste, Sophie et Mathilde, ont la grande douleur de faire part de la mort, à quarante-sept ans, après cinq ans de lutte contre la maladie, de

Marie-Elisabeth LE BRUN, née Milcent.

leur fille, belle-fille, épouse et mère. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le 26 octobre 1983.  
91, rue Jean-Blaizot, 92170 Vanves.

Pau. Paris. Mont-de-Marsan. M<sup>me</sup> Georges Le Gall, M. Michel Le Gall, M<sup>me</sup> Claire Le Gall-Goudemont et leurs filles Alice et Marie, M. Jacques Le Gall, M<sup>me</sup> veuve Marcelle Pescay, ses enfants et petits-enfants, Les familles Poychicot, François et Arnaud, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Michel LE GALL, receveur divisionnaire honoraire des impôts, interné.

résistant de Kobjezyn-Rawa-Ruska, survenu, le 26 octobre 1983, dans sa quatre-vingtième année. Ses obsèques ont eu lieu, le samedi 29 octobre 1983, en l'église Saint-Jacques de Pau (64). On associera à sa mémoire le souvenir de son fils

Jean-Christophe, mort en montagne le 30 juin 1967, 31, rue Montpensier, 64000 Pau, 8, rue du Puits-de-l'Ermitte, 75005 Paris.

M<sup>me</sup> Jean Lombard, M. et M<sup>me</sup> Jean-Blaize Lombard, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Maxime Adam-Tessier et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

Jean LOMBARD, survenu le 26 octobre 1983 dans sa quatre-vingt-neuvième année. Le service religieux aura lieu le mercredi 2 novembre, à 8 h 30, en la chapelle du Luxembourg, 58, rue Madame à Paris-6<sup>e</sup>. L'inhumation aura lieu au cimetière d'Emilly (Rbée), à 15 h 30, ce même jour, 6, avenue Paul-Appell, 75014 Paris.

M. Camille METARD, son épouse, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Camille METARD, survenue à Paris-15<sup>e</sup>, dans sa soixante-dix-huitième année. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 octobre 1983, à 16 heures, en l'église de Verneuil-l'Étang.

Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Moggetti, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Gérard Moggetti, M. et M<sup>me</sup> Jean-Frédéric Moggetti, M. et M<sup>me</sup> Henri Larrace, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Boin et leurs enfants, M<sup>me</sup> Geneviève Moggetti, M. Kurt Oberleimer ont la tristesse de faire part du décès, survenu dans sa quatre-vingt-sixième année, de

M<sup>me</sup> Maurice MOGGETTI, née Alice Messier.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 24 octobre 1983, en l'église du Sacré-Cœur, à Andin-court, 78, Grande-Rue, 25400 Andin-court, 1, place Sangleo-Ferrère, 58500 Clamecy.

Faculté de médecine de Toulouse-Rangueil.

Le doyen de la faculté de médecine de Toulouse-Rangueil.

Le doyen de la faculté de médecine de Toulouse-Purpan.

Les enseignants des deux établissements et leurs conseils, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean POULHES.

professeur de clinique chirurgicale gynécologique chef de service au Centre hospitalier et universitaire de Rangueil.

Les obsèques se sont déroulées le jeudi 27 octobre 1983 à la cathédrale Saint-Étienne, à Toulouse.

M<sup>me</sup> Paul Sanguier, M. et M<sup>me</sup> Bernard Boyer, Armand Sanguier, M<sup>me</sup> Jean-Pierre Vasseur, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Henri Madelin, M. et M<sup>me</sup> Jacques Panmier, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SANGNIER.

leur époux, père, frère, oncle, grand-père et fils. Les obsèques ont eu lieu le 27 octobre 1983, à l'âge de quarante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 29 octobre 1983, à 10 heures, en l'église Saint-Jean-de-l'Arc d'Orléans, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu le lundi 31 octobre 1983, à 14 h 30, au nouveau cimetière de Tilques (Saint-Omer, Pas-de-Calais).

75, route de Blois, 45130 Saint-Ay.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Georges (Pas-de-Calais), le 23 septembre 1983. Paul Sanguier, licencié des sciences (sciences de la Terre), a été en 1964 et 1965 assistant à l'université d'Alger en titre de la coopération. Il est entré en 1966 au Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.), où il fut ingénieur-geologue aux services géologiques régionaux de Normandie (1966-1968), puis du Nord-Pas-de-Calais (1968-1972). De 1972 à 1978, Paul Sanguier, détaché du B.R.G.M., fut conseiller scientifique pour les sciences de la Terre à la Direction générale de la recherche scientifique et technique. En 1978, il rejoint le B.R.G.M. comme directeur général du service géologique national. En 1980-1981, il est secrétaire général du vingt-cinquième congrès international de géologie, qui a eu lieu en juillet 1980 à Paris.

En septembre 1981, Paul Sanguier devient président du conseil de service géologique national, dans lequel il est nommé directeur le 1<sup>er</sup> septembre 1982.

La direction et le personnel du Bureau de recherches géologiques et minières, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 27 octobre 1983, de

M. Paul SANGNIER,

directeur du service géologique national.

M. Etienne Wolff, de l'Académie française, M. et M<sup>me</sup> Etienne Wolff, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Albert Hennig, Les familles Michel, Volmerange, Lièvre, M<sup>me</sup> Mireille Perraux, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Etienne WOLFF, née Emilienne Hennig, directrice de recherches honoraire au C.N.R.S., survenu le 23 octobre 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Montparnasse.

23-25, rue de l'Éstrapade, 75005 Paris.

Pour le septième anniversaire de la mort de

Sergie

CHAMBELLANT DE MAILLY, le 29 octobre, une pensée émue est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Avis de messes

Le mardi 8 novembre 1983, à 17 h 45, en l'église Saint-Germain des Prés, Paris-6<sup>e</sup>, une messe sera célébrée à l'intention de

Michel POMEY,

rappelé à Dieu le 30 septembre 1983.

Communications diverses

Les anciens de l'Institut d'études politiques d'Alger sont invités à se regrouper autour de Jacques Ghazarian, 33, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris, en vue de la création d'une association nationale.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université Paris-II, jeudi 3 novembre, à 17 heures, salle des Fêtes, M. Alain Rabou : « L'activité des entreprises de transport aérien considérée sous ses aspects juridiques et économiques ».

VENTE A FONTAINEBLEAU

CHATEAU DE BOURBON-MARLOTTE (10 km de Fontainebleau, NT) DIMANCHE 30 OCTOBRE 1983 80 AUTOMOBILES DE COLLECTION M<sup>me</sup> L.-P. OSENAT Commissaire Priseur 5, rue Royale, 77300 FONTAINEBLEAU TEL. (6) 422-27-62

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonne-Méry (1944-1969)

Jacques Favret (1969-1982)

Imprimerie

du Monde

5, r. des Italiens

PARIS-13<sup>e</sup>

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437.

ISSN : 0395 - 2037.

**ROYALE**

**ROYALE**

*Filter*

**ROYALE**

**FILTRE**

520 100 100



Jeune Miss 1980

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« LE FRIGO » au Fontaine  
Copi-Fregoli

Apparition d'une plume blanche, d'un fantôme en gendarmes blancs, d'une Marlene Dietrich tombée qui trébuche sur ses jambes maigres, nouées, avec des résilles. Une fleur oscille au bout d'une longue tige courbe, accrochée sur une fausse perruque, sorte de casque en forme de perruque à chignon : première apparition de Copi dans sa pièce *Le Frigo* (publiée aux éditions Perso).

Le frigidaire est blanc, le téléphone doré. Le rideau de fond est bariolé comme un drapeau. Copi joue les Fregoli, allent de cour à jardin, changeant de robe en coulisses. De robe et de forme : Carmencita en volants rouges, gouvernante en robe noire et blanche, gangster années 30, voyou noir en costume zébré (les costumes sont de Jean Stoppani). Ce n'est pas du travestissement, c'est une distorsion des sens : est-ce qu'on voit ce qu'on voit ?

On voit Copi, son sourire de saint Jean-Baptiste, ses yeux plissés, les petits gestes en arc de ses bras. Il tangué, se déhanché, lève son profil aigu comme un noyé, comme un poisson hors de l'eau, quelqu'un enroulé à son élément. Copi, d'où vient-il ?

On entend sa voix douce, sa voix de gorge qui a trop fumé. Il jette quelques phrases, les mots se détachent d'un murmure musical et se répètent, sortent des balises à la dérive au fil d'un discours spasmodique. Oooc, il s'agit là d'une transeuseuse, un manège. Sa mère lui a offert le frigidaire pour son cinquième anniversaire. Elle écrit ses mémoires, elle se débat dans les déchirures de ses souvenirs en charpie, se raconte des histoires, une même histoire en plusieurs costumes et c'est toujours elle, toujours Copi, piétinant sur place avec pour seul compagnon une marionnette en forme de rat.

Le rat, le frigidaire, les robes extravagantes égrenent le monde de Copi, ce monde immobilisé en état d'apesanteur. Copi hors du temps, enroulé depuis le début des années 60... Il arrivait à Paris, à Saint-Germain. Il n'y avait pas encore de frigidaire mais une baignoire et la fameuse dame assise sur sa chaise, dialoguant avec un volatile euhri. C'était le même sourire, les mêmes yeux plissés, la même voix douce et râpeuse, la même silhouette fine, une tâche blanche dans la nuit, qui va, les mains dans les poches. Il habitait rive gauche, il vit à Montmartre. Copi n'est de nulle part, il est en lui-même.

COLETTE GODARD.  
\* Théâtre Fontaine, à 22 heures (Festival d'automne).

MUSIQUE

CRÉATION AU FESTIVAL D'AUTOMNE  
Kagel trahi par le Diable

Mauricio Kagel échappe à toute prise. N'essayez de le saisir ni dans le sérieux ni dans l'humour : il n'est jamais là où l'on croit le pincer. Même dans ce *Tam-Tam* qui réunit ses « monologues et dialogues sur la musique » depuis vingt ans, ouvrage d'une savoureuse richesse qui vient de paraître (1), on poursuit en vain ce fantôme qui fait beaucoup de vent en agitant... nos fantasmes, et écrit même de l'excellente musique. D'ailleurs, tant d'œuvres indissolubles et ingénieuses, l'œuvre se dérobe ; y a-t-il quelque un en son bout du fil ?

A peine vient-il de s'en prendre à Dieu dans un oratorio grandiose, *Die Erbschöpfung der Welt*, en retournant les premiers livres de la Genèse (le monde des 6 jours 1980 et 15 octobre dernier), qu'il s'attaque aux *Évangiles du Diable* dans le *Trahisson orlé*, créée jeudi soir par le Festival d'automne au théâtre Gémier, et l'on se pousse à l'avance de ce parallèle sacrilège.

Mais le Diable est un bien moins bon théoriste que le « Bon » Dieu et Kagel n'a à nous offrir que des contes satiriques, fantastiques, épiques ou picaresques pour la vaillance des chaudières. Son ambition se limite cette fois à s'amuser et à amuser les grands enfants que nous sommes censés être.

Événements ou événements développés, naïves ou poétiques, ces petites histoires ont le tort de ne pas constituer un vrai livre, mais une suite de quarante-neuf numéros sans fin véritable, d'autant plus que la musique a été composée indépendamment de tout texte, en petites atmosphères sonores, destinées à

recevoir dans chaque pays les trésors de la démonologie locale.

Une « musique d'ameublement diabolique », d'ailleurs admirablement écrite en brèves machines magiques, perfides, doucereuses, ironiques, formules lancinantes, timbres et rythmes obstinés, merle de façon succulente le piano, l'alto, le trombone, le tube, la guitare, l'orgue, le contrebasse, le cymbalum et, bien sûr, quantité de percussions, le xylophone pour les squelettes, les cloches pour les trépassés, le « rugissement du lion », les castagnettes pour le galop des chevaux, et bien d'autres choses, dont Kagel fait le plus subtil usage, quand ce n'est pas le plus évident. Mais par son projet même, il s'enferme dans l'ordre mineur du bruitage et de la musique de film. Pour l'architecture scénique, c'est le texte qui commande, ou plutôt, à l'occurrence, ne commande pas.

Cependant, l'invention et la perfection scéniques habituelles de Kagel mettent en scène, le brio des acteurs (deux hommes et une femme), font illusion et le spectacle ne manque pas d'attraits : la métamorphose constante des voix, des accents, des costumes, des accessoires, des éclairages, est bien d'une habileté « diabolique » et tient de la prestidigitation ; chaque histoire revêt instantanément son caractère propre que l'on déguise comme un petit vin de pays à défaut de frissonner (sauf dans la violente scène de l'exorcisme... pour son utilisation « subversive » du texte liturgique peut-être !). Les musiciens en arc de

cerle et en surplomb d'une sorte de galetas (où livres et journaux gisent en désordre, avec des commodités misérables qui servent de coffres à déguisement) participent à ce ballet, parlent, chantent et crient de bon cœur (2).

Mais en fin de compte, ces vieilles histoires tirées d'un livre de Claude Saignes, qui ne faisaient pas peur à un bernin d'aujourd'hui, laissent quelque peu l'attention. La récréation (une heure et demie) est un peu longue. Ramuz et Stravinsky dans *l'Histoire du soldat* nous donnaient davantage la chair de poule.

Pourquoi enfin le trahison orlé ? Pour le peu de mots : tradition-trahison. La tradition orlé « trahit » toujours l'histoire originale (le fait-divers, l'incident mystérieux, le déformé... l'empêche). Elle est l'œuvre savoureuse de l'imagination humaine qui se perpétue à travers les siècles pour donner ces fruits dont s'enrichit Kagel. Pour lui d'ailleurs, Dieu et le Diable sont « deux produits de l'imagination », mais c'est le Diable qui l'a trahi.

JACQUES LONCHAMPT.  
\* Jusqu'au 13 novembre, salle Gémier (20 h 30) ; du 15 au 20 novembre, au Nouveau Théâtre de Nice.

(1) Éditions Christian Bourgois, 276 p., 90 F.  
(2) Les interprètes, sans distinction de sexe, sont Jacques Alric, Willy Coquillat, Jean-Pierre Drouot, Anne-Marie François, Guillermo Gallardo, Philippe Legris, Joëlle Léandre, Geneviève Razon, Gaston Sylvestre et Martine Vard.

DANSE

Cunningham et Cage à Lille

(Suite de la première page.)

Rosario est la somme de leurs expériences, somme et non aboutissement car Merce Cunningham n'a pas fini d'inventer, de surprendre. Avec le temps, sa danse s'est faite plus riche, techniquement plus forte et, récemment, plus tendre. A Roubaix en début de programme, il a choisi de donner une pièce presque austère, *Inlet 2*, variation pour sept danseurs sur une gamme de soixante-quatre mouvements, ponctuée de gargouilles d'eau.

Rosario s'enchaîne sans entracte. Les musiciens l'un violon, deux percussions, une cornemuse, une flûte et le chanteur de ballades gaéliques s'installent. Ils vont dialoguer avec la bande son. Cage est au centre avec son micro et son texte pour une lecture comme au métro-norme. Les danseurs attendent, juchés sur de hautes tabourets. Selon l'usage ils vont découvrir la musique pour la première fois.

Elle vient les frapper de plein fouet et les spectateurs aussi, agressés par des bruits divers (cloches, coupe de marteau, bribes de chant, pleurs d'enfants, mouettes, motos...) soigneusement recueillis par Cage pour souligner le caractère irlandais de *Frangene Waka*. Dans cette polyphonie sonore revient comme un leit-motiv un air de gigue entraînant. On le queue, on l'attend.

Il fallait toute la ressource gestuelle de Cunningham et l'endurance de la Compagnie pour tenir tête à ce délire musical et réussir à équilibrer l'espace chorégraphique et l'espace sonore. Et quand les tambours roulent, obéissants, on se demande comment les danseurs peuvent tenir leur propre rythme. Par moments, des bruits très réels, très imagés, apportent une coloration à une danse par définition abstraite ; ils le dramatisent, la poétisent.

Il est évident que Merce Cunningham a chorégraphié son ballet en tenant compte de la référence à Joyce, à cet « Irish circus » évoqué par Cage ; on retrouve leur connaissance dans les petits pas talonnés, chahutés, les changements vifs de pied, les figures en chaîne, en ronde. On ne saurait dénombrer tous les sauts, les pissements, les manèges, les traversées, qui se succèdent sans s'empêcher. Lorsque, d'ailleurs, il y a une coïncidence entre le geste et le son, c'est le surchauffe ; à d'autres moments, au contraire, tout se calme, tout se vide, et la voix de Cage émerge et flotte un temps avant de s'engloutir dans un nouveau maélström musical.

La gigue est revenue, acide et familière, et puis brutalement l'espace se reforme. C'est le fin, le silence, le noir.

MARCELLE MICHEL.  
\* Dernière représentation le 28 octobre à 20 h 30.  
\* John Cage lira des passages de son *Libro des champions* (éditions Rykoji, traduction Pierre Lartigue) au *Rendez-vous de poésie* du Théâtre national de Chaillet le lundi 31 octobre, à 20 h 30.

NOTES

Danse Rock

Ballets-Jazz au Canada

Il est difficile de définir la danse de jazz - actuellement très en vogue - dont les techniques et les styles sont multiples. Mais qu'est-ce que le ballet-jazz ? En bonne logique, une forme chorégraphique relevant de ces techniques et s'appuyant sur des musiques de jazz. Pourtant Twyla Tharp refuse de voir ses ballets assimilés à du jazz, Alvin Ailey aussi. Même Bob Fosse trouve le terme réducteur.

Les Ballets de Montréal, eux, revendiquent ce titre et leur directrice, Geneviève Selbaing, le présente plutôt comme un état d'esprit, jeune, gai, sain, en rapport avec le climat artistique du Canada.

Malheureusement le spectacle donné au Théâtre des Champs-Élysées, et dont trois œuvres datées de 1983 s'apparenteraient plutôt aux années 50, manque d'énergie et de swing. La raison en est simple : la danse colle toujours à la musique, alors qu'un ballet de Twyla Tharp, d'Alvin Ailey, de Jennifer Muller ou autres « modernes » démultiplie les mouvements, joue du contrepoint, de la vitesse, de l'accélération ou du contraste.

Il manque à cette troupe entraînée et techniquement forte (d'où se détache un danseur du Zatre, Hans Vancol) des chorégraphes capables d'invention gestuelle et dotés d'un esprit de synthèse. Ce n'est pas le cas de Judith Marcuse, de Real Lamb ou de Daryl Gray, enclavés dans des stéréotypes.

MARCELLE MICHEL.  
\* Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

The Style Council en scène

Après avoir dissous les Jam (fin 1982), Paul Weller a créé, en duo avec Mick Talbot, le Style Council, un groupe en forme de cellule ouverte qui accueille les musiciens de passage ou grés des humeurs et du temps. Pour le chanteur-guitariste, il n'est plus question de se laisser colporter par le succès dans un rôle, une image ou une formule. Héros de la classe ouvrière, à vingt-trois ans, il continue d'assumer son action de porte-parole tout en s'offrant la liberté de ses options musicales.

Succédant à la sortie du premier mini-33 tours *Introducing*, le concert du Palais, le 26 octobre, a bien montré l'esprit qui anime le Style Council. En studio comme en public, les musiciens s'échangent leurs instruments, alternent les improvisations et morceaux structurés, chantés ou non.

Il règne sur scène une ambiance de « jam session », un peu en porte à faux avec l'essence même de la musique « soul », plutôt portée à la danse. Pourtant, lorsque le groupe revient au format chanson, on atteint des moments de magie. Auteur-compositeur exceptionnels, Paul Weller est peut-être le seul à avoir retrouvé le secret des prestigieuses formations noires de rhythm'n'blues américain. Et le travail de composition ressuscite sans nostalgie tous ces tubes intemporels qui ont fait le succès des surprises-parties dans les années 60. En dépit de l'effacement des musiciens, des attitudes un peu égarées, on a dansé au Palais et tapé dans les mains. Il fallait que la musique soit chaude !

ALAIN WAIS.  
\* Discographie : *Introducing the Style Council* (Polydor, 813277-1).

Musique

Maazel et l'Orchestre national

Pour son concert de rentrée avec l'Orchestre national de France dont il est, depuis 1977, le premier chef invité, Lorin Maazel avait choisi le *Prélude à l'après-midi d'un faune*, une de ces pages après lesquelles toute musique semble triviale et redondante.

À près d'un siècle de distance, l'impression d'une musique écoutée, recueillie plutôt que construite, l'empêche. On sait pourtant que ce prélude peut s'analyser, se démontrer comme une curieuse machine ; le mystère demeure, d'autant plus singulier que le fait d'en connaître chaque note, chaque rythme, chaque harmonie, n'ôte rien à l'émotion de les retrouver exactement à leur place. Fixer le volatil sans lui briser les ailes, tel fut le secret de Debussy, secret bien gardé depuis.

Et comparaissons - et malgré un dénouer par Mozart offert par Isaac Stern en dernière minute, - le *Concerto pour violon n° 1* de Prokofiev semble bablement fabriqué pour mettre en valeur les qualités du soliste. Le violon d'Isaac Stern y brille de tous ses feux, tandis que Lorin Maazel joue de l'orchestre en gourmet, obtenant de chaque instrument le sursaut qu'il désire, mettant sa virtuosité au service des musiciens : pas un geste de trop, mais toujours celui qui prévient la moindre hésitation. Ainsi chacun donne le meilleur de lui-même, et l'Orchestre national de France fait des prodiges.

Le concert s'achevait avec la version complète de *Debussy et Chloé* de Ravel, paraphrase, dirait-on, sur le *Prélude à l'après-midi d'un faune*, la concision en moins.

GÉRARDO CONDÉ.

ARCHITECTURE

L'ÉQUIPE FABRE-PERROTET-CATTANI CHARGÉE DE LA RECONSTRUCTION DU T.E.P.

L'équipe de MM. Fabre, Perrotet et Cattani, architectes de l'Atelier d'urbanisme et d'architecture (A.U.A.), a été désignée au terme de la consultation organisée par le ministère de la culture pour la reconstruction du Théâtre de l'Est parisien (T.E.P.).

L'équipe lauréate comprend également MM. Nepo, conseil en technique scénique, Raffaelli, metteur en scène, scénographe et Nibart, ingénieur conseil en structure.

Le nouveau Théâtre de l'Est parisien disposera d'une salle de 800 places, équipée d'un plateau de scène avec cintres. Les travaux commenceront dans le courant du deuxième semestre de 1984. Le théâtre ouvrira ses portes pour la rentrée de 1986. Pendant la durée des travaux, une salle provisoire de 400 places accueillera les spectacles, 159, avenue Gambetta.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS AUDITION

ENGAGEMENT D'UN DANSEUR QUADRIE STAGIAIRE

ENGAGEMENT DE DANSEURS ET DANSEUSES SURNUMÉRAIRES À CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE

Une AUDITION est prévue le mercredi 9 novembre 1983, à partir de 9 heures à la salle BERTHIER, 72, boulevard Berthier, 75017 PARIS.

LES INSCRIPTIONS sont reçues à la Régie de la Danse, 8, rue Scribe, 75009 PARIS, dès à présent jusqu'au samedi 5 novembre 1983 inclus, par courrier seulement.

AGE minimum 16 ans le 9 novembre 1983 obligatoirement titulaire du B.E.P.C.

Ce CONCOURS comportera une sélection classique du répertoire au choix du candidat, et des enchaînements de pas indiqués par le Maître de Ballet.

RENSEIGNEMENTS : RÉGIE DE LA DANSE, OPÉRA DE PARIS, 8, rue Scribe, 75009 PARIS. Tél. : 268-60-22 poste 420/373.

PETITES NOUVELLES

Les concerts que devaient donner à Paris d'août part le chanteur anglais Malcolm Mac Laren le 28 octobre et d'autre part le groupe Raoul Petite du 8 au 12 novembre sont annulés.

La troisième semaine du Cinéma américain de Strasbourg (du 26 novembre au 6 décembre) sera inaugurée par deux projections de *Napoleon d'Abel Gance*. Quatre-vingt-dix films seront présentés, dont quinze en compétition. Un hommage sera rendu à l'acteur Dietrich Hage, un chef d'œuvre Henri Alekan et au cinéaste médis Vilgot Sjöman.

Le cinéaste Claude Miller succède à Serge Leroy à la présidence de la Commission d'aide à la diffusion des films, composée de Serge Le Péron, Bertrand Van Effenterre, Jean-Loup Fassin, Hubert Noguère et Claude-Eric Poireux. Cette commission intervient pour les films de « qualité » dont la distribution offre des difficultés particulières.

Le cinéaste Claude Miller succède à Serge Leroy à la présidence de la Commission d'aide à la diffusion des films, composée de Serge Le Péron, Bertrand Van Effenterre, Jean-Loup Fassin, Hubert Noguère et Claude-Eric Poireux. Cette commission intervient pour les films de « qualité » dont la distribution offre des difficultés particulières.

21 h 15 mise en scène : Etienne BIERRY  
RESTAURANT de NUIT  
de Michel BÉDÉTI

JAN FABRE  
OCCUPÉ DU THÉÂTRE COMME  
LE DIABLE À CORPSE ET À PRÉVOIR  
THÉÂTRE DE LA BASTILLE  
27/28/29 OCT. 21 H  
HUIT HEURES SANS ENTRACTE DE THÉÂTRE TOUT CRU. ILS SE DÉSHABILLENT, S'EMBRASSENT, LÈCHENT DU YAOURT, PROMÈNENT DES PERRUQUES, ALLUMENT DES BOUGIES. ILS SONT BELGES, VIVENT À ANVERS, N'ONT PAS TRENTE ANS.  
JEAN-PIERRE THÉAUDAT LIBÉRATION  
LOCATION THÉÂTRE 357.42.14 ET FNAC 549.05.28

LES AFA, JEAN MÉJEAN et FELIX ASCOT présentent  
à l'ELDORADO  
Daniel CECCALDI, Jean-Pierre DARRAS  
Marc DUDICOURT, André GILLE, Stéphane HILLEL  
Christiane MINAZZOLI, Jean PARÉDES  
dans  
LE DON JUAN DE LA GREUSE  
de LABICHE  
Séance supplémentaire le lundi 31 octobre  
4, bd de Strasbourg (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Strasbourg-Saint-Denis  
Tél. : 208-23-50 Collectivités et groupes 249-24-46

20 h 15 Etienne BIERRY dans  
la dernière bande  
SAMUEL BECKETT  
mise en scène : Michel DUBOIS

Hanna Schygulla un film de Angela Winkler  
Margarethe Von Trotta  
L'amie  
Margarethe von Trotta a réalisé son film le plus secret, le plus troublant. JACQUES SICLIER - LE MONDE  
Un plaidoyer fort et beau. LE POINT  
Deux très grandes comédiennes portent cette œuvre au plus haut degré de l'émotion. ROBERT CHAZAL FRANCE-SOIR







# COMMUNICATION

## La Haute Autorité vent moraliser les relations entre le sport, la publicité et la télévision

Les relations du sport et de la publicité avec la télévision n'ont jamais été très claires. Dans son premier rapport annuel la Haute Autorité relance une querelle vieille comme le monopole : elle dénonce le rôle des intermédiaires qui placent des réclames aux bords des stades lors des grandes manifestations. Mais existe-t-il un autre moyen de financer les spectacles sportifs dans le système actuel ?

La position de relative tolérance des organismes publics de radio-télévision au regard de la publicité apparaît dans l'occasion des retransmissions. Le manifeste sportif doit être reconstruit, écrit la Haute Autorité dans son premier rapport annuel (le Monde du 26 octobre). Outre l'inflation des matériels publicitaires apparaissant dans le champ des caméras et qui nuit à la qualité de l'image, la Haute Autorité a relevé la forte augmentation des prix des emplacements en bordure de terrain à l'occasion des retransmissions et qui ne sont pas pris en compte dans les contrats liant les annonceurs, les organisateurs et les diffuseurs.

Il s'agit d'un phénomène caractéristique d'enrichissement sans cause, qui révèle l'onomologie majeure des rapports entre le sport et la télévision. « Estime le texte qui souligne le rôle des intermédiaires dans cette situation. Ils ont acquis le droit d'usage de l'ensemble des emplacements publicitaires pour en sous-traiter la location pour leur propre compte et à leur propre tarif. Evénement le contrôle sur l'ensemble du dispositif, certains intermédiaires commencent à acquiescer les droits de diffusion eux-mêmes s'interposent ainsi entre les organisateurs sportifs et les diffuseurs d'une part et entre les annonceurs sportifs et les annonceurs d'autre part ».

Cette situation préoccupe la Haute Autorité : « Les sociétés nationales courent le risque, à brève échéance, de se voir imposer des droits de retransmission exorbitants pour des manifestations dont elles ne contrôlent aucune partie de l'environnement publicitaire ». Afin de protéger les téléspectateurs, le mouvement sportif et les sociétés de programme contre ces dangers, la Haute Autorité recommande aux sociétés nationales de programmes de prendre des mesures à court et à moyen terme pour « endiguer d'éventuels débordements », notamment pour ce qui concerne le football et le tennis, qui sont les plus prisés par le public.

Pour atteindre ces objectifs, la Haute Autorité pense que deux conditions devront être remplies : d'une part, l'union des organismes audiovisuels concernés pour faire contrepoids aux intermédiaires commerciaux ; d'autre part, une réglementation et une tarification de la publicité sportive. « Cet effort de clarification, conclut la Haute Autorité, nécessaire au bon fonctionnement du service public, bénéficiera également au mouvement sportif dans la mesure où il permettra à terme de mieux contrôler les marges des intermédiaires et de réorienter une partie des ressources du système vers les clubs et les disciplines les moins favorisés ».

### La réaction d'un intermédiaire

Cette démarche de la Haute Autorité ne surprend pas les méconnaissances des réalités et par de nombreuses contradictions. « a déclaré, en réaction à ce rapport, M. Jean-Claude Darmon, le principal intermédiaire, qui affirme pratiquer un taux de commission courant en matière de publicité. « Comment affirmer, par exemple, que l'environnement publicitaire « nuit » ou spectacle sportif et en revendique, en même temps, le bénéfice ? », interroge-t-il. « Prendre, par ailleurs, que l'existence de la publicité associée au sport risque d'entraîner le paiement de droits exorbitants de la part de la télévision est contraire à la vérité », affirme-t-il. « C'est dans le cas où les responsables du sport ne bénéficieraient plus de l'opportunité publicitaire qu'ils exigeraient des indemnités plus lourdes. C'est grâce à la publicité que la télévision peut se permettre de verser pour un match, comme Paris-Saint-Germain-Juventus de Turin, des droits étonnamment faibles ».

## Le poids du monopole

La démarche de la Haute Autorité a été suscitée par M. Edwige Avois, ministre délégué au sport, qui a leu le rapport et aux sports, qui s'est indignée, lors de sa prise de fonction en 1981 en voyant la caravane publicitaire du Tour de France. Cette réaction-réflexe est partagée par un grand nombre de personnes qui pensent que les valeurs morales du sport sont incompatibles avec le mercantilisme publicitaire.

Mais, paradoxalement, on peut se demander si, naguère, le refus de la publicité par le monopole télévisif n'a pas mis le sport à la merci des annonceurs. Aux Etats-Unis, où triomphe le sport professionnel, on ne voit pas la moindre publicité sur les maillots des joueurs ni autour des stades. Cette absence s'explique par la vive concurrence à laquelle se livrent les chaînes de télévision pour acheter, très cher, les contrats pour les retransmissions sportives les sommes s'élèvent, par exemple, pour le championnat de football américain dépassent 200 millions de dollars. Ces sommes et les recettes sur les stades sont destinées à faire vivre les équipes américaines, qui versent des salaires très importants aux joueurs. Les chaînes revendent de leur côté des « espaces publicitaires » à des annonceurs pendant les retransmissions.

En France, le monopole audiovisuel a longtemps refusé de recourir à la publicité comme moyen de financement. Si bien qu'un système — s'est mis en place pour la retransmission des événements sportifs : les annonceurs se sont adressés directement aux organisateurs, qui ont insensiblement transformé les joueurs en hommes-sandwiches et les stades en panneaux publicitaires. Ainsi, la télévision peut retransmettre des matches à peu de frais (350 000 F pour le match Paris-Saint-Germain - Juventus regardé par plus de six millions de téléspectateurs).

Les annonceurs sont-ils allés trop loin en voulant, par exemple, mettre de la publicité sur les filets des gardiens de but ? C'est probable. Toutefois, comme le fait justement remarquer M. Jean-Claude Darmon, la Haute Autorité ne propose pas aux chaînes de télévision de supprimer cette publicité, mais de la négocier à leur profit.

Cette démarche comporte beaucoup plus de risques que d'avantages pour les organisateurs sportifs dans le contexte actuel : on ne voit pas comment, d'une situation de quasi-monopole, les chaînes pourraient plus les cordons de leur bourse pour payer les retransmissions. En revanche, on voit parfaitement comment les sociétés de télévision ponctionneraient le plus grosse part des sommes versées par les annonceurs.

A un moment où le financement public du sport diminue comme peu de chagrin, la démarche de la Haute Autorité ne risque-t-elle pas de porter un nouveau coup à ce peuple des stades ? sous couvert de moralisation ?

ALAIN GIRAUD.

## Vendredi 28 octobre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : L'académie des bas arts. Emission proposée par P. Bouteiller. Avec Chagrin d'amour, Robert Brasseur, Pierre Desproges, Joe Turner, Françoise Hardy... Une émission follement mise en images par Jean-Christophe Averty.  
21 h 40 Série : Les Uns et les Autres, de Claude Lelouch. La chanteuse Sarah Gleen, après un bref succès, connaît la descente aux enfers. Edith commence une carrière de speakerine. L'histoire sur fond de music-hall, un rythme enlevé, quelques longueurs.  
22 h 40 Passions-Passions. Magazine de P. Desnos et A. de Gaudemar. Le visage d'Alice : photos et dessins de Lewis Carroll : le bloc-notes de Régine Desjardes ; art et mode : mille facettes : le Vol des oiseaux, de l'écrivain Jacques Téboul.  
23 h 25 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

**VITE, VITE, SINGER**  
-15% sur tous les meubles couture  
Offre valable du 17 octobre au 26 novembre 1983.

20 h 35 Faillitton : les Brigades du Tigre. Les années folles : le fantôme de Noël, réal. V. Vigne. 1927, L'officier Sacco et Vanzetti bouleversent le monde entier, le journaliste Alphonse Moulin attaque avec virulence les différents gouvernements français.  
21 h 35 Apostrophe. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : « La peur et la mort ». Avec Philippe Arles (Images de l'homme devant la mort), Jean Delmeau (Le Pêche et la Peur), Anne Louvet (La Mort et

quelques avantages) ; Michel Vovelle (La Mort et l'Occident, de 1300 à nos jours).  
22 h 30 Ciné-club (cycle Eisenstein) : le Grève. Film soviétique de S.M. Eisenstein (1924), avec M. Chitrak, G. Alexandrov, M. Gomarov, A. Antonov, L. Khoubine (N. Muet, rediff.).  
Premier film d'Eisenstein, destiné à rappeler les luttes du prolétariat sous le régime tsariste. Invention d'un style lyrique pour une époque révolutionnaire.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Grand Public : Un caddy nommé désir. Magazine d'information d'A. Campana. En direct du centre commercial du Grand-Var, à Toulon. Patrick Camus et Jean-Charles Elie, installés au cœur du supermarché qui continue de fonctionner, interrogent des cadres, des employés, des ouvriers, des mères de famille, des chapeaux de paille. Cette soirée sera entrecoupée de variétés. Laurent Voulzy, Rose Laurene, Jean-Luc Lahaye.  
22 h 35 Journal.  
22 h 50 Flash 3. Magazine de la photo de J. Bardin, P. Dhostel et J. Egner. Les pionniers de la photographie. L'actualité des expositions et de l'édition. Portrait : Martine Barlat. Reportage d'Olivier Bressy.  
23 h 40 Prélude à la nuit. Sonate n° 2 en mi bémol majeur, de Brahms, par H. Bosch, piano, et A. Angster, clarinette.

### FR3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Faillitton : A skis redoublés.  
17 h 30 Orchestre de l'Île-de-France.  
17 h 44 Quand les pincesaux s'en mêlent.  
18 h Les oiseaux de mer.  
18 h 30 Autour de... l'instruction culturelle paritienne.  
18 h 55 Informations.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 35 Faillitton : les Mohicans de Paris.

### FRANCE-CULTURE

20 h Relecture : Charles-Albert Cingria, par H. Juin, textes lus par D. Patard, J. Boly et M. Sarcey.  
21 h 30, Black and blue : coin-maillards, voix d'hommes, voix de femmes.  
22 h 30, Nuits magiques : 140 ou la cité.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct de Baden) : les Créatures de Prokofiev (ouverture) de Beethoven. Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Liszt, Symphonie n° 6 de Prokofiev par l'Orchestre de Baden-Baden, dir. M.-W. Chung, sol. M. Argerich.  
22 h 15, Fréquence de nuit : feuilleton « La voix n'est pas un organe » ; E. Schwarzkopf ; 23 h 10, Les châteaux : château de Saint-Cloud.

## Samedi 29 octobre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 30 Vision plus.  
10 h Casaque et bottes de cuir. Magazine du cheval.  
10 h 30 La maison de TF 1.  
12 h Bonjour, bon appétit.  
12 h 30 La séquence du spectateur.  
13 h Journal.  
13 h 35 Amuse-gueule.  
14 h 55 Le grand ring dingue.  
15 h 35 C'est super : Maxime Saury.  
15 h Dessin animé : Capitaine Flam.  
16 h 30 Histoires naturelles.  
17 h 55 Pépé cailin.  
18 h Trente millions d'amis.  
18 h 30 Magazine Auto-moto.  
19 h 10 D'accord, pas d'accord.  
19 h 15 Émissions régionales.  
20 h 40 Jeu : Marions-les.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Dallas.  
21 h 35 Droit de réponse : Émission de M. Polac. Droit de réponse à Jean-Baptiste Dourneng, « l'homme du mois ». Avec R. Dumont, agronome, A. Asmolar, sociologue. F. Thorez auteur des Enfants modèles.  
22 h 50 Etolles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand. Lilian Glaz à Paris.  
23 h 35 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 15 ANTOPE.  
11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.  
11 h 30 Placine 45. Avec Jodelle, Laurent Voulzy, Bonnie Tyler...  
12 h A nous deux.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Série : Ah ! quelle famille.  
14 h 55 Le grand ring dingue.  
15 h 35 C'est super : Maxime Saury.  
15 h Dessin animé : Capitaine Flam.  
16 h 30 Histoires naturelles.  
17 h 55 Pépé cailin.  
18 h Trente millions d'amis.  
18 h 30 Magazine Auto-moto.  
19 h 10 D'accord, pas d'accord.  
19 h 15 Émissions régionales.  
20 h 40 Jeu : Marions-les.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Dallas.  
21 h 35 Droit de réponse : Émission de M. Polac. Droit de réponse à Jean-Baptiste Dourneng, « l'homme du mois ». Avec R. Dumont, agronome, A. Asmolar, sociologue. F. Thorez auteur des Enfants modèles.  
22 h 50 Etolles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand. Lilian Glaz à Paris.  
23 h 35 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 45 Rendez-vous d'automne.  
18 h Entrée libre. Une émission du C.N.D.P. Invité du jour : Claude Julien, rédacteur en chef du « Monde diplomatique » ; 14 h, jeu : Images d'histoire ; 14 h 15, Portrait de Jean Rous ; 14 h 35, Comédiens en usine ; 14 h 55, Autoparole d'un développement ; 15 h 35, Chantier sans la parole ; 15 h 45, Une Journée dans la vie d'un avocat.  
16 h 15 Liberté. Au sommaire : Les Pershing contre les SS-20, avec la participation de l'Association française pour la communauté atlantique, l'Institut national supérieur des études de défense et de désarmement, etc.  
17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.  
19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.  
20 h Les jeux.  
21 h 35 Série : Agatha Christie : Reflet d'avenir. Réal. D. Davis.

### FR3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35 Magazine du spectacle : 3° rang de face.  
18 h Dessin animé : Les aventures sous-marines.  
18 h 5 Faillitton : Dynasty.  
18 h 55 Informations.  
19 h 10 Dessin animé : Ulysse 31.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 35 Faillitton : les Mohicans de Paris.

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : cinéma japonais.  
8 h, Naître et mourir : Une renaissance obstétricale.  
8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : l'ingénieur face au futur.  
9 h 2, Matinales : le monde contemporain.  
10 h 45, Démarches avec...  
11 h 2, Musique : Festival d'automne, l'Australie à Paris (et à 16 h 20).  
12 h 5, Le point des Arts.  
14 h, Les samedis de France-Culture : Japon et Japonais, par O. Germain-Thomas, J. Delaborde, M. Abgrail.  
15 h, Chronique de la langue parlée : Les bouquets poissards, de J.-J. Vadé.  
16 h 25, Jazz à l'ancienne.  
19 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : Portraits d'artistes : Gaston Tuschner.  
20 h, Nuits ouvertes comme des lits, de C. Semprun-Maura. Avec L. Terzieff, N. Borgeaud, S. Savion, S. Jency.  
21 h 35, Ad lib.  
22 h 5, La fugue du samedi.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Samedi matin : Œuvres de Vivaldi, Schubert, Donizetti.  
8 h 5, Approche de Vienne.  
9 h 5, Carnet de notes viennoises.  
11 h 5, La tribune des critiques de disques.  
12 h 30, Impard Soerfeld et les voix de Vienne.  
14 h 5, La tradition de la Philharmonie de Vienne.  
15 h 30, Concert (en direct de la Philharmonie de Vienne) : Mozart, Deuxième Symphonie de Schmidt, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. E. Leinsdorf.  
17 h 30, La forêt viennoise.  
18 h, Les chœurs du music-hall viennois.  
19 h 5, Découverte : la Dixième Symphonie, de Schubert, par l'Orchestre philharmonique de Liège, dir. P. Bartholomée.  
20 h, Concert (en direct du palais Schwartzberg) : Quintettes de Mozart et Beethoven.  
22 h, Ernst Krenek.  
23 h 30, Le club des archives : Requiem de Verdi.  
0 h 5, Nuits de Vienne.

### TRIBUNES ET DÉBATS

#### SAMEDI 29 OCTOBRE

— M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, participe à l'émission « Le monde contemporain », consacrée à la situation internationale, sur France-Culture, à partir de 9 h 15.

89-52) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Mural, 16 (651-99-75) ; Paramount Maillo, 17 (758-24-34) ; Wapler, 18 (523-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).  
**LE ROI DES SINGES** (Chinois, v.f.) : Mural, 16 (278-47-86).  
**ROS ET LA GRANDE VILLE** (AIL, v.f.) : Mural, 16 (278-47-86).  
**RUE CASES-NÈGRES** (Fr.) : Rio Opéra, 2 (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Daum, 6 (329-42-62) ; Biarritz, 8 (723-68-23) ; Marseille, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ; U.G.C. Gobelin, 13 (336-23-44) ; Montparnasse-Patib, 14 (320-12-06) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Images, 18 (522-47-94).

### LES FILMS NOUVEAUX

**LE GRAIN DE SABLE**, film français de Pomme Meffre : Studio Logos, 9 (354-26-42) ; U.G.C. Marbeuf, 9 (223-18-45) ; Olympia-Entrée, 14 (545-35-38).

**LE MARGINAL**, film français de Jacques Deray : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Biarritz, 8 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Cluny-Palace, 2 (354-07-76) ; Publicis-Saint-Germain, 6 (222-72-80) ; Paramount-Opéra, 6 (325-59-83) ; Bessing, 6 (222-57-97) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Le Paris, 8 (359-53-99) ; Publicis-Champs-Élysées, 8 (770-72-86) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (357-35-43) ; Hollywood-Boulevard, 9 (770-10-41) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12 (343-79-17) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Ardus, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse-Patib, 14 (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16 (727-49-75) ; Paramount-Maillo, 17 (758-24-34) ; Wapler-Patib, 18 (523-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

**PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE**, film français de Jean-Marie Poiré : Forum-Orient-Express, 2 (233-42-26) ; Biarritz, 8 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Quinette, 5 (633-79-38) ; Saint-Germain-Huchette, 5 (633-42-20) ; George V, 8 (562-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (357-35-43) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 6 (325-59-83) ; France, 9 (770-33-88) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Adèle, 12 (343-04-67) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03) ; Mural, 16 (651-99-75) ; Montparnasse-Patib, 14 (320-12-06) ; Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Meyfair, 16 (525-27-06) ; Paramount-Maillo, 17 (758-24-34) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-25) ; Patib-Clitby, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

**UN BRUIT QUI COURT**, film français de Jean-Pierre Scudérot et Daniel Laloux : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

**STAYING ALIVE** (A. v.f.) : Forum-Orient-Express, 2 (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Opéra, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22) ; Biarritz, 8 (723-68-23) ; Ermitage, 8 (359-15-71) ; Paramount City, 9 (562-45-16) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. Rex, 3 (236-83-93) ; Paramount-Montparnasse, 15 (544-25-02) ; U.G.C. Opéra, 2 (233-42-26) ; Paramount-Opéra, 6 (325-59-83) ; Paris-Opéra, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Convention, 15 (828-42-27) ; Mural, 16 (651-99-75) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Patib-Clitby, 18 (522-46-01).

**TENDER MERE** (A. v.f.) : Biarritz, 8 (742-60-33).

**TONNERRE DE FEU** (A. v.f.) : Arènes, 2 (233-54-58).

**TOOTISSE** (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (236-62-56).

**LA TRAVATTA** (H. v.f.) : Vendôme, 2 (742-97-52).

**LES TROIS COUPONNES OU MATELOT** (Fr.) : 14-Juillet-Radine, 6 (326-18-48) ; 14-Juillet-Parnasse, 6 (326-18-48) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ; Olympia-Entrée, 14 (545-35-38).

**UNDERGROUND USA** (A. v.f.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

**UNE PIERRE DANS LA BOUCHE** (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Cayenne, 17 (380-30-11) (H. sp.).

**VICTOR VICTORIA** (A. v.f.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

**VIVEMENT DIMANCHE** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (233-42-26) ; Hamlet-Hall, 6 (633-79-38) ; Marignan, 9 (359-92-82) ; Parnasse, 14 (320-30-19).

**VIVE LA SOCIALE** (Fr.) : Forum-Orient-Express, 2 (233-42-26) ; U.G.C. Opéra, 6 (325-59-83) ; Marbeuf, 9 (223-18-45) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; Montparnasse, 14 (327-84-50).

**ZELIG** (A.) : Forum, 1 (297-49-70) ; Movies-Hall, 1 (260-43-99) ; Paramount-Montparnasse, 14 (320-12-06) ; Studio Alpha, 3 (354-07-76) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) (version angl. non subt.) ; Paramount-Opéra, 6 (325-59-83) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Paramount-Montparnasse, 14 (327-84-50) ; Mural, 16 (651-99-75) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

### Les festivals

**MOCKY** - République Cinéma 11 (805-51-33) : 16 h, 22 h : l'Ombre d'une femme ; 18 h : Talibou.  
**PAUL VECCHIALI** - Studio 43, 9 (770-63-40) : 18 h, Femme, femme ; 20 h, C'est la vie (+ débat) ; 22 h, Faire la vie.  
**PANORAMA DU JEUNE CINÉMA FRANÇAIS** - Studio 43, 9 (770-63-40) : Une vie déprimante, la Sope ubbe, Placé botante, Toutes les nuits, le Facteur Zazou.

**un cocktail pour un moment de charme**

Le Cardinal.

1/3 Campari.  
1/3 Gordon's Gin.  
1/3 Noilly Prat Dry.  
Presser un zeste de citron.  
Servir glacé.





# INFORMATIONS « SERVICES »

## TOUSSAINT

### Les services ouverts ou fermés

**PRESSE.** - Les quotidiens parisiens paraîtront normalement le mardi 1<sup>er</sup> novembre.

**R.A.T.P.** - Service réduit des dimanches et jours fériés.

**BANQUES.** - Les banques, qui ont le repos hebdomadaire le samedi, seront fermées le lundi 31 octobre et le mardi 1<sup>er</sup> novembre. Celles qui ont le repos hebdomadaire le lundi seront fermées le mardi 1<sup>er</sup> novembre.

**GRANDS MAGASINS.** - Ils seront fermés le mardi 1<sup>er</sup> novembre, à l'exception du B.H.V. et de la Samaritaine ouverts uniquement l'après-midi.

**P.T.T.** - Les bureaux de poste, guichets de paiement à vue, agences commerciales et télégraphiques des télécommunications seront fermés le mardi 1<sup>er</sup> novembre. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile. Toutefois, resteront ouverts les bureaux qui le sont habituellement le dimanche. Ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste et détail ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales.

Le lundi 31 octobre, les services des P.T.T. fonctionneront dans les conditions habituelles, les opérations financières (chè-

ques postaux, caisse nationale d'épargne) seront normalement assurés.

**SÉCURITÉ SOCIALE.** - La Caisse primaire d'assurance maladie de Paris indique que les centres et services seront ouverts au public le lundi 31 octobre jusqu'à 14 heures. Une permanence sera assurée jusqu'à 15 h 30 pour les prises en charge et les renseignements. Les centres et services seront normalement ouverts au public le mercredi 2 novembre.

**ALLOCATIONS FAMILIALES.** - Les services d'accueil du siège et des unités de gestion des caisses d'allocations familiales de la région parisienne seront fermés du lundi 31 octobre à 12 heures au mercredi 2 novembre au matin. Cependant, le lundi 31 octobre, resteront ouverts les cliniques dentaires jusqu'à 16 heures et les centres de diagnostic et de soins jusqu'à 17 heures.

**LOISIRS.** - On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant le semaine en appelant à l'Office de tourisme de Paris le 720-94-94 (informations en français), le 720-88-98 (informations en anglais), le 720-57-58 (informations en allemand).

**MUSÉES.** - Tous les musées nationaux seront fermés le mardi 1<sup>er</sup> novembre.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 28 octobre 1983 :

### UN DÉCRET

● Portant publication de l'accord sur les relations dans le domaine de la télévision entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada, signé à Paris le 11 juillet 1983.

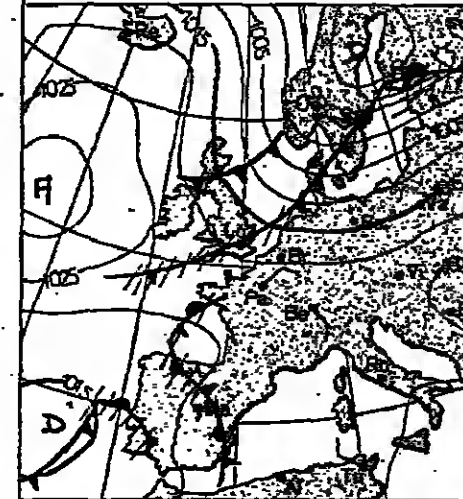
### UNE LISTE

● Des candidats admis au concours réservé aux maîtres-assistants et chargés de cours à titre permanent ouvert en 1983 pour le recrutement de professeurs des universités dans la discipline Droit public.

LOTTO		Tirage N° 43		du 28 octobre 1983	
8	15	18	21	31	33
Boule chiffrée : 43					
6 bons numéros		2 179 079,00 F			
5 bons numéros	26	181 588,90 F			
5 bons numéros	2 301	8 761,30 F			
4 bons numéros	146 041	131,20 F			
3 bons numéros	2 302 041	10,30 F			
PROCHAIN TIRAGE LE 5 NOVEMBRE 1983					
VALIDATION : JOURNÉE DU 2 NOVEMBRE 1983 (après 18h)					

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28.10.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 28 octobre à 6 heures et le samedi 29 octobre à minuit.

Les régions méridionales seront concernées samedi par des remontées d'air chaud apportant des nuages et quelques orages. Ailleurs, après pénétration par le nord d'une petite limite « frontalisée », des conditions anticycloniques se rétabliront.

Samedi matin, des brouillards seront observés dans les vallées du Massif Central et des Alpes, le Lyonnais et la vallée du Rhône, des brumes et des nuages bas près de la Manche. Le ciel sera nuageux ailleurs. En journée, il se restera du sud de l'Aquitaine au sud du Massif Central et au Languedoc, avec possibilité d'orages isolés sur les Pyrénées et les Cévennes. Le temps sera brumeux avec des nuages bas près du golfe du Lion, passagèrement nuageux sur les Alpes. Sur les autres régions, le temps rediendra ensoleillé avec du vent de secteur nord-est. Près de la Manche, celui-ci sera assez fort et, en soirée, des brumes et des nuages bas pourront se reformer.

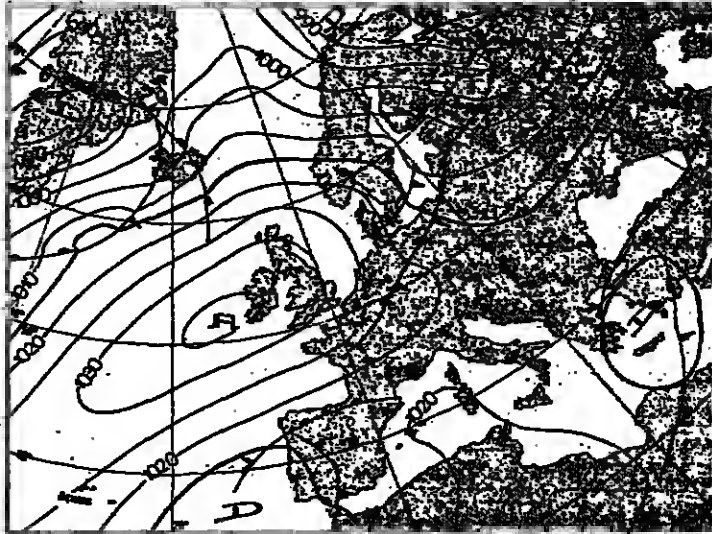
Sans d'évolution. A l'arrière d'une perturbation pluvio-orageuse qui achève de traverser les régions méridionales, un nouvel anticyclone viendra protéger temporairement notre pays du nouveau courant perturbé océanique, en dirigeant au large l'axe frontal de secteur est.

Prévisions pour dimanche. Sur les régions méridionales, des ondées orageuses se produiront encore le matin, mais une amélioration progressive se développera par le nord dans la journée. Sur le reste du pays, après une matinée fraîche avec quelques brumes et des brouillards matinaux sur les régions du Nord, la journée sera la plus souvent ensoleillée.

PRÉVISIONS POUR LE 29.10.83 DÉBUT DE MATRÉE



PRÉVISIONS POUR LE 29 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 27 octobre au 28 octobre) : Ajaccio, 20 et 7 degrés ; Biarritz, 24 et 8 ; Bordeaux, 20 et 3 ; Bourges, 19 et 2 ; Bruns, 15 et 7 ; Châlon, 15 et 3 ; Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 21 et -1 ; Dijon, 13 et -2 ; Grenoble, 16 et 1 ; Lille, 16 et 4 ; Lyon, 18 et 2 ; Marseille-Marignane, 18 et 7 ; Nancy, 14 et 0 ; Nantes, 14 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 10 ; Paris-Le Bourget, 17 et 2 ; Pau, 24 et 6 ; Perpignan, 18 et 7 ; Rennes, 12 et 5 ; Strasbourg, 17 et -2 ; Tours, 16 et 3 ; Toulouse, 20 et 5 ; Poitiers-Poitte, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 9 degrés ; Amsterdam, 14 et 10 ; Athènes, 17 et 14 ; Berlin, 15 et 8 ; Bonn, 16 et 1 ; Bruxelles, 16 et 6 ; Le Caire, 26 et 19 ; Les Canaries, 25 et 16 ; Coppenhague, 13 et 9 ; Dabitz, 37 et 27 ; Djéba, 22 et 17 ; Gênes, 17 et 0 ; Héracléon, 19 et 13 ; Lisbonne, 22 et 15 ; Londres, 14 et 6 ; Luxembourg, 12 et 1 ; Madrid, 22 et 9 ; Moscou, 9 et 8 ; Nairobi, 28 et 15 ; New-York, 11 et 5 ; Palma-de-Majorque, 23 et 6 ; Rome, 21 et 8 ; Stockholm, 13 et 7 ; Tanger, 23 et 13 ; Tunis, 21 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

DIMANCHE 30 OCTOBRE

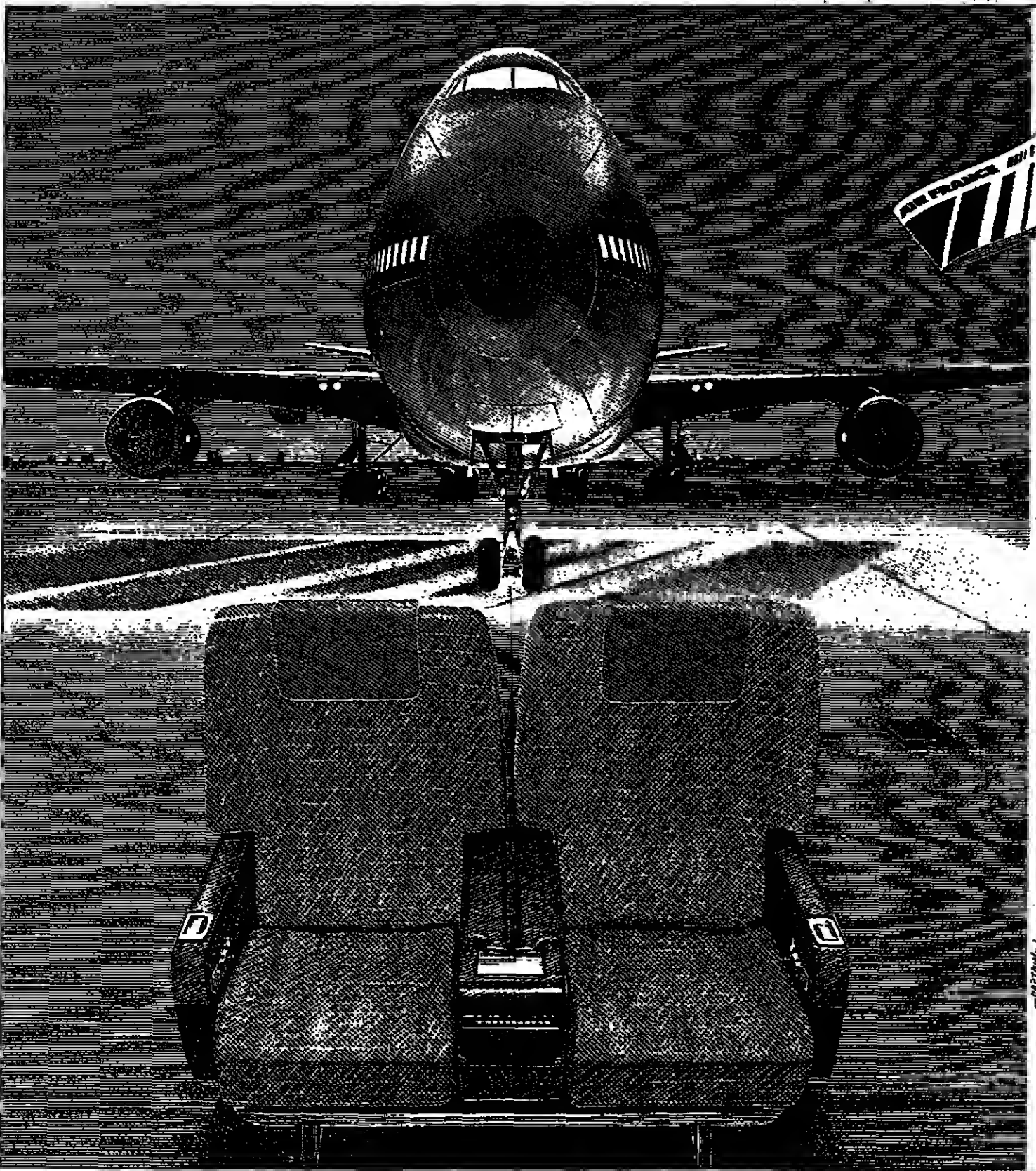
- « La Galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, place des Victoires, M<sup>me</sup> Oswald.
- « Le Père-Lachaise », 15 heures, métro Père-Lachaise, M<sup>me</sup> Oswald.
- « Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Sébastien.
- « Le château de Malouin-Laffitte », 15 h 30, entrée, côté par, M<sup>me</sup> Holot (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Tour Eiffel », 11 heures, métro Champes-Élysées (Avenue).
- « Institut de France », 15 heures, 23, quai Conti (M<sup>me</sup> Camus).
- « Tour de la Seine », 10 h 30, entrée du Grand Palais (Commission d'art et d'histoire).
- « Services secrets 1935-1945 », 15 heures, métro Invalides (M. Camus).
- « L'enclos tragique de Picpus », 15 heures, 35, rue de Picpus (M<sup>me</sup> Fournier).
- « Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filles).
- « Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (M<sup>me</sup> Camus).
- « Hôtel de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (M<sup>me</sup> Hanter).
- « Les salons du conseil d'Etat », 15 heures, place du Palais-Royal, grille (Histoire et Archéologie).
- « Quartier Montmartre », 10 h 30, métro Montmartre (P. Y. Jassat).
- « Vieilles maisons de Paris », 10 h 30, métro Pont-Neuf (Paris antique).
- « Hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).
- « Le Marais incanté », 15 heures, métro Rambuteau (Résurrection du passé).
- « Les catacombes », 10 heures, métro Denfert-Rochereau (Tourisme culturel).

## CONFÉRENCES

60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Henri Brannfeld, 14 h 30 : « Singapour l'inconnu » ; 16 h 30 : « L'Allemagne, entre deux guerres 1918-1933 » (Rencontre des peuples).

Les mots croisés se trouvent page 19.

Lisez  
**LE MONDE**  
diplomatique



# Fauteuil Club

Air France Le Club, c'est avant tout un fauteuil, un nouveau fauteuil étudié pour votre confort. Plus large, plus moelleux, mieux dessiné, il vous permettra de travailler ou de vous reposer à votre aise. Air France Le Club, c'est aussi l'espace. Le nombre moins grand de fauteuils laisse à chacun davantage de place et la circulation en cabine est plus facile. Air France Le Club, c'est encore de nouveaux écoulements stéréo, un meuble bar-bibliothèque à votre disposition, des services au sol et en vol mieux adaptés et plus efficaces. Enfin Air France Le Club, c'est un espace réservé où l'on se sent bien. Comme dans un club. Air France Le Club sera mis en service à partir du 1<sup>er</sup> Novembre sur les Boeing 747 d'Air France desservant l'Amérique du Nord, le Mexique, l'Amérique du Sud et l'Asie.

**AIR FRANCE**  
**Le club**

La nouvelle classe affaires long courrier internationale sur Boeing 747

الجمهورية العربية السورية



ANNONCES ENCADRÉES	La sem./col.*	La sem./lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI . . . . .	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI . . . . .	13,00	16,42
IMMOBILIER . . . . .	33,50	39,85
AUTOMOBILES . . . . .	33,80	39,85
AGENDA . . . . .	33,80	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de prestations.

domaines

**ha terre libre**, seul tenant  
**BOURGOGNE**  
accusément exempté I.G.F.  
sur sous le N° 042 890 M  
**RÉGIE-PRESSE**  
s. r. l., Résumé, 76002 Paris  
**terrains**  
harvenay/St Nom-le-Breche  
m en pente, Vue impr  
n° m/CDS 320, cu, fca  
Canton de  
maillage scol. St Germain  
seaux. Prox à débiter  
t (50) 41-87-34 dts 18 h

**COTE D'OR**  
h 10° de Paris par TGV  
vue sur vallée fertile à bords  
no m, visitables, belle vue  
rra ou téléphoner à :  
H. Casses - Saint-Rém  
21500 Montbard.  
Tél. (80) 62-01-54.

**MONTAIGNE VAUCLUSE**  
en bord de Luberon.

chambres - S. de B. - 2 WC.  
800.000 Frs.  
76.81

payère 18° 1 colombage  
m, Desvillie 6 pces, a d  
jardin, 240,000 F  
Tél: 688-90-27,

**LYS CHANTILLY**  
3750 m<sup>2</sup>, avenue hochard  
pochet pays et golf, cuisine  
44 m<sup>2</sup>, bureau, 4/5  
m, sdb, salle d'entré, hall  
moderne, grilles  
sol complet, plus de  
160 m<sup>2</sup> habitables  
Prix 1.510.000 F  
dl: 115 (41) 421-63-35.

80 km Autoute A 13  
CHES VERRON 1300 m<sup>2</sup>  
poutre, chaudière  
chambre, cave, 2 st. terre  
0 m<sup>2</sup>, ferme, 450.000 F.  
(4115-32) 53-07-02.

**Santé**

Le livre connaissez-vous ?  
Pour soulager vos douleurs  
Doc. : Centre 1 T,  
M<sup>me</sup> Prouteau, Les Ranfermis,  
17220, Saint-Christophe.

**Vidéo**

**CAMERA 7**

**... AU CENTRE THERMAL ...**

Programmes de rééducation avec les suivants traitements alternatifs (en combinaison) :

- CHUQUILUPHERASIE (méthode du Prof. P. Nishanau) ;
- THERAPIES CERVICOTALES (méthode Dr. P. Aulan) ;
- AROMATHE THERAPIE (méthode du Prof. P. Ardenne) ;
- THERAPIES TONIFIANTES (méthode du Prof. Rognemont) ;
- THERAPIE ANTIRHUMATISME.

Amplis bains, centre Centre à un cadre matériel spécialisé en thermalisme, gériatrie, avec des techniques d'Electro-physio-hydrothérapie, ultrasons, acupuncture et thérapie de boue. Ouvert toute l'année. Handicapés bienvenus. Informations : J. ARDENNE, 111 rue Saint-André, 93 Ecalleval (Seine-Saint-Denis) (16078) 2148 226-AND, vers Avenue de Voyages au Mâtien d'André, 111, rue Saint-André, PARIS (1<sup>er</sup>).

**SKI DE FOND**

Dans le haut Doubs  
à 3 h 1/2 de Paris (T.G.V.)  
vous trouverez un excellent  
dans belle forme confort.  
5 chambres, 5 « de-bain, cuisine  
aménagée, chauffage au feu de  
bois, table d'hôte, limité à  
12 pers. - cuisine rapide, repas  
compris (matin, accompagnement  
hors de séj. du dîn., au  
prix de 1.800 à 3.800 F.  
Esc. : Le Crû de l'Aigleau, La Longeville  
S.A. - 21100 VILLEROTTE  
Tél. (16-81) 38-12-57.

**MULTIPROPRÉTÉ  
A TIGNES VAL-CLARET**

Particulier versé à l'intel-  
ligence des trois premiers  
séminaires d'été travaillant so-  
lennel d'un aspect de l'été.  
Grand confort.  
Tél. : (31) 451-45-41.

**Yoga**

**YOGA A DOMICILE**

Cours particuliers et petits  
groupes - Tél. 526-77-66

**Yoga**  
**YOGA A DOMICILE**  
Cours particuliers et petits groupes - Tél. 526-77-86



## ÉNERGIE

## Charbonnages de France : le déficit s'accroît

(Suite de la première page.)

Sur ce total, une part importante (près de la moitié) est en effet consacrée aux charges non liées à la production (retraites, pensions, entretien des anciens ouvriers, indemnités, etc.), en quelque sorte le poids du passé. Or ces charges, incompressibles, augmentent régulièrement. Elles devraient passer en 1984 de 2,8 milliards de francs à près de 3 milliards de francs. Si l'on ajoute une hausse prévisible des charges financières liées à l'endettement d'au moins 120 millions de francs et les effets de l'érosion monétaire d'au moins 325 millions de francs (sur la base d'une inflation de 5 % en 1984) il ne reste plus pour les subventions à l'exploitation que 3 milliards de francs environ, soit à peu près un cinquième (20 %) de moins que l'an passé (3,7 milliards de francs).

Cela signifie qu'à production constante la faimée « aide à la thermie » charbon, votée en 1981 par le Parlement, ne sera pas, comme on l'avait promis, maintenue en valeur ; cela signifie aussi un déficit accru pour les Charbonnages de France, car les pertes réelles des sièges de production s'alourdissent inexorablement d'année en année, de 4 % du chiffre d'affaires, soit, pour 1984, quelque 1,5 milliard de francs supplémentaires. Au total, après subventions, les pertes de l'ac-

tivité charbonnière pourraient encore doubler l'an prochain, passant de 800 millions de francs à 1,6 milliard de francs. « Il manquera, quel qu'on fasse, au moins 1,5 milliard de francs », assure-t-on à la direction des Charbonnages de France.

Dès lors, deux options sont possibles : soit continuer, sans grand changement, l'exploitation des bassins, en acceptant un alourdissement massif du déficit des Charbonnages, soit engager dès à présent des actions de reconversion en acceptant la fermeture de certains puits parmi les moins rentables, ce qui, à court terme coûtera probablement autant, mais à moyen et long terme permettra d'envisager une issue. Or, personne ni dans les régions, ni chez les syndicats, ni au gouvernement ne veut prendre la responsabilité d'annoncer une fermeture de puits et une baisse de la production donc des effectifs. Les conséquences sociales et locales de ces décisions sont, en effet, fort lourdes.

Dans les scénarios élaborés au cours de l'été par les Charbonnages de France, les effectifs variaient, selon les niveaux de production envisageables en 1990 (de 10 millions de tonnes au minimum à 20-25 millions de tonnes au maximum, contre 18,3 actuellement), de 20 000 personnes à 70 000 (57 000 actuellement).

Une solution « médiane » possible, de 15 à 20 millions de tonnes, entraînerait inévitablement la suppression de 10 000 à 20 000 emplois au minimum. Dans le seul Nord-Pas-de-Calais, la fermeture de trois puits sur cinq ramènerait les effectifs de 19 000 à l'heure actuelle à un peu plus de 5 000 personnes. On comprend l'émotion suscitée par ces perspectives, même si du fait du statut du mineur, ces suppressions d'emplois s'opéreraient sans licenciements (par mises en pré-retraite, mutations et départs volontaires).

## Séparer le présent de l'avenir

Pour essayer de tourner le problème, au moins dans la forme, la direction des Charbonnages de France a proposé cette semaine au conseil d'administration de sortir de ses comptes tout ce qui ne concerne pas directement l'exploitation. N'apparaîtraient ainsi dans le budget que les seules charges liées à l'exploitation — ce qui diminuerait le déficit. Dans un compte spécial, parallèle, seraient regroupées : les charges ponctuelles traditionnelles des fondés destinées à la reconversion des régions — 325 millions de francs prévus au budget 1984 du ministère de l'Indus-

triel — enfin des sommes tirées du budget actuel des Charbonnages destinées à des actions d'assainissement financier et de conversion (création d'usines sur les sites des anciens puits, aides à l'industrie minière, etc.). Cette solution, purement formelle — elle ne réduit en rien les besoins financiers réels du charbon — aurait l'avantage de distinguer clairement la poursuite de l'exploitation charbonnière nationale, si possible allégée à terme par des fermetures de puits, des investissements préparant l'avenir. Elle pourrait, pour la plupart des interlocuteurs, fournir une porte de sortie.

Les syndicats seraient en effet d'un bon œil les charges d'exploitation déchargées des comptes du passé ; le gouvernement pourrait accroître son aide pour les actions d'avenir sans s'apaisantir sur la sorte de l'exploitation et la direction aurait les mains plus libres pour engager les investissements de reconversion nécessaires. Reste à savoir qui gèrera le compte nouveau ainsi créé. Les régions ? L'Etat ? C.D.F. ? Reste à savoir surtout dans l'immédiat qui prendra la responsabilité d'annoncer les fermetures de puits désormais inévitables, dès l'an prochain, si on ne veut pas continuer de s'embourber dans la situation présente. Les régions ? L'Etat ? Les charbonnages ?

VERONIQUE MAURUS.

## FAITS ET CHIFFRES

● Pétrole : forage positif d'Esso dans la Brie. — Dans un communiqué la filiale française d'Esso annonce que le forage de Chaunoy-3, sur le permis de Brie détenu par elle à 100 %, est sur le point d'être achevé. Les renseignements acquis à ce jour, souligne la société, permettent d'envisager une production de l'ordre de 200 000 tonnes par an.

● Poursuite de la déclassification des dépenses de santé en septembre. — Selon le ministère des affaires sociales, la déclassification des dépenses de santé constatée depuis plusieurs mois s'est poursuivie en septembre, sauf pour les honoraires médicaux. Selon des chiffres provisoires, les dépenses d'assurance-maladie n'ont progressé que de 12 % en moyenne annuelle fin septembre 1982, contre 12,4 % fin août 1983 (et 19,2 % fin septembre 1982). La déclassification touche surtout le remboursement des dépenses hospitalières (+ 10,7 % contre + 11,7 % fin août 1983 et + 21,7 % fin septembre 1982) ; et à un moindre degré les prescriptions médicales (+ 11,7 % contre + 11,8 % fin août 1983 et + 18 % fin septembre 1982).

En revanche les remboursements d'honoraires médicaux et dentaires du secteur privé croissent toujours

plus vite : + 15,4 % contre + 14,7 % fin août et + 15,2 % fin septembre 1983.

● La C.G.C. et la C.F.T.C. et la C.G.P.M.E. approuvent l'accord sur la formation en alternance. — Le C.N.P.F. et l'O. ont signé le 27 octobre l'accord sur la formation en alternance des jeunes de seize à vingt-cinq ans, qui, dans son préambule, indique que 300 000 jeunes pourraient être concernés par les nouvelles dispositions : deux contrats de travail de type particulier, « adaptation » à un emploi et « qualification » et une formule d'« initiation des jeunes à la vie professionnelle ». La C.G.P.M.E., la C.G.C. et la C.F.T.C. ont fait connaître leur approbation de ce texte. La C.G.T. et la C.F.D.T. consultent leurs instances.

● Stabilité de la consommation en septembre. — La consommation des ménages en produits industriels est restée quasiment en septembre par rapport à août (- 0,1 %). Si l'on exclut l'automobile, elle a même progressé de 1 %, la tendance n'en restant pas moins à une légère baisse absolue depuis le milieu de l'année 1982. Par rapport à septembre 1982, le recul est de 1,3 % avec l'automobile et de 1 % sans l'automobile.

## Après la réunion de son comité de surveillance

## L'OPEP DEVRAIT MAINTENIR PRIX ET QUOTAS DE PRODUCTION

Devant la fragilité actuelle du marché pétrolier international, le comité de surveillance de l'OPEP a recommandé le maintien du plafond actuel de production fixé à Londres, soit 17,5 millions de barils par jour, et du prix actuel de référence du baril (29 dollars), au moins jusqu'à la conférence ordinaire de l'Organisation, qui aura lieu à Genève le 7 décembre.

Toutefois, si la production actuelle de l'OPEP avoisine 18,5 millions de barils par jour, M. Nabi, ministre algérien de l'énergie, a mis l'Organisation en garde. « La demande réelle n'excède pas 16,5 millions de barils par jour », affirme-t-il. Il n'exclut donc pas que l'OPEP ait, à Genève, à réduire le plafond officiel de production. Les dépassements par certains pays de leur quota de production posent de « réels problèmes », a encore souligné M. Nabi. Selon des sources proches de l'OPEP, l'Arabie Saoudite — le pays en plus forte infraction — aurait une production proche de 6 millions de barils par jour.

## Aux Etats-Unis L'EXPÉRIMENTATION DU SURGÉNÉRATEUR RISQUE D'ÊTRE ABANDONNÉE

Washington (A.F.P.). — Le Sénat américain vient, par 56 voix contre 40, de refuser tout crédit pour mener à terme le programme gouvernemental de construction du surgénérateur de Clinch River dans le Tennessee. Il s'agit d'un programme décidé en mars 1971, et pour lequel l'administration fédérale a déjà dépensé 1,7 milliard de dollars, tandis que sept cent cinquante-trois compagnies d'électricité associées y investissent 175 millions de dollars.

Mis en veilleuse en 1977 par le président Carter, ce programme devait être repris par M. Reagan. Ce dernier écrivait récemment au Sénat qu'il était « ironique de refuser de mener ce projet à terme au moment du dixième anniversaire de l'embarquement pétrolier (arabe) ». Cela n'a pas suffi : outre-Atlantique, l'économie du nucléaire ne convainc personne. La France et l'U.R.S.S., seules puissances à avoir sur leur territoire un surgénérateur pré-industriel, risquent d'être bico

## C.E.E.

## EN VOTANT LE BUDGET COMMUNAUTAIRE

## L'Assemblée européenne a voulu exercer une pression sur les travaux des Dix concernant la politique agricole

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a établi le 27 octobre les dépenses de la C.E.E. pour 1984 à 25,4 milliards d'ECU (un ECU égale 6,87 F), soit 550 millions de plus que les crédits inscrits dans le projet de budget élaboré par les Etats membres. D'après les parlementaires de Stras-

bourg, le budget restera dans les limites des ressources résultant des règles financières actuelles (respect du plafond de 1 % de T.V.A. versée par les Dix). Les sommes supplémentaires portent sur le soutien aux politiques sociale, régionale et énergétique et à l'aide de la C.E.E. au tiers-monde.

## De notre envoyé spécial

débloqués si les résultats du prochain conseil européen des 5 et 6 décembre à Athènes sont satisfaisants.

Ainsi, les tenants de la thèse — d'après les principaux inspirateurs sont M. Lange (socialiste, R.F.A.) et M. Barbraella (communiste, Italie), respectivement président et vice-présidente de la commission des budgets — selon laquelle le vote du budget doit être une arme contre les gnuvernements pour accroître les pouvoirs de l'assemblée, sont parvenus à leurs fins.

Il reste bien sûr que les Dix peuvent rétablir d'autorité les crédits agricoles et que donc, sur le plan technique, il n'y a pas de véritables difficultés. De leur côté, les Britanniques ont obtenu des assurances que la majorité de l'Assemblée ne maintiendra pas le gel sur la compensation au Royaume-Uni. Faut-il conclure à une opération blanche ? Apparemment pas, puisque la réo-

lution n'écarte pas l'idée — la nuance est à peine voilée — du rejet du budget à la mi-décembre. Dans cette hypothèse, les Dix devront recourir comme, en 1981, au « douzième provisoire ».

Pour la première fois en tout cas, le Parlement associe étroitement la réforme de la PAC à la solution du déficit britannique. La résolution évoque aussi la nécessité d'élaborer une politique industrielle européenne.

Budget politique, a affirmé M. Scrivener, mais pour quelle stratégie ? On est en droit de s'interroger sur celle des centristes et des socialistes français. Ont-ils été séduits par l'image d'un Parlement quasi unanime face à des Etats membres divisés ? Ont-ils réellement apprécié les effets pervers de la recherche d'un compromis à tout prix ?

MARCEL SCOTTO.

## (Publicité) ASSOCIATION FRANÇAISE DES BANQUES

Le tribunal de grande instance de Paris a rendu le 18 janvier 1983 un jugement étonnant concernant une disposition de la convention collective des banques relative à l'arrêt du travail lors des dernières heures de la semaine.

Un appel a été interjeté par l'A.F.B., association de la banque convention. Cette décision intervient après trente-cinq années d'application sans difficulté. Sans préjudice des décisions définitives au fond et pour ne pas perturber le service à rendre à la clientèle, une solution provisoire, selon des formules de réconciliation, a été recherchée avec les organisations syndicales afin de pouvoir maintenir ouverts les établissements bancaires le jeudi 10 novembre après-midi.

Cette négociation n'a pu aboutir. En conséquence, devant cette impossibilité de trouver une solution négociée, les banques adhérentes de l'A.F.B. se sont exceptionnellement fermées le jeudi après-midi 10 novembre 1983, dernière du 11 novembre 1983 déjà châté. Nous les remercions très vivement et prions notre clientèle de bien vouloir nous excuser de cette fermeture à laquelle nous sommes contraints sur le plan juridique. Nous continuerons cependant à rechercher par tous les moyens une solution acceptable par tous à ce différend afin de ne pas réduire le nombre de jours d'ouverture à la clientèle des guichets de banque et de permettre à l'ensemble des banques françaises d'exercer leur activité au service de la collectivité nationale.

## allex aux escargots

Faites provision des meilleurs escargots de Paris chez aux arômes et remplis de beurre frais extra-n° 1 à la

**MAISON DE L'ESCARGOT**  
sauf le lundi, tous les jours jusqu'à 20 h, le dimanche de 9 à 13 h, 79, rue Fondary-15° - 576.31.09.

OUVERT DE 9 H A 13 H

LE MARDI DE LA TOUSSAINT

Pour votre

**DEMEMAGEMENT**

**ODOUL**

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

## SOCIAL

QUATORZE MILLIONS D'IMMIGRÉS EN EUROPE

## Les ministres de l'O.C.D.E. envisagent une coordination de la lutte contre les trafics de main-d'œuvre

De notre correspondant

Rome. — Les travailleurs migrants vivant en Europe sont plus de quatorze millions, dont près de deux millions en situation illégale, entrés clandestinement, souvent avec l'aide de passeurs, en attache pour la plupart avec des marchands de main-d'œuvre. Les problèmes qu'ils posent ont été au centre des discussions des ministres européens chargés des questions d'immigration, réunis à Rome du 25 au 27 octobre.

La première conférence sur cet important dossier s'était tenue à Strasbourg en 1980. A Rome, aux quinze ministres et secrétaires d'Etat des pays membres du Conseil de l'Europe — en l'absence remarquée de la Grande-Bretagne — se sont joints, en qualité d'observateurs, des représentants de la Finlande, du Saint-Siège et de la Yougoslavie, ainsi que de la C.E.E., du B.I.T. et de l'O.C.D.E. Une participation de haut niveau qui témoignait de l'intérêt porté par les gouvernements à ces problèmes.

Les ministres ont constaté un accroissement constant de la population étrangère, notamment par le jeu des regroupements familiaux et des naissances. On note en particulier une arrivée sur le marché du travail des enfants des migrants. Une seconde tendance qui s'affirme est le souci des migrants de rester un temps indéfini dans le pays d'accueil. Enfin, a été souligné le fait nouveau de la pression constante de la migration illégale.

Deux éléments devraient, dans le futur, contribuer à améliorer la situation : d'abord, la poursuite de l'action du Fonds de rétablissement du Conseil de l'Europe, qui a déjà dépensé 1,5 milliards de francs pour faciliter l'installation dans le pays d'accueil des travailleurs immigrés ; ensuite l'entrée en vigueur de la Convention européenne relative à la situation juridique des travailleurs migrants après sa ratification par un nombre croissant de pays, dont la France. Cette convention prévoit des protections accrues.

## Un accord de principe

Les pays participants à la conférence sont parvenus à un accord de principe sur les questions de l'insertion, malgré des divergences notables entre les différentes positions. La France, pour sa part, qui était représentée par M. Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, a particulièrement insisté sur ce point en souli-

gnant la nécessité de respecter l'identité des communautés de migrants.

Pour ce qui concerne la réintégration des travailleurs immigrés dans l'économie de leur pays d'origine, se dessine la prise en conscience de la part des pays européens de la nécessité de lier le problème du retour à celui de la coopération de l'aide au développement.

La France est aussi, en ce domaine, en avance sur certains de ses partenaires, grâce notamment à des accords bilatéraux avec l'Algérie et le Sénégal. L'Espagne et le Portugal, désormais, sont plus seulement des pays d'origine, mais aussi d'accueil des migrants doivent faire face, de ce point de vue, à des problèmes nouveaux.

Sur la question, enfin, des migrations clandestines, les participants ont été unanimes à reconnaître la gravité de la situation. Mme Dufoix devait souligner que, d'une part, la clandestinité met le migrant à la merci des passeurs et de marchands de main-d'œuvre mais aussi qu'elle accentue les réactions xénophobes dans les pays d'accueil. Elle a insisté sur le fait qu'une politique plus rigoureuse dans la sanction de ces pratiques n'avait de sens que dans le cadre d'une action plus déterminée en matière d'insertion et de coopération.

Les ministres ont estimé nécessaire de prévoir une coordination des législations, une définition internationalement reconnue du délit de trafic de main-d'œuvre, ainsi qu'une concertation avec les pays d'origine. Le problème concerne aussi désormais les pays traditionnellement « exportateurs » de main-d'œuvre, comme l'Italie qui aurait plus de six cent mille travailleurs clandestins. Au cours d'entretiens bilatéraux il a été souligné par le côté français la nécessité, pour l'Italie, de renforcer la surveillance de ses frontières alpines. La prochaine conférence des ministres européens de l'immigration aura lieu dans trois ans, au Portugal.

PHILIPPE PONS.

## AGRICULTURE

## M. MICHEL ROCARD EST-IL CONTENT DE SON BUDGET ?

M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, a présenté, le jeudi 27 octobre, le budget de son ministère aux députés socialistes. Rendu compte de cette récession, selon Mme Véronique Neiertz, porte-parole du groupe, proche de M. Pierre Joxe, M. Rocard a affirmé qu'il s'agit d'un « très mauvais budget », et que des députés, dont M. Yves Tavernier, rapporteur de la commission des finances pour ce budget, rocardien, ont dû intervenir pour en souligner les aspects positifs.

En fait, le ministre de l'Agriculture, s'il a constaté que ses crédits augmentaient moins que la moyenne des crédits de l'Etat, a fait remarquer qu'il n'était pas le plus mal loti. Se montrant solidaire des priorités fixées par le gouvernement, il a expliqué tout en reconnaissant qu'il aurait aimé disposer d'un peu plus de crédits, que si certains devaient avoir « plus », il fallait que d'autres eussent « moins ».

Au cours de cette réunion, plusieurs députés ont contesté l'amendement d'origine communautaire, adopté le 21 octobre par l'Assemblée nationale, qui réduit les possibilités d'exonération de l'impôt sur les grandes fortunes pour les propriétaires de terres agricoles.

Les élus socialistes ont aussi débattu, en présence de M. Bernard Thureau, député national du P.S. à l'Agriculture, du pourcentage de voix que doivent avoir obtenu les syndicats agricoles pour participer à la gestion de certains organismes agricoles départementaux (le Monde du 28 octobre). La proposition de M. Rocard de fixer ce seuil à 15 % a été vivement contestée, la majorité des députés socialistes refusant de laisser à la F.N.S.E.A. le monopole de la cogestion de l'Agriculture.

TH. B.

## NOUVELLE VAGUE DE LICENCIEMENTS ET DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

L'inspection du travail du Maine-et-Loire a accepté le 26 octobre les licenciements demandés par les Ardouisières d'Angers, dont le chiffre a été ramené de 252 à 175 après des réunions entre la direction, les syndicats et les pouvoirs publics.

En revanche, l'inspection du travail de la Nièvre a refusé le licenciement de 65 employés du magasin des Dames de France à Nevers, dont la fermeture est envisagée en janvier 1984.

D'importants projets de licenciement ont aussi été annoncés le 26 octobre par plusieurs entreprises, notamment dans le secteur de la métallurgie : 129 sur 326 salariés à la Bomap (bouloserie, matricage, précision) de Villefranche-de-Rouergue, de 70 à 150 aux usines Soulé de Bagères-de-Bigorre (matériel ferroviaire et d'armement), le chiffre définitif dépendant des résultats de discussions en cours sur des commandes de wagons par plusieurs pays africains.

Dans l'aéronautique, l'entreprise Hurel-Dubois à Meudon (Hauts-de-Seine) à la suite de la baisse d'activité du secteur depuis la fin 1982 a demandé le licenciement de 65 salariés, notamment dans la production (300 salariés sur 706), parallèlement à une réduction du temps de travail en cours de 39 à 37 h (contre 41 h 30).

● Cinq cent cinquante-cinq emplois supprimés à Nerves-Maisons. — La fermeture le 1<sup>er</sup> avril dernier d'un des deux fours fournaux d'Usinor, à Nerves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), va entraîner la suppression de cinq cent cinquante-cinq emplois, a annoncé le 27 octobre, la direction de l'usine. Trois cent cinquante-dix ouvriers seront mis en « dispense d'activité » et les autres en préretraite.



## AFFAIRES

A L'EXPOSITION MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

### M. Mexandeau plaide en faveur d'accords européens

La quatrième exposition mondiale des télécommunications témoigne de façon spectaculaire de la croissance de ce secteur. Organisée tous les quatre ans à Genève, sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications, institution des Nations unies qui coordonne et réglemente ce domaine, elle réunit six cent cinquante exposants industriels de soixante-douze pays.

Genève. — Les télécommunications sont désormais un élément moteur de la compétitivité des pays industriels. Le marché mondial devrait passer de 45 milliards de dollars en 1982 à quelque 65 milliards en 1987. Induit par de considérables progrès technologiques, cette très rapide croissance, malgré la crise, provoque une redistribution des cartes industrielles avec l'arrivée de nouveaux concurrents et la multiplication d'alliances. Les nouvelles demandes entraînent l'émergence de nouvelles règles de fonctionnement au niveau national et international.

Les Français ont pris place ces dernières années parmi les grands concurrents mondiaux. A Genève, leur immense pavillon témoigne de leurs ambitions dans les télécommu-

nications, élément le plus solide de la filière électronique française.

Mais ils ne sont pas les seuls. Après son accord avec Philips, le géant américain A.T.T. a fait le voyage pour la première fois. L.B.M., de son côté, n'attend plus rester à la périphérie des télécom. Les réseaux d'ordinateurs se croisent avec les réseaux de téléphone. Ayant signé avec ROLM pour les États-Unis, le numéro un de l'informatique cherche d'autres partenaires en Europe. Tout le monde discute avec tout le monde.

#### « Un outil qui compte »

Interrogé, jeudi, lors de sa visite à Telecom 83, sur l'attitude des pouvoirs publics face à ces négociations, M. Mexandeau, ministre des P.T.T., a tenu à préciser sa position tant vis-à-vis de Bull, dont son ministère a désormais la tutelle, que d'éventuels accords internationaux. Pour le ministre, « il n'est pas question de revenir sur la stratégie et les choix arrêtés pour Bull ». Les sirènes d'I.B.M., qui se font insistantes depuis deux ans — la multinationale allant jusqu'à proposer à Bull et à la France de lui fournir des com-

De nos envoyés spéciaux posant pour fabriquer des ordinateurs « compatibles », — laissent de marbre M. Mexandeau.

D'une façon plus générale, le ministre n'a pas caché sa préférence pour des accords européens. « Nous disposons d'un outil industriel et commercial qui compte sur la scène internationale. Nous continuerons à soutenir les deux produits de communication temporelle (le E 10 de CIT-Alcatel et les M.T. de Thomson), même si, pour la recherche, nous avons choisi de renforcer les convergences pour les produits futurs. » Deux produits ? N'y en a-t-il pas un de trop ? — J'aurais tendance à penser qu'abondance de biens ne nuit pas. Si nous avons cependant à fortifier des alliances internationales, elles doivent se rechercher prioritairement dans l'espace européen. Il faudrait faire la preuve que rien n'est possible de ce côté-là avant de se tourner ailleurs.

Ainsi les industriels français — au premier rang desquels CIT-ALCATEL — cherchent-ils actuellement à entrer sur le marché britannique par des accords avec des firmes anglaises (Plessey, CEC,

RACAL), qu'ils laisseraient accéder au marché de l'Hexagone.

Cette coopération européenne, M. Mexandeau espère la voir également se développer sur une grande échelle dans le Bassin méditerranéen et propose à cet égard qu'une grande conférence méditerranéenne des télécommunications réunissant les pays de l'Europe du Sud — l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Grèce et la France — se tienne en 1984.

Ce credo européen, il reste à espérer que la France — elle va assumer la présidence des Dix pour six mois — ne l'altère pas par quelque initiative intempestive en matière de « déréglementation ». Avec la fin du monopole d'A.T.T. sont apparus aux États-Unis des transporteurs d'informations (les carriers), qui proposent essentiellement aux entreprises d'assurer leurs transmissions (voix et données) moins cher que par la Bell's System. Ces carriers, dont l'élément principal et le pionnier est la société M.C.I., qui réalise déjà 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires, souhaitent aujourd'hui avoir un débouché en Europe.

Actuellement, les liaisons transatlantiques sont gérées au départ des États-Unis par A.T.T. et à l'arrivée

par les P.T.T. européennes. M.C.I. et quelques autres veulent pouvoir offrir à leurs clients américains un accès parallèle vers l'Europe moins cher que par A.T.T. M.C.I. propose donc aux P.T.T. européennes un accord de réciprocité : « Vous prenez mon trafic États-Unis - Europe et, en contrepartie, je vous prends le trafic Europe - États-Unis, destiné à mes clients américains, le tout 25 % moins cher que par A.T.T. »

M.C.I. a ainsi pris langue avec l'Italie, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France, où la société américaine a curieusement trouvé un écho favorable à l'Élysée. Bien évidemment, une rupture du front des P.T.T. européennes entraînerait à terme une balkanisation des réseaux publics du Vieux Continent. Le désordre ainsi installé ne profiterait qu'aux carriers américains ou à des firmes comme A.T.T. ou I.B.M., seules capables de proposer des systèmes globaux à l'échelle intercontinentale.

Pour le moment, les Européens se regardent un peu en chiens de faïence : ils savent que celui qui trahirait le premier serait, bien sûr, le mieux servi par M.C.I., mais ils savent aussi que ce serait ouvrir la voie à un nouvel abandon de souveraineté de l'Europe.

ERIC LE BOUCHER  
et J.-M. QUATREPOINT.

### M. MAUROY ANNONCE LA CRÉATION D'UN LIVRET ÉPARGNE-ENTREPRISE DESTINÉ À REMPLACER LE LIVRET D'ÉPARGNE MANUELLE

« J'ai demandé au ministre du commerce et de l'artisanat et au ministre de l'économie de me proposer avant la fin de l'année un livret épargne-entreprise en remplacement du livret d'épargne manuelle, qui a été un échec en raison de critères trop étroits et inadaptes », a indiqué le premier ministre devant l'assemblée permanente des chambres de métiers.

« Ce livret sera mis en place, après concertation, dès 1984 et reposera, a-t-il précisé, sur un mécanisme financier original. Il sera ouvert aussi bien à la création d'entreprises nouvelles qu'à la reprise d'entreprises existantes. Selon le premier ministre, « une réflexion a également été lancée sur le statut de l'entreprise personnelle, devant aboutir à un projet de loi pour la fin de l'année ». Nous avons l'intention, a indiqué M. Mauroy, de rechercher un nouveau dispositif permettant de séparer le patrimoine privé de l'entrepreneur du patrimoine affecté à l'exploitation de son entreprise. M. Mauroy a également annoncé une série d'autres mesures, en particulier contre le travail clandestin.

## ÉTRANGER

### LE GOUVERNEMENT PHILIPPIN PREND DES MESURES D'URGENCE POUR ÉVITER UNE SUSPENSION DE SES PAIEMENTS INTERNATIONAUX

Le gouvernement philippin vient de prendre une série de mesures extrêmement contraignantes, destinées à éviter une suspension de ses paiements internationaux : en regard d'une dette extérieure de 20 milliards de dollars et au moment où ce gouvernement cherche à obtenir des délais pour des échéances à hauteur de 3 milliards de dollars, les réserves de devises du pays sont tombées à 500 millions de dollars, à peine de quoi payer vingt-cinq jours d'importations.

En conséquence, les banques commerciales vont devoir verser à la Banque centrale 80 % de leurs recettes en devises (ce qu'on appelle le « ratisage »). De plus, les importations de certains produits « de luxe » (fruits, viandes, vins, spiritueux) sont suspendues. Les devises disponibles seront réservées à l'achat de produits essentiels, comme le pétrole, et au paiement des intérêts sur les emprunts internationaux.

Ces mesures ont été mal accueillies par les banques, qui s'estiment nationalisées — temporairement tout au moins — et par les industriels, notamment les exportateurs, qui craignent de ne pouvoir importer les matières premières qui leur sont nécessaires, au risque de réduire leur production et de supprimer des emplois.

Les décisions du gouvernement auraient été prises pour répondre à la menace, brandie par certaines banques internationales, de déclarer les Philippines « défaillantes » pour le service de leurs dettes.

## L'avantage exclusif du service EuroClass sur la Scandinavie.



Voici notre salon « Service Affaires » à l'aéroport de Copenhague. Votre carte d'embarquement EuroClass en est la clé. Vous pouvez y travailler, avec un bureau et un téléphone à portée de main, envoyer un telex, emprunter une machine à écrire, utiliser une salle de réunion, obtenir des photocopies.

Alcools et bières sont servis à prix hors-taxes. Mais les autres boissons sont gratuites. Vous disposez de journaux et de magazines en quantité, de postes de télévision et vidéo avec choix de films. Voyageant en EuroClass, vous avez libre accès à nos salons affaires « Scanorama » dans les aéroports de Copenhague, Oslo, Stockholm, Göteborg.

Et en plus, EuroClass vous offre un enregistre-

ment à des comptoirs particuliers, où vous pouvez choisir votre place dans votre cabine réservée, à l'avant de l'appareil. Vous avez toute la place pour vos jambes, des repas chauds, et toutes les boissons sont gratuites. Ces services sont inclus dans le simple tarif économique normal.

Sans aucun supplément. En outre, seule SAS offre jusqu'à 85 sièges dans ces conditions de confort sur chacun de ses vols vers la Scandinavie.

**SAS**  
**EuroClass**

### Le Monde

Service des Abonnements  
5 rue des Filles  
75437 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1 140 F

2. — SUISSE, TUNISIE  
454 F 770 F 1 165 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# AFFAIRES

## LE GROUPE SODEXHO PREND UNE PARTICIPATION DE 10 % DANS LES RESTAURANTS L'AMANGUIER ET LE FRAMBOISIER

Le groupe Sodekho vient de prendre une participation de 10 % dans la société Regain détenue jusqu'à présent par M. Patrick Derdier et qui exploite à Paris quatre restaurants à l'enseigne L'Amanguiier et deux restaurants-pâtisseries baptisés Le Framboisier.

Le chiffre d'affaires de cette société créée en octobre 1977, s'est élevé en 1982 à 26 millions de francs, mais il devrait atteindre 40 millions cette année, a estimé devant le club Presse Finance M. Pierre Bellon, le président de la Sodekho, expliquant qu'il s'agit d'une première recherche d'activité nouvelle après l'échec, l'année dernière, de sa tentative de rapprochement avec Jacques Borel International.

Numéro un de la restauration collective et publique en France, spécialisé dans des « bases-vie » (plateaux-formes en mer et échantiers de terre), Sodekho a réalisé un chiffre d'affaires (hors taxes) de 3,3 milliards de francs au cours de l'exercice achevé le 31 août dernier, en augmentation de 24 % sur le précédent, tandis que le bénéfice net consolidé croissait de 93 % pour atteindre 85 millions de francs, un bon qui s'explique en partie par deux éléments exceptionnels : la plus-value comptable liée à la vente des actions J.B.I. détenues par le groupe et les effets bénéfiques de la hausse du dollar. Pour l'exercice 1983-1984 en cours, M. Bellon escompte une progression moyenne de 35 % de ses résultats consolidés sur un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs.

## LA SOCIÉTÉ JAPONAISE SUNTORY A ÉTÉ AUTORISÉE À ACHETER LE CHATEAU-LAGRANGE EN MÉDOC

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — La société japonaise Suntory vient de se voir autoriser, après dix mois de négociations, à acquérir l'important vignoble bordelais le Château-Lagrange, de Saint-Julien-en-Médoc (150 hectares dont 50 de vignes), appartenant à la famille espagnole Centoya.

Le passage de ce troisième cru classé, sous contrôle du chef de file des brasseurs japonais, constitue la première incursion nipponne dans le vignoble français. Elle intervient dix ans après une tentative sur un modesto château du nord de la Gironde (Caillavet) qui avait été refusée par les pouvoirs publics.

Cette transaction a été très bien accueillie dans le Bordelais. Premièrement, parce que la Gironde est habituée depuis des siècles à des interventions étrangères, anglaises d'abord, puis hollandaises et américaines. Le vignoble ne s'en porte pas plus mal et le groupe Suntory a annoncé, d'emblée, qu'il était décidé, dans ce domaine, à faire aussi bien que ses devanciers. Pour en donner la preuve, il s'est assuré les services d'un expert de renommée mondiale, l'œnologue Emile Peynaud.

La seconde raison est purement commerciale : Suntory, brasseur, vendeur de vins et de spiritueux, notamment de whisky japonais, gère aussi de nombreux restaurants. En faisant du Château-Lagrange le produit le plus prestigieux de sa gamme de vins, il pourrait faciliter l'entrée au Japon d'autres vins de Gironde. En laissant les Japonais vendanger en Aquitaine, les Bordelais escomptent de belles récoltes au Japon.

PIERRE CHERRIAU.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ bas + haut	Rep. + en Dép.	+ ou -	Rep. + en Dép.	+ ou -	Rep. + en Dép.	+ ou -	
\$ E.-L.	7,9748	7,9750	+ 165	+ 195	+ 300	+ 350	+ 915	+ 1035
\$ can.	6,4695	6,4725	+ 150	+ 175	+ 335	+ 335	+ 825	+ 945
Yen (100)	3,4245	3,4265	+ 160	+ 185	+ 340	+ 350	+ 850	+ 975
DM	3,6480	3,6495	+ 160	+ 175	+ 315	+ 340	+ 825	+ 945
Flarin	2,7155	2,7170	+ 135	+ 150	+ 265	+ 290	+ 790	+ 945
F.R. (100)	14,9590	14,9750	+ 385	+ 475	+ 620	+ 670	+ 1690	+ 1845
E.S.	3,7235	3,7245	+ 185	+ 200	+ 400	+ 425	+ 1020	+ 1170
L. (1 000)	5,8650	5,8665	+ 215	+ 175	+ 465	+ 410	+ 1435	+ 1390
F. franc	11,9710	11,9820	+ 285	+ 350	+ 540	+ 645	+ 1590	+ 1795

## TAUX DES EURO-MONNAIES

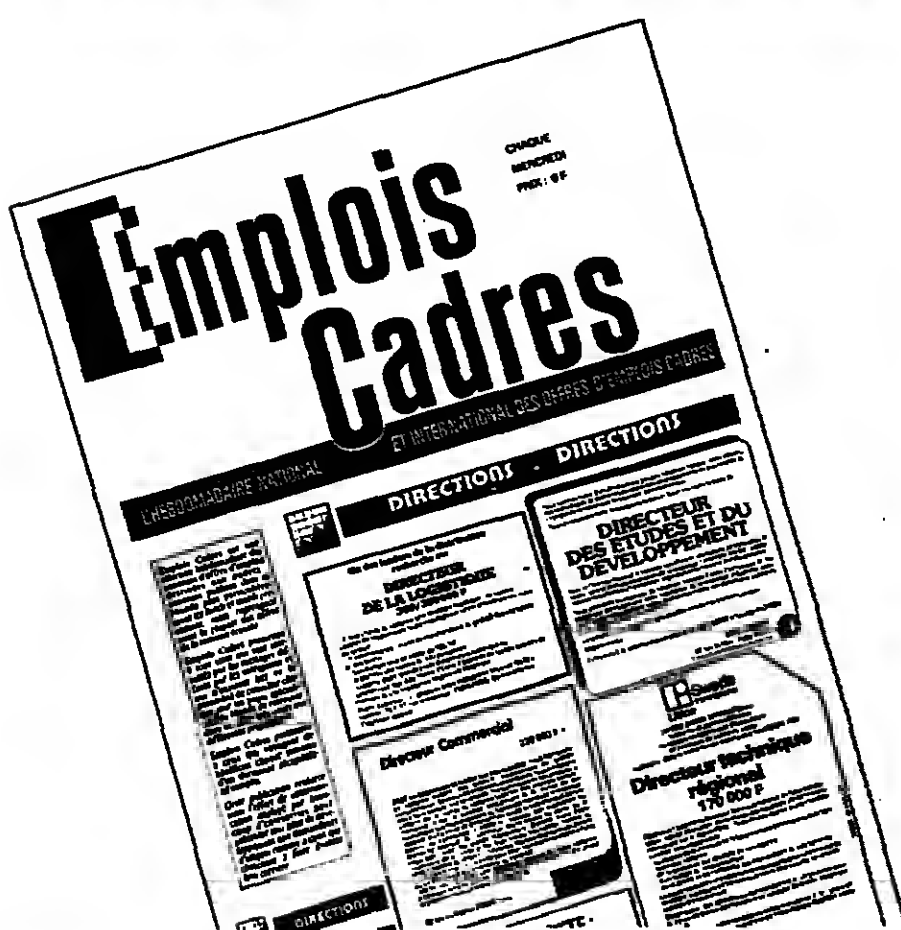
	9 5/16	9 11/16	9 5/16	9 11/16	9 3/8	9 3/4	9 9/16	9 15/16
SE-AL	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 11/16	6 1/16
DM	5 1/2	5 1/8	5 1/8	5 3/8	5 1/8	5 3/8	5 3/8	6 1/2
Flarin	9	9 3/4	9 3/4	9 3/8	9 1/8	9 1/4	9 1/4	9 7/16
F.R. (100)	33	35	3 1/2	3 7/8	3 7/8	4 1/4	4 1/4	4 7/16
E.S.	16	17	16	17	16 3/4	17 3/4	16 3/8	18 1/8
L. (1 000)	8 3/4	9 1/2	8 15/16	9 1/16	9 5/8	9 5/8	9 3/16	9 13/16
F. franc	11 3/4	12 1/2	11 7/8	12 5/8	12 3/4	14 1/8	14 1/8	14 7/8

TOUS LES MERCREDIS

# Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans *Le Monde* la semaine écoulée.

Chaque semaine chez votre marchand de journaux, 6 F.



## Nominations

● M. JEAN DELORME, quarante-huit ans, a été nommé chef de cabinet de M. Edgar Pisani, le commissaire européen chargé de la politique de développement. Il était auparavant chef de cabinet adjoint.

M. Delorme appartient à l'administration de la Communauté européenne depuis 1971. Il a été jusqu'à présent occupé des problèmes de coopération et il fut successivement l'assistant de M. Jacques Fauriol puis de M. Michel Hauswirth, l'un et l'autre directeurs généraux du Fonds européen de développement, avant de conduire lui-même un service de programmation. C'est donc un spécialiste des relations avec les pays africains qui devient le bras droit de M. Pisani au moment où commencent les négociations pour le renouvellement de la Convention de Lomé.

● M. JEAN-PIERRE SEELWYS a été nommé P.-D.G. de Rhône-Poulenc Films, en remplacement de M. Yves Mahé.

● Le projet de loi bancaire soumis au Sénat le 3 novembre. — Le Conseil économique et social a émis un avis favorable sur le projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit. Ce projet sera soumis le 3 novembre au Sénat.

● Création de Renault Automatism. — Renault va créer le 1<sup>er</sup> janvier 1984, pour mettre en œuvre l'ensemble des activités productives du groupe, Renault Automatism. L'automatisation des moyens de production dans l'automobile a amené Renault à prendre dans ce domaine (robotique, machines à commande numérique, conception assistée par ordinateur) le contrôle d'une dizaine de sociétés qui représentent un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs et 3 200 emplois. Renault Automatism correspond à la volonté d'offrir des systèmes complets et de « bénéficier d'une identité claire » vis-à-vis des clients, des financiers et des pouvoirs publics.

● Volkswagen va supprimer 13 000 emplois d'ici à 1987. — La direction de Volkswagen a décidé de supprimer 13 000 emplois d'ici 1987, mais tentera de procéder à cette rationalisation sans licenciement, 1300 apprentis terminant leur stage seront même embauchés. Mais par départs en retraite anticipés et départs « naturels » (retraite et démission), la firme ne devrait plus compter que 107 000 personnes en 1987 contre 120 600 en février 1982. Selon les syndicats, Opel envisagerait dans les cinq ans qui viennent, une suppression de 10 à 12 000 des 60 000 emplois existants.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## De Dietrich

Réuni à Paris le 11 octobre dernier, le conseil d'administration a pris connaissance de la situation du groupe au 30 juin 1983.

Le chiffre d'affaires et les résultats à fin juin ont été favorablement influencés par la grève de la dernière décennie du mois de juin dernier. C'est ainsi que le chiffre d'affaires à fin juin était en recul de 1 % sur celui réalisé l'année précédente.

A fin septembre, ce dernier avec 1 151 millions de francs marque à nouveau une progression de 2 %.

La marge brute avant amortissements, fruits financiers et impôt sur les sociétés s'établit à 61,4 millions de francs contre 63,6 millions au 30 juin 1982.

En tenant compte de diverses provisions, d'un décaissement aux actionnaires de 31,8 millions de francs, de profits exceptionnels et du revenu des filiales, la bénéfice du groupe ressort à 5 221 000 F contre 6 727 000 F en 1982.

Le ralentissement de la demande en cuisinières traditionnelles a été compensé par une demande soutenue de notre gamme d'appareils à induction.

La mise sur le marché d'une nouvelle génération de chaudières de chauffage central conforte l'activité de la Division équipement thermique sur le marché national comme à l'étranger. A fin septembre, les ventes à l'étranger de cette division sont en progression de plus de 70 %.

L'enregistrement d'importantes commandes de matériel ferroviaire à l'exportation assure à la Division ferroviaire et mécanique un bon niveau d'activité pour les deux prochains mois.

Une certaine reprise des ventes à destination de notre filiale aux États-Unis doit permettre à la Division équipement chimique d'améliorer son carnet de commandes d'ici la fin de l'exercice.

Sauf fléchissement des ventes de biens de consommation durables au cours des prochains mois, le chiffre d'affaires du groupe devrait légèrement progresser en 1983.



GROUPE DARTY

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1983-1984

(en millions de francs)

	1981-1982	1982-1983	1983-1984	Evolution moyenne annuelle
Ventes	1 149 024	1 618 053	1 643 127	+ 26,6 %
Résultats	53 288	76 014	65 396	+ 21,7 %
Marge brute	75 333	102 219	94 848	+ 24,2 %
d'auto-financement	+ 37,1 %	+ 35,7 %	- 7,2 %	

Les comptes consolidés pour le premier semestre 1983-1984 (1<sup>er</sup> mars 1983 au 31 août 1983) présentent, avant la provision pour impôts sur les sociétés et la provision pour amortissements, un résultat de 65 396 000 F contre 76 014 000 F pour l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessus fait apparaître une activité particulièrement forte au cours du premier semestre, situant ainsi les références à un niveau élevé.

## Ouverture de magasins

Deux nouveaux magasins Darty ont été ouverts le 22 septembre à Dijon et à Troyes. De plus, Sparty, après avoir créé en avril une nouvelle surface de vente à Chamboury, a ouvert le 15 octobre un magasin à Paris. Le cinquième magasin Sparty sera créé dans le Centre.

## CRÉDITEL

Société de financement par crédit-bail pour les télécommunications

Le conseil d'administration de CRÉDITEL, réuni le 25 octobre 1983 sous la présidence de M. Henri Filho, a examiné la marche des affaires de la société durant les derniers mois de l'exercice.

CRÉDITEL a signé en juillet avec le ministère des P.T.T. une nouvelle convention couvrant la période 1983 à 1987, ainsi qu'un protocole portant sur 204 millions de francs en 1983, à financer à hauteur de 35 millions sur fonds propres de réinvestissement et de 169 millions sur fonds d'emprunt. Des négociations sont en cours avec l'administration en vue du financement par la société d'un programme complémentaire au titre de 1983.

Les opérations de SICOMI classées se poursuivent et représentent un volume annuel d'engagements de l'ordre de 140 millions de francs.

Le conseil a également arrêté le principe d'une prochaine émission obligataire d'environ 400 millions de francs dont le produit sera affecté au financement d'opérations de crédit-bail avec l'administration des télécommunications.



GROUPE SCREG

## SACER

La situation prévisionnelle au 30 juin 1983 fait apparaître, pour la société mère, après évaluation des travaux à facturer, un chiffre d'affaires T.T.C. de 370 millions de francs, en diminution de 6,1 % sur celui du premier semestre 1982 : la perte correspondante s'établit à 9,8 millions de francs, après 8,7 millions de francs d'amortissements, contre 8 millions de francs après 9,5 millions de francs au 30 juin 1982.

À ce niveau consolidé, le chiffre d'affaires s'élève à 632 millions de francs également en baisse par rapport à l'année précédente.

Comme cela avait été souligné lors de l'assemblée générale des actionnaires, la réduction d'activité que traduisent ces chiffres touche l'ensemble de l'industrie routière ; elle est la conséquence attendue et inévitable des choix budgétaires des pouvoirs publics et de la faiblesse croissante des ressources financières de nos constructeurs d'ordre traditionnel.

Les mesures d'adaptation à cette conjoncture prises par la société depuis un an ont cependant permis de limiter la baisse des résultats par ailleurs normalement négatifs à cette période de l'année. L'activité prévue au deuxième semestre devrait, néanmoins, sauf bouleversement en fin d'année, conduire, pour la société mère, à un résultat bénéficiaire pour l'exercice, tandis que les investissements de diversification réalisés au cours d'année permettent d'espérer un résultat consolidé en amélioration sur celui de l'exercice précédent.

## MATRA

Le conseil d'administration de Matra s'est réuni le 25 octobre sous la présidence de M. Jean-Luc Lagardère, afin d'examiner la situation des différentes branches du groupe et d'arrêter les comptes du premier semestre 1983 de la société mère.

Le chiffre d'affaires de cette dernière, pour la période considérée, s'est élevé à 2 616 millions de francs R.T.T., témoignant d'une progression de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Après 71 millions de francs d'amortissements, le résultat d'exploitation s'établit à 341 millions de francs (contre 250 millions de francs en 1982) pour donner un résultat net de 36,5 millions de francs (contre 71,6 millions de francs en 1982). Cette construction du résultat net malgré une amplification sensible du bénéfice d'exploitation provient de l'accroissement net de l'impôt (141 millions de francs contre 102 millions de francs) que des provisions pour dépréciation de stocks de participation qu'il a été jugé nécessaire de constituer (114 millions de francs contre 10 millions de francs).

De fait de la prise en charge de la société Matras, les bénéfices de la société Matra et du groupe consolidé pour l'ensemble de l'année 1983 seront en retrait par rapport aux prévisions annoncées par la société en début d'année.

## FOUGEROLLE

Les résultats de la société au 30 juin 1983 se traduisent par une perte de 23 800 000 F contre un bénéfice de 11 200 000 F au 30 juin 1982. Cette dégradation est consécutive à la prise en compte de pertes enregistrées sur deux chantiers, l'un en France et l'autre à l'étranger, et dont le règlement définitif n'a pas encore pu intervenir. Le résultat d'ensemble de l'exercice risque d'en être largement influencé. D'importantes réclamations ont été déposées au titre de ces chantiers.

Le carnet de commandes du groupe s'élevait en septembre à 11,3 millions de francs contre 11,5 millions en septembre 1982.

## LOCAEXPANSION

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983, les engagements nouveaux ont porté, en ce qui concerne le patrimoine, sur une participation de 17,5 millions de francs dans le parc d'activités du Modalia-vent à Lyon-Vénissieux, et en ce qui concerne le crédit-bail, sur un deuxième immeuble loué par Cerba à Saint-Ouen-l'Auxois, d'une valeur de 8,4 millions de francs.

Le résultat prévisionnel au 30 juin 1983 s'établit à 14,08 millions de francs contre 11,46 au 30 juin 1982.

Le résultat prévisionnel au 31 décembre 1983 devrait permettre, sauf imprévu, la distribution d'un dividende assez élevé, une progression supérieure aux taux d'inflation sur celui de 1982 qui s'élevait à 17 francs.

## COMPAGNIE

DES AGENTS DE CHANGE DIDOT BOTTIN

La Compagnie des agents de change a confié au Centre servent Duplex (TELEX) de Didot-Bottin la diffusion en exclusivité de son produit VALSCOP.

VALSCOP sera consultable à partir des bornes MINITEL pour les clients ayant souscrit un abonnement au Centre servent Duplex (TELEX). Ce produit fournit tout au long de la séance de Bourse les cours des valeurs cotées en France et, en temps différé, les cours des valeurs cotées à l'étranger. Il diffusera également des informations de synthèse se rapportant aux valeurs mobilières. L'accès alphabétique en rendra l'usage particulièrement aisé pour toutes les catégories d'utilisateurs. VALSCOP sera opérationnel en février 1984.

## Le Carnet des Entreprises

### ● CARREFOUR

M. JACQUES FOURNIER,

précédemment vice-président administrateur de Carrefour, rejoint, à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1983, le management de Carrefour en tant que vice-président-directeur général.

Carrefour renforce ainsi ses structures de direction et assure la meilleure représentation possible du capital dans son management.

Désormais, la direction de Carrefour sera donc assurée par

M. DENIS DEFFOREY

président-directeur général

M. JACQUES FOURNIER

vice-président-directeur général

M. JACQUES DEFFOREY

directeur général

Les structures opérationnelles de gestion restent inchangées.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphonez à : 770-85-33.

afp 11/10/83



**BOURSE DE PARIS Comptant 27 OCTOBRE**

	du mois	coupons		préc.	cours		préc.	cours		préc.	cours		préc.	cours
8 % .....	39 40		Daimon-Vieljeux	550	558	Porchet	160 10	151	Finecarter	247		Ternaux	428	90
9 % .....		6 221	« P. L. C. B. J. »	112	111 50	Proffes Tubes G. I.	8 75	6 56	Financier	6 45		Ternaux	282	90
10 % .....		6 221	Dier-Bigot	717		« S. A. R. »			Financier	10 10		Ternaux	287	296

[illegible][illegible][illegible]

Dans la quatrième colonne, figurant les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.										Règlement mensuel										a : coupon détaché; + : droit détaché; o : offert; d : demandé.									
Cours précéd.	Cours précéd.	Cours précéd.	Cours précéd.	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Cours précéd.	Cours précéd.	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Cours précéd.	Cours précéd.	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Cours précéd.	Cours précéd.	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Cours précéd.	Cours précéd.	% + -	Compensation
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	
1916	1916	1916	1916			Baronchi	245	795	757	+ 1 20	460	Pantheon	445	455	455	+ 2 24	820	B. Ormann	910	915	915	+ 5 54	74	Mexicana	78 40	81 10	80	+ 2 04	



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LE STATUT DE LA CORSE : « Une expérience en péril », par Emile Amighi de Casanova ; « L'affrontement : presse-justice », par Gérard Pomeroy ;  
- LU : Les Relais de mer, de Louis Chevalier.

### ÉTRANGER

3. LES SDITES DU DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH.  
4. DIPLOMATIE - La visite de M. Mitterrand à Tunis.  
5. ASIE  
6. L'INTERVENTION AMÉRICAINE DANS L'ÎLE DE LA GRENADINE.

### POLITIQUE

7. Le conseil des ministres.  
8. La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.

### SOCIÉTÉ

10. L'enseignement privé non catholique et les propositions de M. Savary.  
12. L'arrestation des auteurs de l'attentat de Romans.  
13. RELIGION - Un prix Nobel hui à la Sorbonne.  
14. JUSTICE - RÉGIONS.

### LOISIRS ET TOURISME

15. Arts mariaux.  
16. Agents de voyages.  
17. Champs de neige.  
18. Hôtellerie ; Hippisme ; Philatélie ; Plaisirs de la table ; Jeux.

### CULTURE

21. MUSIQUE : Mauricio Kagel au Festival d'automne.  
- THÉÂTRE : Le Frigo de Copi.  
- ROCK : The Style Council.  
23. COMMUNICATION.

### ÉCONOMIE

26. ÉNERGIE - SOCIAL : quatorze millions d'immigrés en Europe.  
- C.E.E.  
27-28. AFFAIRES : M. Mexandeau plaide en faveur d'accords européens dans les télécommunications.

**RADIO-TÉLÉVISION (23) INFORMATIONS « SERVICES » (24) :**  
Les services ouverts ou fermés de la Toussaint ; « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie.  
Annonces classées (25) ; Carnet (20) ; Mots croisés (19) ; Programmes des spectacles (22-23) ; Marchés financiers (29).

## HANLET

**L'UNIVERS DU PIANO**  
**CREDIT TOTAL SUR MESURE**  
Ex : SAMICK 3 péd.  
Noyer ciré ou brillant  
280,40 F par mois\*  
ou 12.000,00 F comptant  
\*84 mensualités de 280,40 F. Coût total : 23.553,60 F après acceptation du dossier par CREDIT TOTAL. Assurance facultative. TEG 21,50%  
Jusqu'au 29 Octobre 1983

PARIS 8<sup>e</sup>  
294 rue de la République, Tél. : 788.51.54  
VELIZY  
21, rue Grange-Dore, Tél. : 948.00.52  
VELIZY  
Centre Clé "Wally 2", Tél. : 948.26.57  
ORFÈVRE  
Centre Clé "Art de Vire", Tél. : 975.78.30  
BOISY-LE-GRAND  
Centre Clé "Wooden", Tél. : 338.20.79

## L'OUVERTURE DU CONGRÈS DU P.S.

### M. Poperen : il faut passer du changement voté au changement vécu

De nos envoyés spéciaux

Bourg-en-Bresse. - Le congrès du parti socialiste s'est ouvert vendredi 28 octobre à Bourg-en-Bresse. Avant l'intervention de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui devait dresser le bilan législatif de l'œuvre entreprise par la gauche, et celle de M. Lionel Jospin, destinée, dans l'après-midi, à lancer véritablement le débat, M. Jean Poperen, numéro deux du parti, a présenté le rapport d'activité du secrétariat national.

Dans le hall des expositions de Bourg-en-Bresse, qui peut accueillir quatre mille personnes, M. Poperen, de la tribune, surmontée d'un slogan « Avec les socialistes pour la réussite », a souligné que le congrès devait « faire le point et fixer le cap presque à mi-chemin de la législature ». « Les socialistes, a-t-il dit, ont souvent mauvaise conscience : ils craignent de n'avoir rien fait parce qu'ils n'ont pas tout fait. » Après s'être efforcé de montrer le contraire, le numéro deux du P.S. a souligné que la gauche avait résisté à l'« orchestration » et à « l'exploitation de manifestations catégorielles parfois puissantes » utilisées comme de « véritables tentatives de déstabilisation de la légalité républicaine. Il ne semble pas que les chefs de la droite soient en situation, dans le moment présent, de mettre pratiquement en question le pouvoir légal, a-t-il ajouté. Ils ne peuvent aujourd'hui faire autrement que le subir. » Cela ne doit pas, pourtant, conduire les socialistes à oublier leur vigilance : « Les eaux calmes sont un atout, mais les eaux dormantes sont un péril. Veillons que le changement à froid ne devienne pas le changement froid. »

M. Poperen a ensuite décrit et analysé l'« affaiblissement » de la gauche traduit par les sondages et les consultations électorales. Le plan de rigueur du gouvernement n'est pas pour autant en cause. « Avec ce plan, nous jouons une partie décisive. Il faut la jouer à fond », a déclaré M. Poperen, en rappelant qu'au mois de mars dernier le comité directeur du P.S. avait approuvé à l'unanimité les décisions prises par le gouvernement. « Ce sera un acte politique essentiel, a-t-il dit, que le congrès

répète la volonté de tout le parti pour que réussisse le plan d'assainissement. » Ce plan « n'a pas encore réussi, mais nous avons désormais en main des éléments assez sérieux pour considérer que cette réussite est possible ».

M. Poperen a tenté de définir ce que les socialistes entendent par la rigueur : « Nous avons voté beaucoup de réformes, mais le changement restera lettre morte, plutôt page noire du Journal Officiel, si les intéressés ne se saisissent pas des textes votés pour qu'ils soient appliqués (...) Le rôle du parti socialiste, de ses élus, de ses militants est d'organiser l'action des citoyens pour faire vivre le changement : passer du changement voté au changement vécu, telle est la tâche difficile mais exaltante des socialistes pour les deux ans à venir. »

M. Poperen a enfin évoqué la question scolaire. « On a l'impression, dit-il, que quelques-uns à gauche finissent par avoir mauvaise conscience : comment laisser dire au laissez-passer que l'école publique, celle de la République, pourrait être attentatoire à la liberté ? C'est vraiment le monde à l'envers (...) Le droit de quiconque d'avoir une école, à la faire vivre, n'est pas en cause. Et s'il arrivait que ce droit, cette liberté, fussent menacés, nous les défendrions comme nous le défendons toutes les libertés. Mais, depuis des années, les dirigeants de droite ont tout fait pour abaisser, déstabiliser, démanteler le service public de l'éducation nationale. Aujourd'hui, il y a une ingérence entre l'enseignement public et l'enseignement catholique au profit de celui-ci puisqu'il bénéficie du concours financier des pouvoirs publics sans assumer les contraintes du service public. C'est à cette anomalie qu'il est temps de mettre fin. »

M. Poperen a souligné que le P.S. ne peut pas ne pas être préoccupé par le fait qu'après plus de deux ans de gouvernement « soient telles qu'elles entraîneraient des réactions défavorables des organisations représentatives de l'enseignement public ».

J.-Y. L. et N. A.

**CATON**  
De la  
renaissance

FAYARD

316 p. 69 F

« On ne gouverne pas dans un pays secoué par les grands vents de la guerre économique en brandissant chaque jour sa page de l'évangile selon saint Karl. »

(Publicité)  
En promotion exceptionnelle  
jusqu'au 15 novembre  
4 quarts KRITER pour le prix de 3

la Qualité du Neuf  
au Prix de l'Occasion

N° 1 de la  
Fourrure d'Occasion  
LES DEUX OURS  
106 Bd de Grenelle 575.10.77  
Paris 15<sup>e</sup> M° La Motte Picquet

## LE DÉNOUEMENT DE L'AFFAIRE SAÏD RASHED

Un avion libyen  
est prêt à décoller pour Tripoli

Ce vendredi 28 octobre, en début d'après-midi, le dénouement de l'affaire Saïd Rashed approchait. La chambre d'accusation de Paris devait se réunir pour constater que l'Italie ne souhaitait pas, tout bien pesé, l'extradition de ce Libyen accusé par elle d'avoir assassiné, à Milan, un opposant au colonel Kadhafi.

Depuis jeudi minuit, la mise en liberté de M. Saïd Rashed ne faisait plus guère de doute. Aucune demande officielle n'était arrivée de Rome dans le délai de vingt jours requis par la convention d'extradition franco-italienne. Dès lors, le gouvernement français n'avait qu'une hâte : se débarrasser de M. Rashed, dont l'incarcération à la prison de la Santé risquait à tout instant d'envenimer à nouveau les relations avec Tripoli.

En prévision de cette mise en liberté, des contacts discrets avaient été noués ces jours derniers avec la Libye, qui tenait prêt à Orly-Sud l'avion prévu pour le rapatriement de l'ingénieur libyen.

En attendant le dénouement de cette affaire, le gouvernement français souhaitait éviter un imbroglio politico-juridique de taille, à savoir l'arrivée de la demande italienne après le délai requis mais avant la mise en liberté de M. Rashed. Politiquement, la France serait alors tiraillée entre la solidarité antiterroriste qui la lie à l'Italie et les exigences de Tripoli, qui ne veut pas entendre parler d'extradition et l'a fait savoir de manière pressante.

Le danger était trop grand. C'est la raison pour laquelle le parquet général a décidé de provoquer une réunion immédiate de la chambre d'accusation. Au cours de cette audience, l'avocat de M. Rashed, M<sup>e</sup> Marianne Auffray-Millesi, devait demander la mise en liberté de son client et, fait plus inattendu, le représentant du parquet, M. Emile Robert, devait se joindre à elle. En effet, le ministère public désapprouve la jurisprudence de la chambre d'accusation de Paris, qui avait incité celle-ci à remettre l'examen de cette demande au 2 novembre. Le parquet a trouvé là, pour la première fois depuis le changement de majorité, l'occasion de faire connaître ce désaccord. B. L. G.

Le numéro du « Monde »  
daté 28 octobre 1983  
a été tiré à 487 948 exemplaires

Que choisir  
pour bien dormir ?  
UNE BONNE LITERIE  
**TRECA**  
EXPOSITION ET VENTE :  
**CAPÉLOU**  
DISTRIBUTEUR  
37, Avenue de la République  
75011 PARIS - M° Parcoul  
Téléphone : 557.46.35  
LIVRAISON GRATUITE  
dans toute la France

## PIANO: LE BON CHOIX

• Location à partir de 220 F par mois.  
• Vente à partir de 329,72 F par mois\*  
(Crédit souple et personnalisé).  
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.  
Service après-vente garanti.  
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.  
**hamm**  
La passion de la musique.  
135-137 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

## Au Chili

### Deux personnes sont mortes au cours de la septième journée nationale de protestation

Santiago. - Deux personnes ont trouvé la mort jeudi 27 octobre à Santiago, lors des incidents qui ont marqué la septième journée de protestation organisée par le Commandement national des travailleurs (C.N.T.), qui regroupe plusieurs confédérations syndicales. Selon l'agence chilienne de presse Orbe, il s'agit de deux piétons, écrasés par un autobus dont le conducteur avait perdu le contrôle à proximité d'une barricade en feu. Une trentaine de personnes auraient été blessées, notamment lors d'affrontements entre la police et des étudiants, et soixante-dix auraient été arrêtés. Un premier bilan officiel avait indiqué auparavant que six des blessés étaient dans un état grave, ainsi que trois carabiniers. Le mouvement des jeunes pour la démocratie (M.J.D.) affirmait quant à lui que vingt étudiants avaient été atteints par des chevrotines.

Des incidents se sont également produits à Valparaíso, où quinze manifestants, selon la police, ont été arrêtés, et à Concepcion (à 500 kilomètres au sud de Santiago), à l'issue d'une manifestation qui rassemblait dix mille personnes.

A Santiago, tandis que deux cents dirigeants du C.N.T. marchaient vers le palais présidentiel, plusieurs centaines d'étudiants se heurtaient à la police à proximité de l'Académie

des sciences pédagogiques. Dans le centre, un groupe de parents de personnes disparues était dispersé par la police avec des canons à eau.

A la tombée de la nuit, un concert de casseroles et d'avertisseurs retentissait dans Santiago, d'abord dans les « hauts quartiers », puis dans les quartiers populaires.

M. Rodolfo Seguel, président du C.N.T., a qualifié de « très positive » cette journée nationale de protestation et dénoncé les provocations des forces de l'ordre. Il a déclaré avoir été bastonné par les carabiniers, ainsi que d'autres dirigeants du C.N.T., alors qu'il sortait du palais présidentiel de la Moneda où il avait remis un cahier de revendications aux autorités.

Comme les précédentes, cette septième protestation visait à réclamer le départ du général Pinochet et la mise en place d'un gouvernement provisoire chargé d'appliquer un plan économique d'urgence et d'organiser des élections libres. Le mot d'ordre en avait été maintenu en dépit de la nouvelle loi, qui prenait effet le même jour, sur les sanctions applicables contre les organisateurs de manifestations. La loi prévoit des peines pouvant aller jusqu'à travaux forcés à perpétuité, la rélegation et l'expulsion du pays. (A.F.P.)

## VACANCES A L'ÉTRANGER

Les restrictions financières  
seront levées le 20 décembre  
(De notre envoyé spécial.)

Cannes. - Ouvrant, vendredi 28 octobre à Cannes, les travaux du vingt-septième congrès du Syndicat national des agents de voyages, M. Roland Carrax, secrétaire d'État au tourisme, a annoncé les nouvelles modalités qui, à compter du 20 décembre, régiront les vacances des Français à l'étranger : la suppression du carnet de change a été confirmée officiellement. S'y ajoutent les modalités suivantes :

1° Les transferts destinés au règlement des dépenses touristiques et effectués sur présentation de pièces justificatives seront autorisés, dans les mêmes conditions qu'avant le 29 mars 1983 ;

2° Le montant de l'allocation touristique que les résidents français seront autorisés à emporter avec eux est à nouveau fixé à 5 000 F par voyage ;

3° Quant au régime des cartes de crédit, il sera maintenu en l'état, l'exception étant faite pour les cartes de paiement à montant qu'il fonctionneront de manière satisfaisante pour les titulaires de cartes d'entreprises. — P.F.

## DOLLAR PLUS CALME : 7,96 F

L'émotion provoquée par l'intervention américaine à la Grande s'est un peu calmée, le dollar a reperdu, vendredi 28 octobre, le terrain gagné la veille. Il s'est établi à 2,6150 DM contre 2,6220 DM à Frankfurt, et à 7,96 F contre 7,99 F à Paris. Le franc français a continué de se raffermir par rapport au mark, dont le cours a fléchi à 3,9470 F environ : l'amélioration de la balance commerciale a contribué à la hausse des prix intérieurs en septembre.

## LES DEMI-FINALES DU TOURNOI DES PRÉTENDANTS AU CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS À LONDRES

Le congrès de la FIDE (1) avait pour résoudre l'épineux problème posé par les demi-finales du tournoi de prétendants au championnat du monde. En tout cas, comme nous l'avons confirmé, lors de son passage à Paris, M. Rihda Belkadi, vice-président de la FIDE, toutes les volontés tendaient à trouver une solution rapide.

Des pourparlers étaient engagés pour définir les lieux et dates des rencontres. Les villes de Rotterdam et de Sarajevo avaient été citées, pour la demi-finale Kortschni-Kasparov, alors que le match Ribli-Smyslov devait se dérouler en Autriche.

Contre toute attente, les deux demi-finales se dérouleront à partir du 19 novembre à Londres. C'est du moins ce qu'a annoncé, jeudi 27 octobre, M. Lim Hok An, secrétaire général de la FIDE. Il semble que cette décision ait été prise autoritairement par M. Florencio Campomanes, président de la fédération internationale, puisque les villes de Rotterdam — qui avait la préférence des joueurs — et Londres affaiblissent les mêmes garanties financières.

Le conflit, vieux de cinq mois, touche à sa fin. Mais les observateurs ont noté que, cette fois, il y a un consensus entre Kortschni et Kasparov : les deux joueurs sont mécontents du choix de M. Campomanes et continuent à faire valoir leur préférence pour Rotterdam.

Après avoir fait couler beaucoup d'encre, ces demi-finales resteront dans les annales des échecs, certainement plus pour le suspens qu'elles ont nourri que pour l'issue qu'elles nous réservent, d'autant qu'un nouveau rebondissement n'écarterait personne. — P.F.

(1) Le congrès de la Fédération internationale des échecs s'est tenu à Madrid du 1<sup>er</sup> au 9 octobre 1983. (Le Monde du 9-10 octobre).

• Mort du mathématicien américain Alfred Tarski. - Décédé à Berkeley (Californie), mercredi 27 octobre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, Alfred Tarski, né à Varsovie (Pologne), a obtenu son doctorat à l'université de cette ville en 1924. En 1942, il se rend aux États-Unis, à l'université de Berkeley (Californie), où il devient professeur en 1946.

A B C D E F G

**GRATUIT**

16\* 05.200.200

Appelez vite  
pour profiter de réductions  
exceptionnelles  
1000F-3000F

A CES PRIX-LÀ, OFFREZ-VOUS

# CHAMONIX

**279.000 F\* 29.000 F\***

**EN COPROPRIÉTÉ**  
Découpez ce bon pour tout savoir sur la Nouvelle Propriété Pierre et Vacances qui vous permet d'investir 279.000 F seulement pour être propriétaire d'un appartement à Chamonix-Sud.  
\* 2 pièces 4/5 personnes, 2<sup>e</sup> niveau, côté parc de la Roseraie + mobilier.

**EN MULTI-PROPRIÉTÉ**  
Formule idéale quand on a envie d'un «chez soi» à la montagne en dépensant un minimum, investissement faible, placement sûr.  
\* 2 pièces 4/5 personnes, 1 semaine en mars. Ou à crédit : 500 F par mois pendant 5 ans et 9310 F d'apport personnel ; coût total : 39310 F. Crédit 18%.

**PIERRE & VACANCES**

LES PLUS GRANDES RÉDUCTIONS ABORDABLES !

Bon pour une documentation gratuite.  
Copropriété ☐ Multi-Propriété ☐ E

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Tél. bureau \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

PIERRE ET VACANCES, 54, AVENUE MARCEAU, 75379 PARIS CEDEX 08. TEL. 720.70.87.

del 1101520